



Panorama emploi, compétences et formation de l'interindustrie en Auvergne-Rhône-Alpes

Rapport complet

Mai 2025



**Cette étude
a été réalisée
avec l'appui de :**



COMPÉTENCES
INDUSTRIES



01. Introduction

02. Éléments de cadrage régional

**03. Portrait de l'interindustrie en
Auvergne Rhône-Alpes**

**04. Enjeux prospectifs de
l'interindustrie**

05. Besoins en recrutement

06. Besoins en formation

**07. Bilan d'adéquation de l'offre de
formation aux besoins**

01

01. Introduction

02. Eléments de cadrage régional

03. Portrait de l'interindustrie en
Auvergne Rhône-Alpes

04. Enjeux prospectifs de l'interindustrie

05. Besoins en recrutement

06. Besoins en formation

07. Bilan d'adéquation de l'offre de
formation aux besoins

Les objectifs de ce panorama

- Etablir une **vision actualisée** de l'interindustrie en Auvergne Rhône-Alpes
 - **Entreprises et établissements** : nombre, typologie (taille, secteurs d'activité, principaux marchés), localisation.
 - Caractéristiques démographiques et socioprofessionnelles des **salariés** : volume, âge, sexe, métiers, qualifications.
 - **Etat des lieux de l'offre de formation industrielle** qualifiante, initiale et continue en région
- **Réaliser une analyse prospective** mettant en lumière les enjeux de l'interindustrie en Auvergne Rhône-Alpes et les besoins en emplois et compétences à horizon 2030
 - Analyser les principaux enjeux sous un **angle prospectif**
 - Projeter les **besoins en compétences** des entreprises de l'interindustrie à horizon 2030
- Sur une sélection d'une vingtaine de métiers sélectionnés avec les membres du Comité de Pilotage, analyser **l'adéquation de la formation existante aux besoins actuels et futurs des entreprises** ;
- Etablir des **recommandations opérationnelles** pour renforcer l'adéquation entre l'offre de formation et les besoins en compétences des entreprises.



Périmètre d'analyse

Une analyse sur le périmètre OPCO2i et par branche ou regroupement de branches

• Trois périmètres d'analyse emboîtés

- Périmètre OPCO2i qui fournit des données sur l'ensemble des entreprises adhérentes à OPCO2i ; aussi ces données peuvent différer d'autres sources régulièrement mobilisées sur le territoire qui se réfèrent à

l'activité de l'entreprise (par son code Naf).

- Regroupements de branches, qui représentent des données à l'échelle de plusieurs branches ayant des activités proches

- Les 29 branches professionnelles présentes au sein d'OPCO2i.

- Pour la branche métallurgie spécifiquement, un découpage est réalisé par segments pour rendre compte de la diversité des activités présentes ; ce découpage est utilisé pour les travaux de l'Observatoire Interindustries et l'Observatoire des métiers de la métallurgie

Regroupements de branches

Matériaux pour la construction et l'industrie, Verre



Industrie papier carton



Industries pharmaceutiques



Industries créatives et techniques, Mode et Luxe



Ameublement, bois, jouets et puériculture



Energie et services énergétiques



Plasturgie, nautisme et composites



Caoutchouc



Recyclage et métallurgie



Chimie



Industries pétrolières



Branches professionnelles

- Carrière et matériaux + Chaux
- Tuiles et briques
- Fabrication mécanique du verre
- Cristal, verre et vitrail
- Ciments
- Industries céramiques
- Industrie papier carton
- Industrie pharmaceutique
- Fabrication et commerce des produits à usage pharmaceutique, parapharmaceutique et vétérinaire
- Maroquinerie
- Habillement
- Industrie de la chaussure et des articles chaussants
- Couture parisienne
- Textile
- Bijouterie, joaillerie, orfèvrerie
- Fabrication de l'ameublement
- Jeux, jouets et puériculture
- Panneaux à base de bois
- Menuiseries, charpentes et constructions industrialisées et portes planes
- Services d'efficacité énergétique
- Industries électriques et gazières
- Plasturgie
- Industrie et services nautiques
- Caoutchouc
- Métallurgie
- Recyclage
- Chimie
- Industries pétrolières

Segments (pour la métallurgie)

*Alliages et produits métalliques
Aéronautique et spatial
Automobile et cycles
Électrique, électronique et numérique
Ferroviaire
Mécanique
Naval
Autres activités*



02

01. Introduction

02. Éléments de cadrage régional

03. Portrait de l'interindustrie en Auvergne Rhône-Alpes

04. Enjeux prospectifs de l'interindustrie

05. Besoins en recrutement

06. Besoins en formation

07. Bilan d'adéquation de l'offre de formation aux besoins

Auvergne Rhône-Alpes : 2^{ème} région française en population, avec une répartition régionale hétérogène



8 197 328 habitants en 2023

(source : données INSEE)



Evolution 2020-2023:

+ 0,5% d'habitants par an

+ 39 600 habitants par an



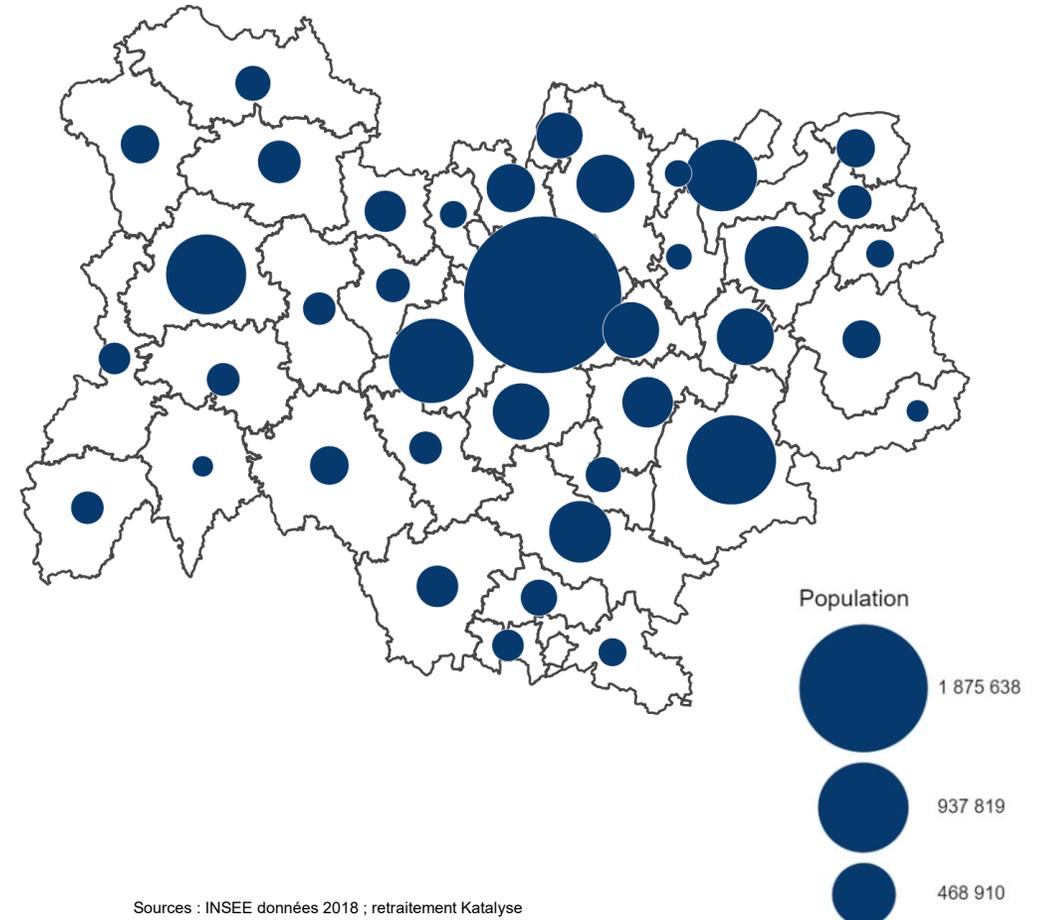
83% de la population vit dans l'ancienne région Rhône-Alpes

+0,6% d'augmentation annuelle de population en Rhône-Alpes contre **+0,1%** en Auvergne

- Avec **plus de 8 millions d'habitants**, l'Auvergne Rhône-Alpes est la 2^{ème} région la plus peuplée de France (après l'Île de France). Elle représente 12% de la population française métropolitaine.
- Le territoire reste **marqué par l'ancienne division des régions** ; la partie Rhône-Alpes est plus attractive, dynamique et urbanisée tandis que l'Auvergne présente une population peu dense et rurale. **Les 3 départements au plus faible taux de croissance de population sont auvergnats.**
- Les 2 subdivisions du territoire sont elles aussi hétérogènes. **Le Puy-de-Dôme représente 48% de la population auvergnate** et est le seul département au taux de croissance démographique comparable aux départements Rhônalpins. En Rhône-Alpes, l'hétérogénéité se fait moins ressentir, bien que **le Rhône et l'Isère représentent à eux-seuls 39% de la population rhônalpine.**

Répartition de la population de l'Auvergne Rhône-Alpes par zones d'emplois en 2020

Source : INSEE



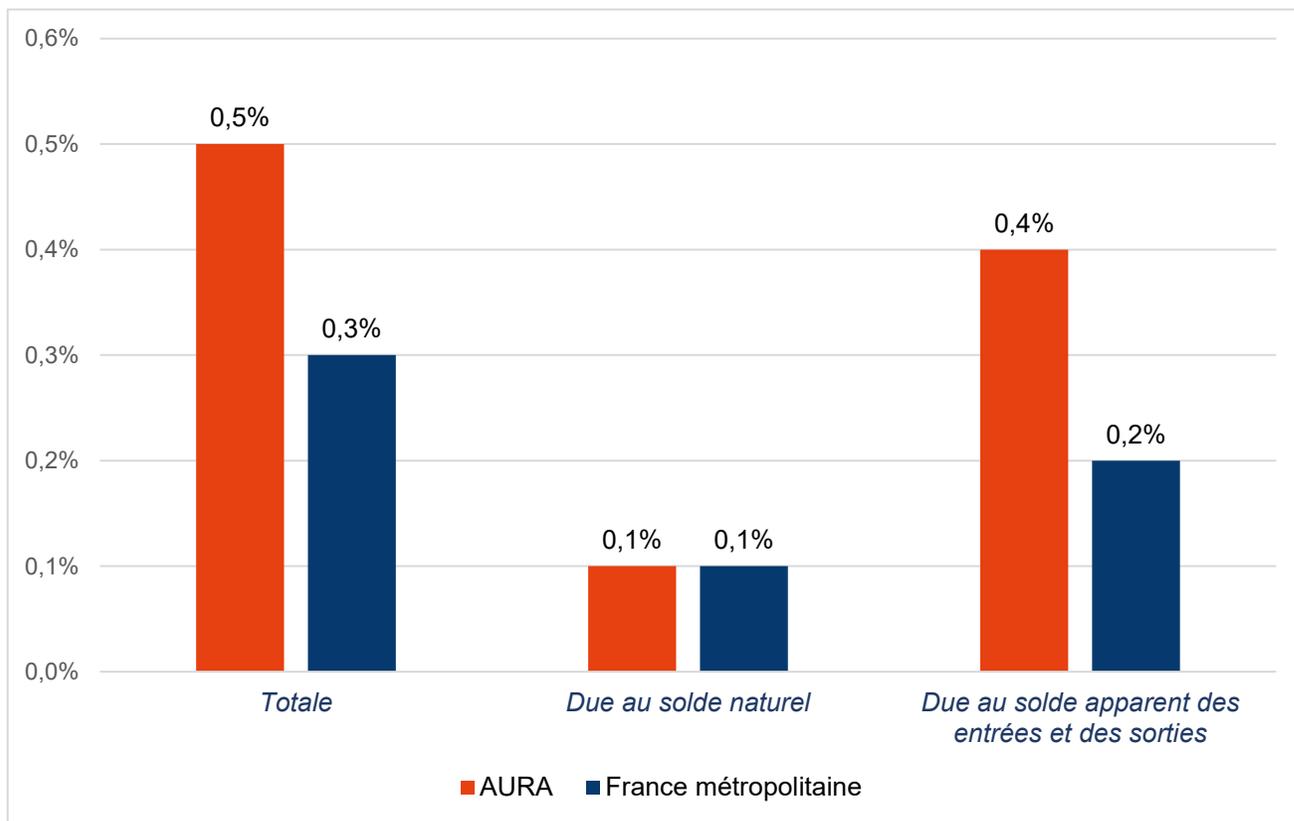
Sources : INSEE données 2018 ; retraitement Katalyse



Une attractivité importante, qui contribue à une augmentation de la population supérieure à la tendance nationale

Taux annuel de croissance de la population comparé en AURA et en France (2020-2023)

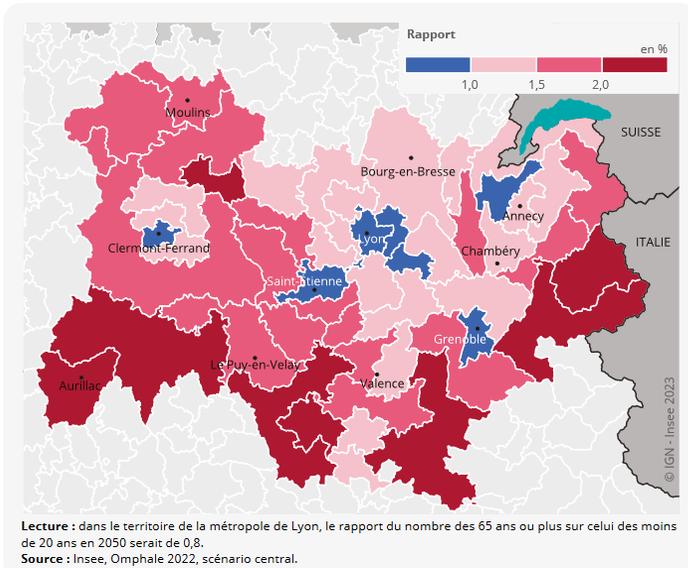
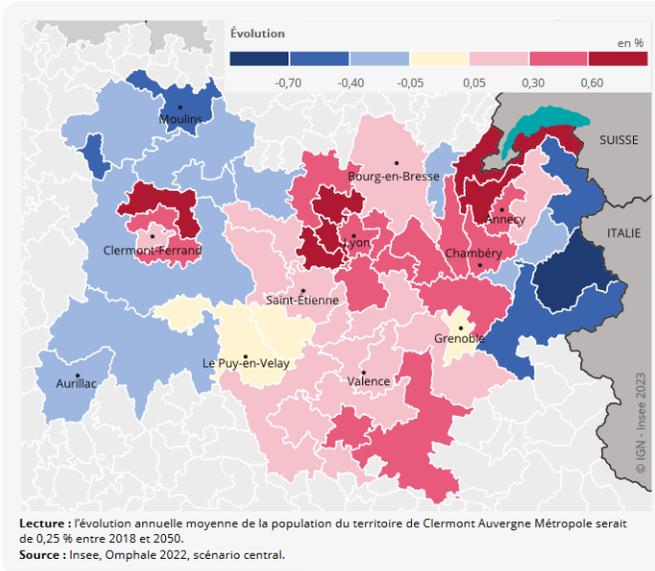
Source : INSEE



- Avec en moyenne **39 600 nouveaux habitants par an entre 2020 et 2023**, représentant un taux de croissance annuel moyen de 0,5%, **la région voit sa population grandir plus rapidement que la tendance nationale (0,3% par an)**.
- Avec **80% de cette augmentation annuelle due aux entrées et sorties du territoire**, la région se démarque du reste du territoire français grâce à son attractivité.
- En effet, **l'augmentation de population due au solde naturel suit la tendance nationale** et n'est donc pas la responsable principale de la forte croissance démographique.

Une hausse de population qui devrait continuer à un rythme moins fort jusque 2050 et un renforcement de la polarisation sur les espaces urbains

Variation annuelle de population entre 2018 et 2050 – source INSEE

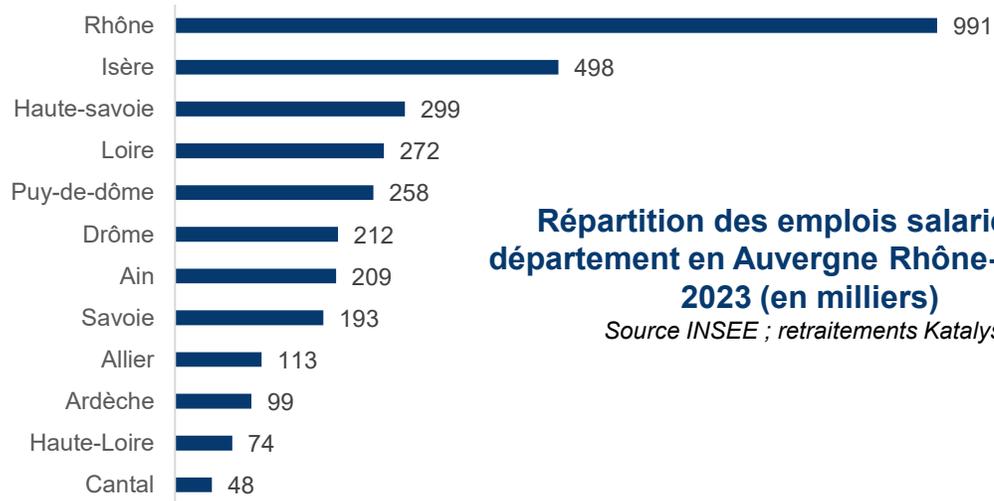


Rapport du nombre des 65 ans et plus sur celui des moins de 20 ans en 2050 – source INSEE

- Les prévisions de l'INSEE laissent envisager **une hausse de la population régionale à 2050** de 677 000 habitants par rapport à 2018 (+8,5%).
 - Cette hausse ne sera pas régulière dans le temps et va **progressivement ralentir**, le taux de croissance annuel moyen passant de 0,5% actuellement à 0,35% entre 2025 et 2030 puis 0,28% entre 2030 et 2035. Ce ralentissement n'est pas nouveau, il perdure déjà depuis quelques années et devrait se prolonger.
 - Cette hausse ne sera **pas non plus homogène sur le territoire**, avec une accentuation du phénomène de concentration de la population dans les espaces urbains : les grands centres urbains et les ceintures urbaines de la région connaîtraient la plus forte hausse démographique à l'horizon 2050. Au contraire les territoires plus éloignés des espaces urbains devraient perdre de la population.
- Les prévisions de l'INSEE prévoient également un **vieillissement de la population régionale**. A horizon 2050, l'Auvergne Rhône-Alpes compterait d'avantage de seniors que de jeunes, les premiers rassemblant 26% de la population et les secondes 22%. Ce changement de rapport serait dû à l'augmentation du nombre de personnes âgées de 65 ans ou plus (+722 000) et d'une diminution du nombre de jeunes de moins de 20 ans (-64 000).
 - Le phénomène ne se répartit pas uniformément sur le territoire, les espaces moins dynamiques démographiquement sont souvent ceux qui connaissent un plus fort vieillissement.
- Cette tendance risque de conforter les difficultés de recrutement que connaissent les entreprises éloignées des centres urbains ; or cela concerne de nombreux établissements industriels.

Auvergne Rhône-Alpes : 2^{ème} région française en nombre d'emplois, inégalement répartis sur le territoire

- Avec 3,26 millions d'emplois salariés, l'Auvergne Rhône-Alpes se positionne derrière l'Île de France ; elle représente ainsi **12% des effectifs salariés en France**.
- Les hétérogénéités en termes de répartition géographique sont encore plus présentes au niveau de l'emploi salarié que de la population. **Le Rhône à lui seul représente 30% des employés salariés de La région Auvergne-Rhône-Alpes**.
- De même, **le Puy-de-Dôme représente 52% des emplois salariés en auvergne** (contre 48% pour la population).



Répartition des emplois salariés par département en Auvergne Rhône-Alpes en 2023 (en milliers)

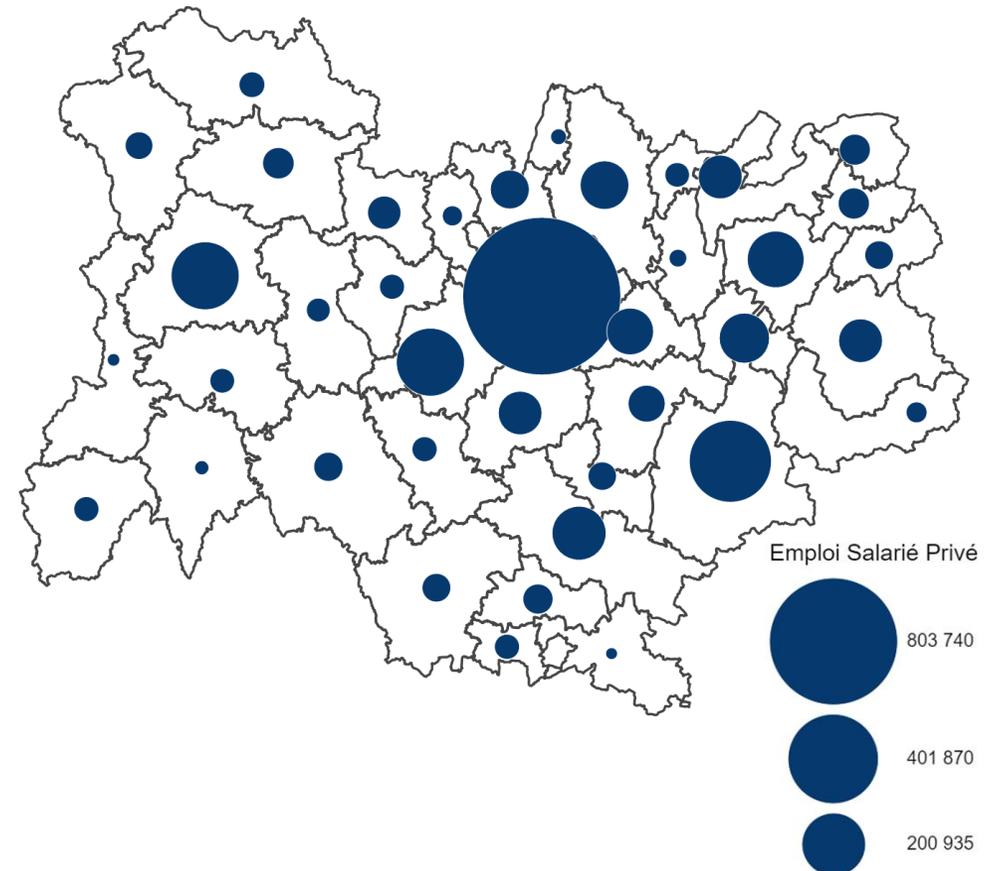
Source INSEE ; retraitements Katalyse



3 264 600 salariés en 2023 en Auvergne Rhône-Alpes

(source : INSEE)

Répartition des emplois salariés par zones d'emplois Auvergne Rhône-Alpes en 2023



Une dynamique de création d'emplois sur la région depuis 10 ans supérieure à la moyenne française

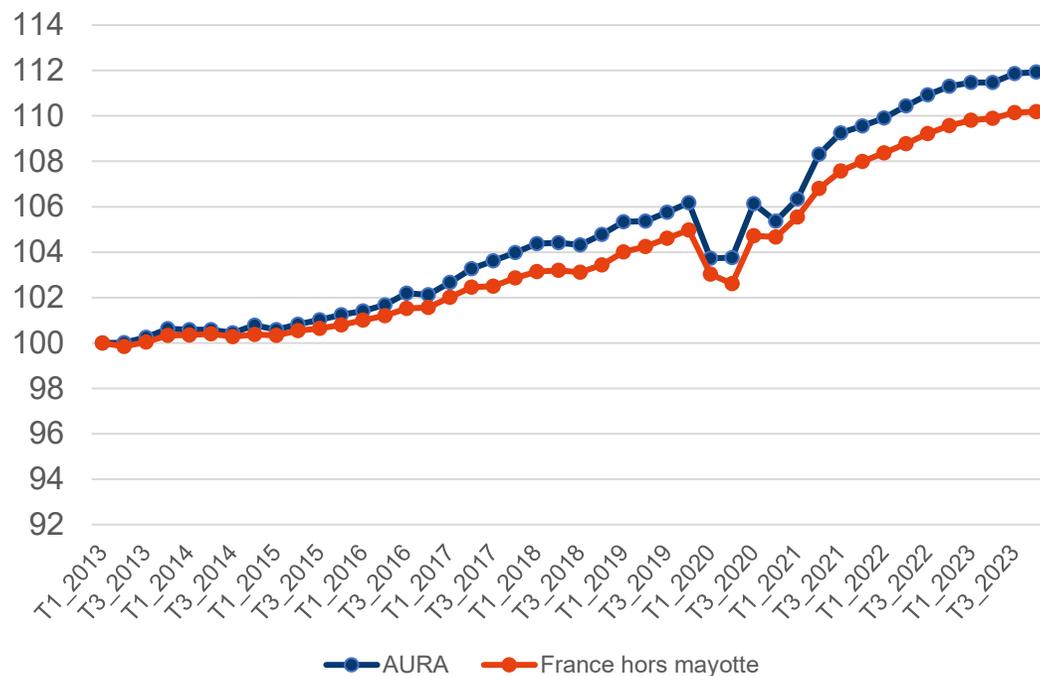


3 264 600 salariés en 2023 en Auvergne Rhône-Alpes

(source : INSEE)

Evolution comparée des effectifs salariés en Auvergne Rhône-Alpes et en France entre 2013 et 2023

Source INSEE; retraitement Katalyse



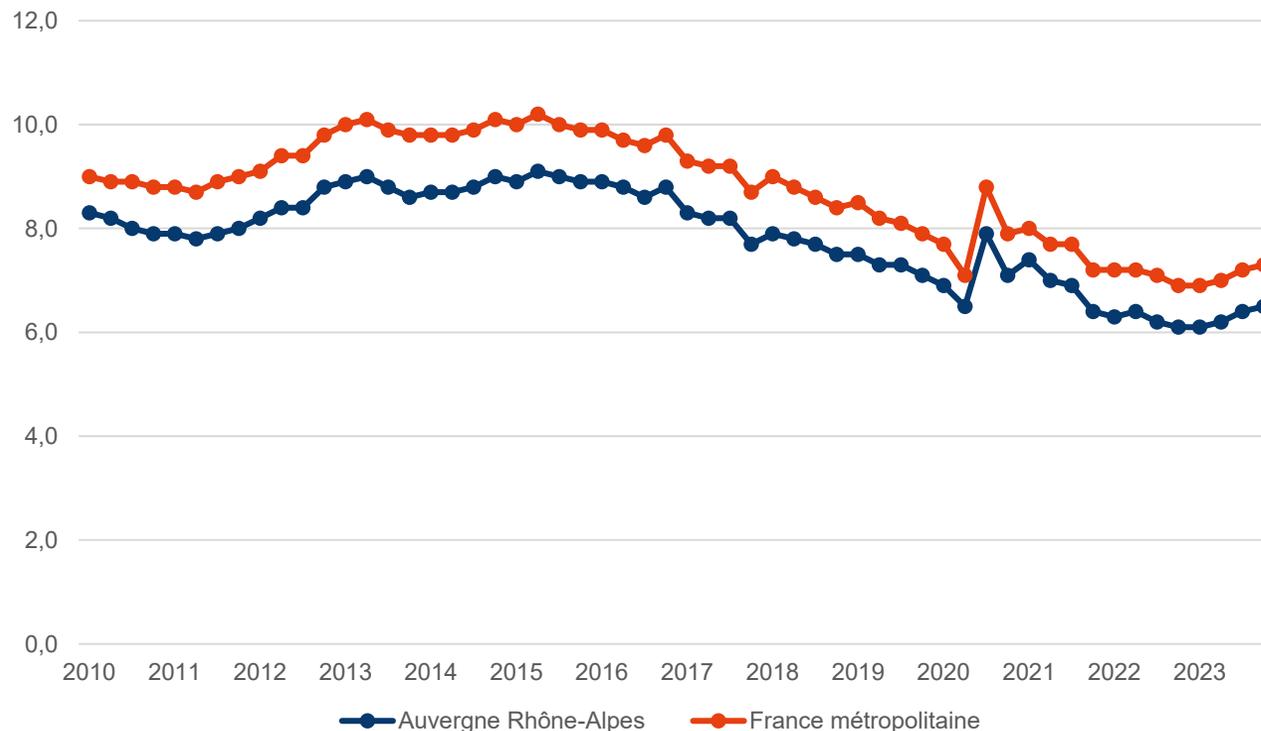
- L'évolution de l'emploi sur une longue période met en avant la **dynamique créatrice d'emplois de la région Auvergne Rhône-Alpes**, qui passe de 2 916 600 emplois en 2013 à 3 264 600 en 2023, soit près de 350 000 emplois supplémentaires sur la période (+ 35 000 emplois par an en moyenne). Si cette dynamique de création d'emplois s'observe également à l'échelle de la France métropolitaine, celle-ci est toutefois plus marquée en Auvergne Rhône-Alpes.
- Cette dynamique de hausse a été **stoppée en 2020**, année qui voit un net recul de l'emploi salarié en Auvergne Rhône-Alpes comme en France, lié à l'épidémie de Covid-19.
- Toutefois dès fin 2020, on observe une **reprise des créations d'emploi**, qui s'accroît en 2021 et se prolonge jusqu'à 2023. Cette nouvelle dynamique est par ailleurs **beaucoup plus marquée en Auvergne Rhône-Alpes que dans le reste de la France**, ce qui montre le dynamisme de la région (+6 points contre +4,5 entre le 1^{er} trimestre 2021 et le 4^{ème} trimestre 2023)



Un niveau de chômage relativement bas, qui suit les tendances nationales

Evolution du taux de chômage comparé en Auvergne Rhône-Alpes et en France

Source : INSEE, France travail



- La région Auvergne Rhône-Alpes compte près de **690 000 chômeurs inscrits à France travail** au 4^{ème} trimestre 2023 (chômeurs catégories A, B, C), soit un taux de chômage de **6,5% de la population active**.
- A l'exception de 2020, année de la crise du Covid-19, ce taux a diminué régulièrement de 2015 à fin 2022, suivant la tendance nationale et atteignant un minima de 6,1%.
- Depuis début 2023, de même qu'à l'échelle nationale, le taux de chômage augmente légèrement à nouveau.
- Depuis 2010, le taux de chômage dans la région reste globalement **1 point en dessous de la valeur nationale** (6,5% contre 7,3% au 4^{ème} trimestre 2023)
- A noter également qu'en valeur absolue, **le nombre de demandeurs d'emploi inscrits à France travail** – après avoir augmenté de 2011 à 2017- **est stable depuis quelques années et tend même à diminuer depuis la crise du covid-19** (au 2nd semestre 2023, il y avait autant de demandeurs d'emploi qu'au 3^{ème} semestre 2014).

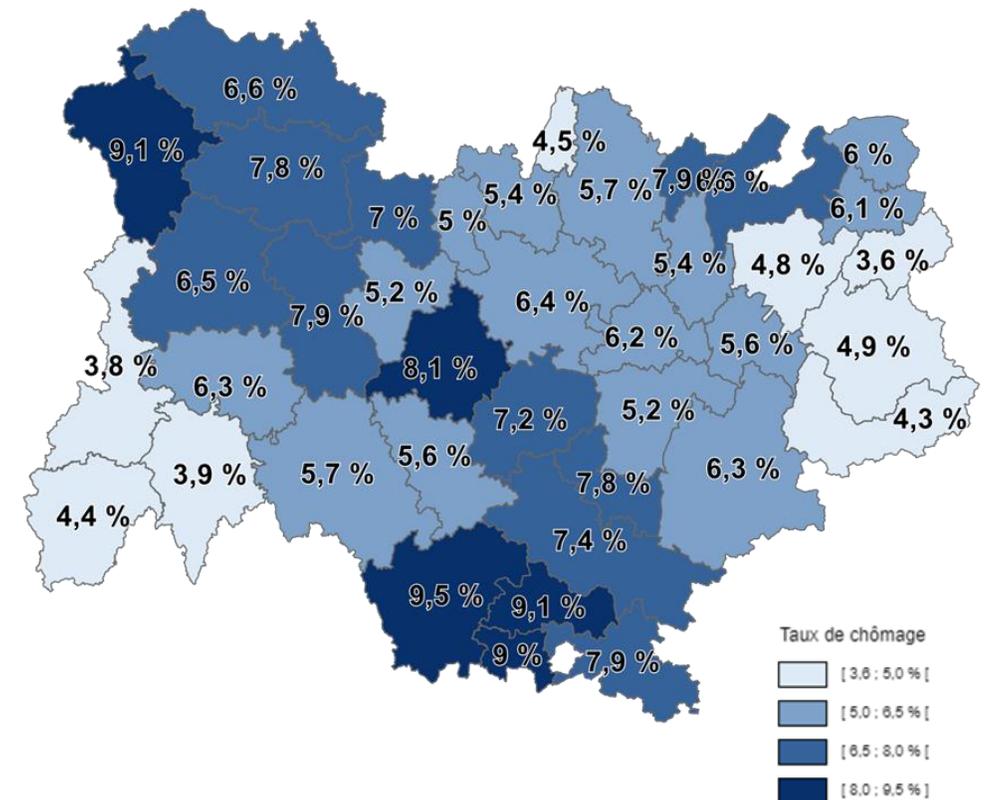


Des taux de chômage fortement contrastés entre les zones d'emplois de la région

- La région Auvergne Rhône-Alpes se distingue par un **fort contraste** entre des zones d'emplois avec des faibles taux de chômage à l'est et l'ouest de la région, et un sud de la région plus en difficulté. Au total, **10 zones d'emplois sur les 39 que compte la région dépassent le taux de chômage national au 1^{er} trimestre 2024 (7,5 %)**
- Un **taux de chômage particulièrement faible dans les zones d'emplois alpines** (ZE Mont-Blanc affichant le plus faible taux de chômage de France, à 3,6 %, ZE de la Maurienne et d'Annecy respectivement à 4,3 % et 4,8 % en dessous du taux de chômage dit « frictionnel »), ce qui accentue les difficultés de recrutement dans ces territoires
- À noter également l'**ouest auvergnat**, dont les taux de chômage sont inférieurs à 5 % sur trois zones : Ussel (3,8 % pour la partie Auvergnate, zone à cheval sur le département de Corrèze), Saint-Flour (3,9 %) et Aurillac (4,4 %)
- *A contrario*, le **sud de la région est plus touché par le chômage**, avec des zones d'emplois affichant un **taux de chômage supérieur à 9 %** dans les départements de l'Ardèche et de la Drôme (9,5 % pour la ZE d'Aubenas, 9,1 % pour la ZE de Montélimar)

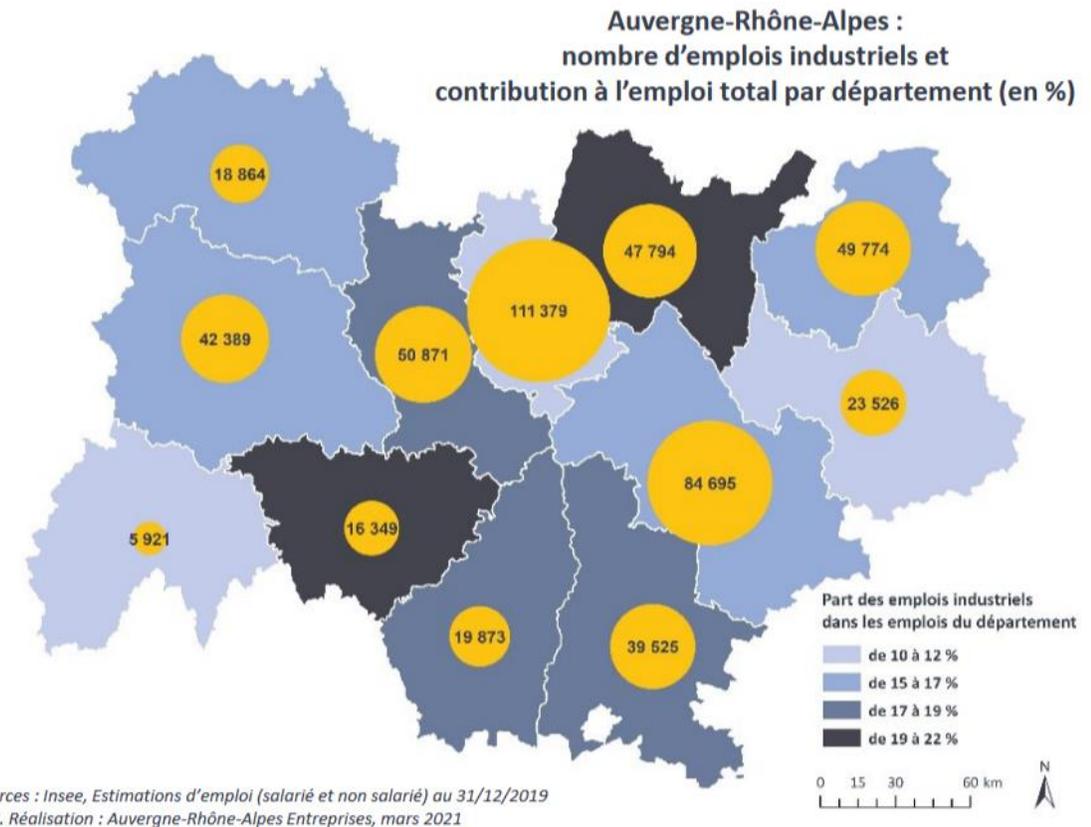
Répartition du taux de chômage du 1^{er} trimestre 2024 par zones d'emploi en Auvergne Rhône-Alpes

Source : INSEE



Auvergne Rhône-Alpes : 1ere région industrielle de France

- **La région Auvergne Rhône-Alpes est la première région industrielle de France.**
 - Avec 508 000 salariés travaillant dans l'industrie au 4eme trimestre 2024 (tous secteurs industriels, dont agroalimentaire), l'Auvergne Rhône-Alpes est la 1ere région en effectifs salariés industriels.
 - De plus, **l'industrie contribue à 17,9% de la valeur ajoutée brute** de la région en 2020 (contre 13,2% en France). (Source : CCI AURA, eurostat)
 - La région conforte ce positionnement et s'inscrit dans le plan national de réindustrialisation du territoire, en étant la **1ère région de France en matière de relocalisation en 2023 et 2024.**
 - **Première région de France pour la production d'électricité** grâce à deux énergies décarbonées : 22 % de la production nationale d'électricité d'origine nucléaire et 46 % pour l'hydroélectricité. (source : Chiffres Clés Auvergne-Rhône-Alpes, les CCI d'Auvergne-Rhône-Alpes, édition 2023)
- **L'industrie est présente sur l'ensemble du territoire régional**
 - Les emplois industriels se concentrent dans le Rhône et l'Isère en termes d'effectifs ;
 - 9 départements sur 12 se caractérisent par une part élevée de l'emploi industriel, supérieure à 15% et même jusque 21% dans l'Ain.



Des dispositifs de soutien et d'accompagnement de la dynamique industrielle

Zoom sur les territoires d'industrie

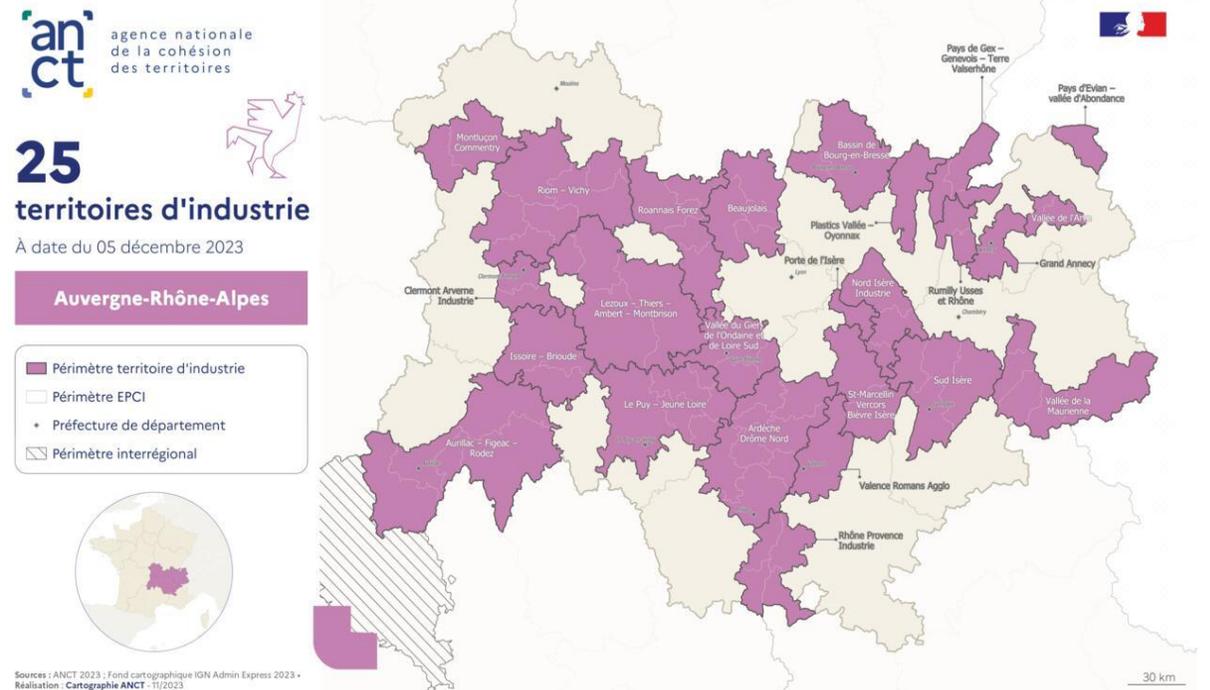
La région Auvergne Rhône-Alpes compte **25 territoires d'industrie pour la période 2023-2027 (contre 18 pour la période précédente)**. Cette augmentation conséquente témoigne d'une volonté de redynamiser industriellement le territoire.

Pour rappel les Territoires d'Industrie répondent aux **ambitions suivantes** :

- **Accompagner le développement**, sous 4 axes :
 - **Attractivité** grâce à l'appui de la Banque des territoires ou de Business France
 - **Recrutement des compétences** nécessaires, par une mobilisation notamment du Plan d'investissement dans les compétences et la création d'un nouvel outil le « Volontariat Territorial en Entreprise »
 - **Innovation soutenue** par des dispositifs en faveur de la transition numérique et les moyens du Programme d'investissements d'avenir
 - **Simplification** via la démarche des sites industriels clés en main pour accélérer les implantations
- **Accélérer les investissements industriels** dans les territoires

Cartographie des 25 territoires d'industrie 2023-2027

Source : ANCT



Des dispositifs de soutien et d'accompagnement de la dynamique industrielle

Zoom sur les pôles et clusters industriels en Auvergne Rhône-Alpes

- L'Auvergne Rhône-Alpes compte **14 pôles ou clusters industriels**, intervenant sur tout ou partie du territoire.
- Ces pôles reflètent la diversité de l'industrie locale avec des **domaines d'activités très variés**. Par ailleurs, ils conduisent des projets collaboratifs inter-pôles.
- Ils contribuent à apporter un **écosystème favorable** au développement des entreprises industrielles régionales.



Chimie, environnement



Matériaux, mécanique, électronique



Caoutchoucs, plastiques et composite



Textile



Transformation numérique au service de la réindustrialisation



Santé



Transports et mobilité



Sylviculture / Produits issus du bois / Fibres et chimie du bois



Energie nucléaire



Transition énergétique



Robotique, collaboration avec d'autres filières



Transport et énergie



Santé



Aéronautique, spatial et défense

Une stratégie régionale de soutien à l'industrie

- Une politique régionale d'attractivité en lien avec les ambitions nationales de réindustrialisation : accompagnement des projets d'implantations et de relocalisations via des programmes bénéficiant d'enveloppes financières dédiées
- Des efforts coordonnés pour **renforcer le secteur industriel**, se traduisant par la mise à disposition de dispositifs spécifiques à l'industrie :
 - Un fond souverain pour soutenir les dépenses d'investissements et des fonds dédiés à l'innovation et au développement des PME/ETI du secteur industriel (RAC 2, Partenaire Croissance, ALBCAP 1, ...) ou des startups innovantes (Avenir industrie)
 - Une gouvernance territoriale à l'initiative de La région Auvergne-Rhône-Alpes pour accompagner et faciliter l'implantation de startups industrielles
 - Un plan foncier pour répondre à la pénurie de fonciers industriels (Région Auvergne-Rhône-Alpes Foncier Entreprises)
 - Des financements pour des projets de filière innovants (Industrie du futur et production industrielle, énergie, mobilité)
 - Du conseil pour l'amélioration de la performance des entreprises notamment les TPE/PME/ETI du secteur industriel ou des services à l'industrie (dispositif Région Industrie)
 - Des aides au recrutement de salariés expérimentés dans le cadre de projets de relocalisation d'activités industrielles ou de développement d'une production Made in France. (Pack Relocalisation)
- Des programmes d'accompagnement et d'aides, proposés par une grande diversité d'acteurs, pour répondre aux besoins en ressources humaines couvrant un large spectre d'attentes :
 - professionnalisation, recrutement, compétence, formation, orientation (Pacte Région pour l'emploi, Auvergne Rhône-Alpes Orientation)
 - Des approches filières via des COEF (plasturgie, industrie de santé, textile), des contrats de professionnalisation (décolletage dans la vallée de l'Arve), des projets de CFA (maroquinerie, bijouterie), d'académie (aéronautique), d'université du nucléaire, de campus (Plasticampus) des fonds de transition pour faire face aux enjeux de décarbonation (fond JUST pour la vallée de la chimie)
 - Des réflexions en cours pour aller vers des réponses « sur mesure » aux entreprises et des nouvelles offres à destination des territoires (problématiques de mobilité, de mobilisation collective des acteurs)
 - Des démarches innovantes (job dating associés à des évènements culturels ou sportifs par exemple)
 - En revanche, les négociations Etat-région n'ont pas permis d'aboutir à la concrétisation d'un PRIC 2024-2027 (plan régional d'investissement dans les compétences destiné à la formation des demandeurs d'emploi peu ou pas qualifié et des jeunes éloignés du marché du travail)



Bilan : forces et faiblesses de la région pour la dynamique industrielle

Forces

- Des secteurs leaders, disposant de fortes concentrations d'acteurs, d'écosystèmes matures : métallurgie, plastique et polymère, nucléaire, microélectronique, santé, luxe (cuir, joaillerie), aéronautique et des perspectives économiques favorables
- Des infrastructures performantes et de qualité, qui facilitent l'accessibilité et les échanges commerciaux et qui confortent l'attractivité internationale
- Des investissements R&D conséquents (3% du PIB régional, 15% de l'effort national)*
- Un système d'acteurs organisé par écosystème, mobilisés autour d'enjeux communs et s'appuyant sur des connexions dans la majorité des territoires (1^{ère} région industrielle en nombre d'emplois)
- Des territoires industriels spécialisés (emplois industriels > 25%) en Haute Savoie, dans le Puy de Dôme, l'Ain, la Haute Loire et l'Ardèche
- Une image du territoire et une qualité de vie porteuse, une croissance démographique soutenue

Faiblesses

- Des difficultés de recrutement (techniciens et opérateurs industriels de manière récurrente) dans un contexte de dynamique économique, accentuées pour certains territoires par leur situation géographique (enclaves rurales, frontalier de la Suisse)
- Des ressources foncières limitées qui peuvent à terme freiner la réindustrialisation
- Des dépendances de certains secteurs (automobile, aéronautique) à des donneurs d'ordre extra territoriaux, dans un contexte de concurrence internationale exacerbé
- Des enjeux de transmission, particulièrement marqués pour les entreprises industrielles artisanales (55% des entreprises concernées à 5 ans)
- Des dispositifs nationaux d'accompagnement pour les transitions numériques, écologiques et énergétiques qui peinent à être efficaces à l'échelle régionale et locale

* Chiffres clés Auvergne-Rhône-Alpes 2024, CCI Auvergne-Rhône-Alpes



03

01. Introduction
02. Eléments de cadrage régional
- 03. Portrait de l'interindustrie en Auvergne Rhône-Alpes**
04. Enjeux prospectifs de l'interindustrie
05. Besoins en recrutement
06. Besoins en formation
07. Bilan d'adéquation de l'offre de formation aux besoins

03

03. Portrait de l'interindustrie

3.1 L'emploi dans l'interindustrie

3.2 Le profil des salariés de l'interindustrie

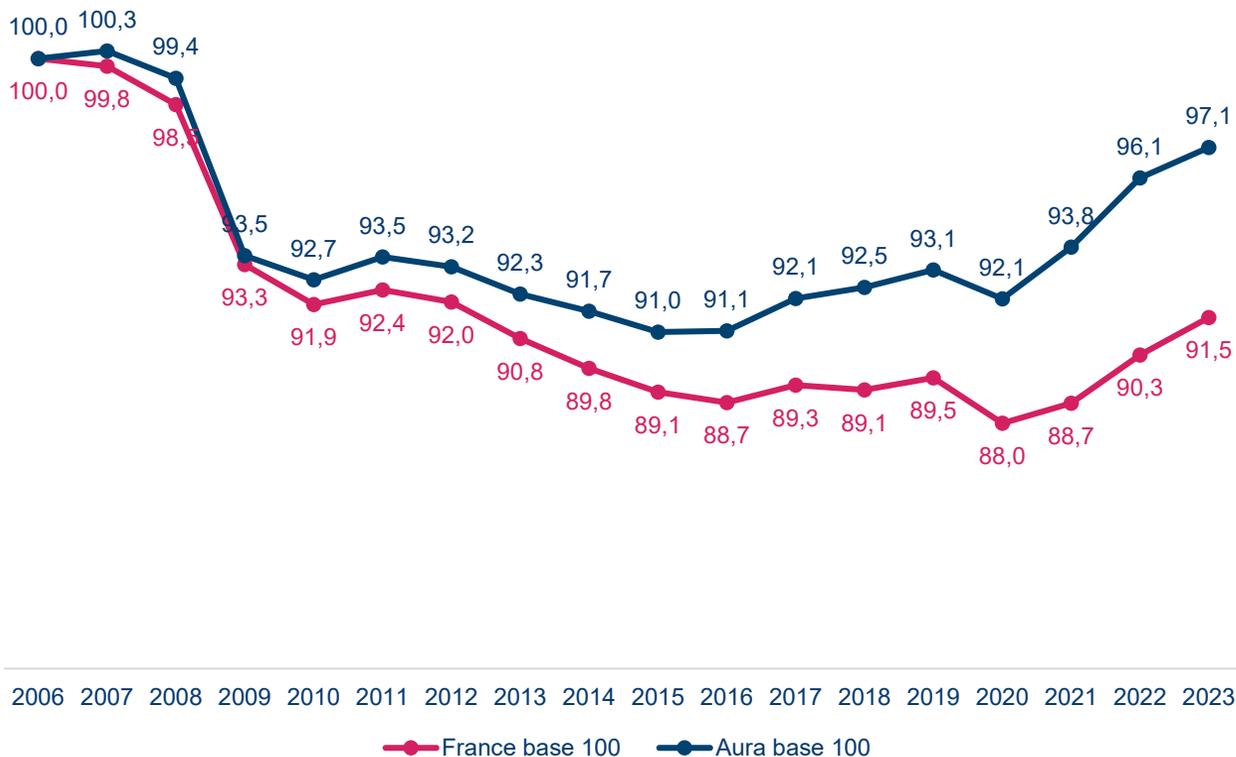
3.3 L'emploi intérimaire dans l'industrie (hors agroalimentaire)

Une dynamique marquée de l'interindustrie en Auvergne Rhône-Alpes depuis 2015 en termes d'emplois

19 591 établissements
479 750 emplois salariés estimés

Evolution du nombre d'emplois salariés dans l'interindustrie en Auvergne Rhône-Alpes – base 100 en 2006

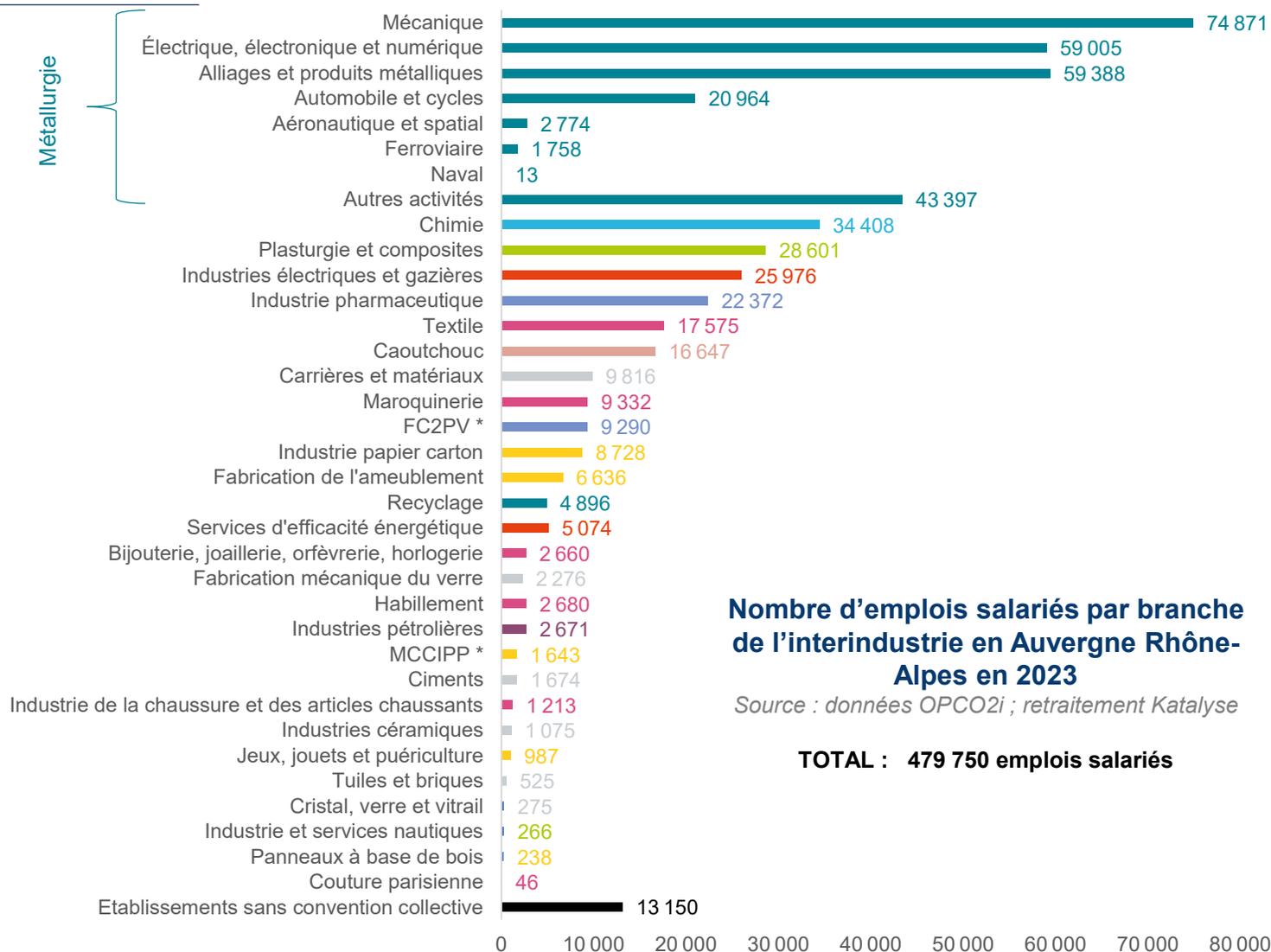
Source : Estimation observatoire Compétences Industries OPCO2I



- L'interindustrie (périmètre des entreprises adhérentes à OPCO2i) regroupe **19 600 établissements et près de 493 000 salariés** (au 31 décembre 2023), dont 480 000 dans les 29 branches professionnelles (13 000 salariés sont dans des établissements sans convention collective).
 - La région représente ainsi 16% du périmètre OPCO2i à l'échelle nationale (1^{ère} région en poids)
- L'analyse de l'évolution de l'emploi salarié depuis 2006 met en lumière **plusieurs phases** :
 - **2006-2009** : Une forte baisse des effectifs suite à la **crise de 2008** aussi marquée en Auvergne Rhône-Alpes qu'à l'échelle nationale (respectivement -5,9 et -5,2 points entre 2008 et 2009 en AURA et en France)
 - **2010-2015** : très légère baisse de l'emploi en région, moins marquée que la situation nationale
 - **Depuis 2015**, une dynamique très marquée en région qui a vu ses effectifs augmenter (+6,1 pt), alors que cette hausse était moindre à l'échelle nationale (+2,4 pt).



Répartition de l'emploi salariés dans les branches de l'interindustrie en Auvergne Rhône-Alpes



- Le graphique ci-contre illustre la **diversité du tissu de l'interindustrie** en Auvergne Rhône-Alpes.
- Notons toutefois la **prédominance de la branche métallurgie** : 55 % des salariés de l'interindustrie en Auvergne Rhône-Alpes travaillent dans cette branche. Cette prédominance est conforme à la tendance nationale (56 %)
- Les autres branches importantes de la région sont la **chimie** (34 410), la **plasturgie et composites** (28 600), l'**industrie pharmaceutique** (22 370), les **industries électriques et gazières** (25 980), le **textile** (17 580) et le **caoutchouc** (16 650)



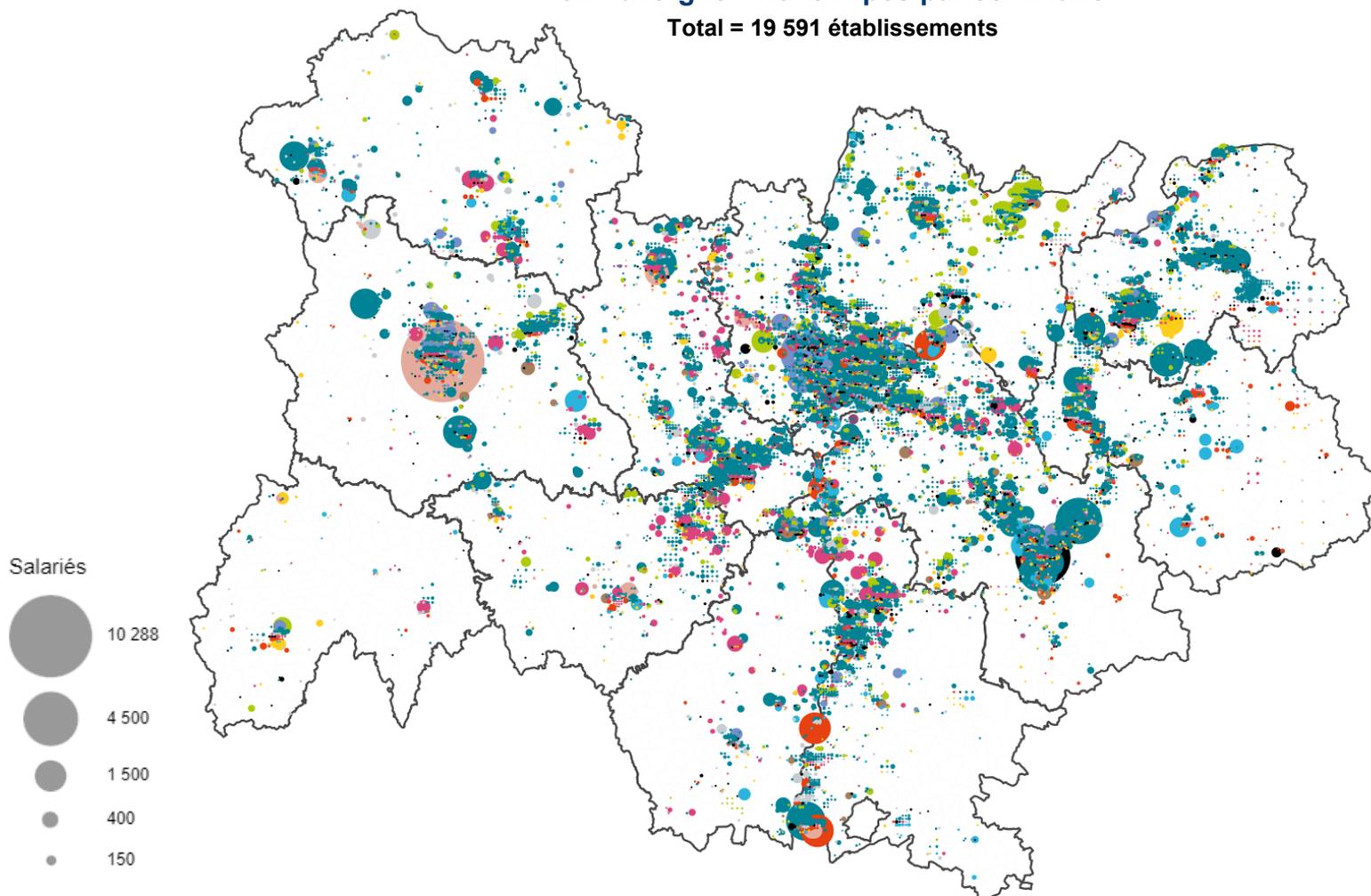
*FC2PV : Fabrication et commerce des produits à usage pharmaceutique, parapharmaceutique et vétérinaire

*MCCIPP : Menuiseries, charpentes et constructions industrialisées et portes planes

Etablissements de l'interindustrie sur le territoire régional

Répartition des établissements de l'interindustrie en Auvergne Rhône-Alpes par commune

Total = 19 591 établissements



Sources : données Observatoire OPCO2i ; retraitement Katalyse

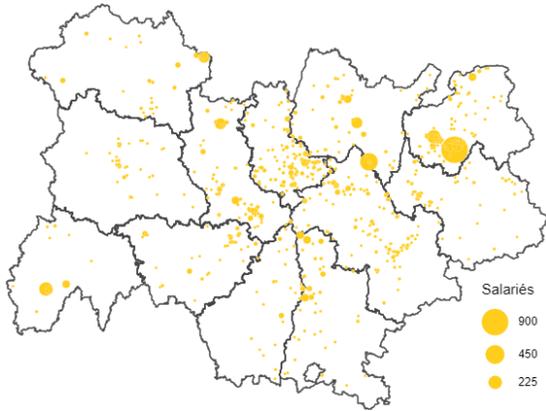
- La région Auvergne Rhône-Alpes compte **19 600 établissements industriels** sur son territoire, dont une large majorité se situant dans le nord de l'ex-région « Rhône-Alpes », bassin industriel français historique.
- Certains territoires ont avec une forte diversité d'activités (bassin lyonnais, Saint-Etienne...), tandis que d'autres comme le bassin d'Oyonnax et la Plastic Valley sont fortement spécialisés.
- Parmi les zones géographiques particulièrement industrialisées sur le territoire de l'ancienne région Rhône-Alpes, on observe :
 - Une forte concentration d'établissements autour des métropoles lyonnaise et grenobloise (plusieurs établissements comptant plus de 1 000 salariés) et dans une certaine mesure Stéphanoise
 - Un développement industriel historique dans les vallées
 - La vallée de la Chimie, s'étendant du sud de Lyon jusqu'au nord de la Drôme et de l'Ardèche
 - La vallée de l'Arve (axe Bonneville – Cluses en Haute Savoie)
 - Le sillon Alpin (d'Annecy à Grenoble)
 - Les vallées du Gier et de l'Ondaine dans le sud du département de la Loire
 - Les Centres nucléaire de production d'électricité de la Vallée du Rhône (Saint-Alban, Cruas-Meysses, Tricastin)
- Sur le territoire de l'ancienne région Auvergne, un poids industriel important autour de Clermont-Ferrand (63), berceau de l'industrie pneumatique française, comportant l'un des principaux sites industriels de France : les établissements Michelin (plus de 10 000 salariés)



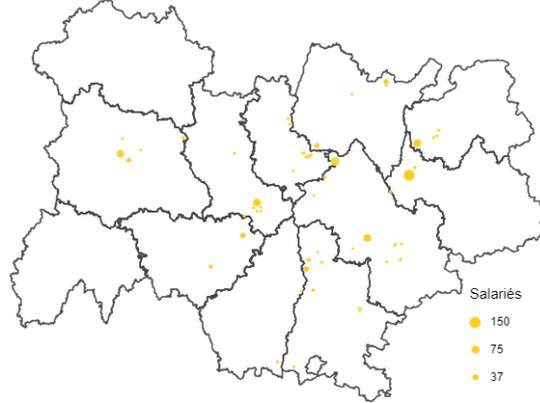
Répartition des établissements de l'interindustrie par branche et par taille en Auvergne Rhône-Alpes (1/5)

Total = 19 591 établissements

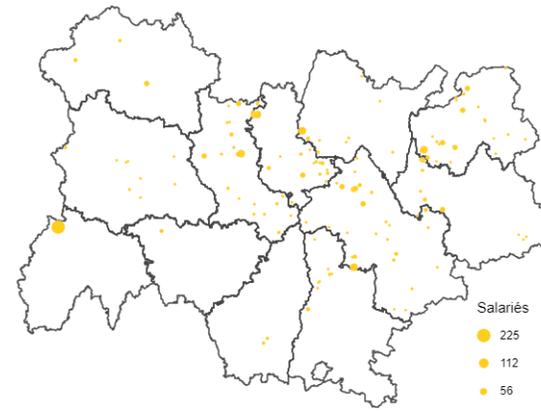
Fabrication de l'ameublement



Jeux, jouets et puériculture



MCCIPP*



Panneaux à base de bois

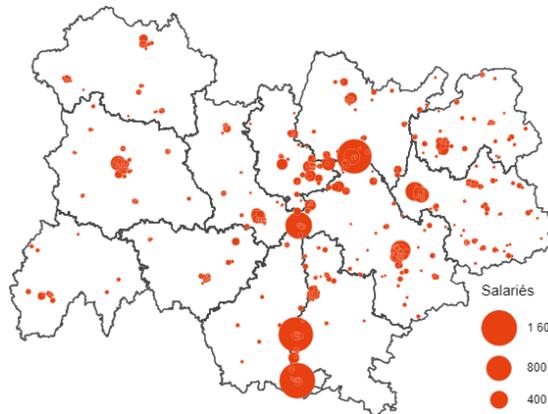


*MCCIPP : Menuiseries, charpentes et constructions industrialisées et portes planes

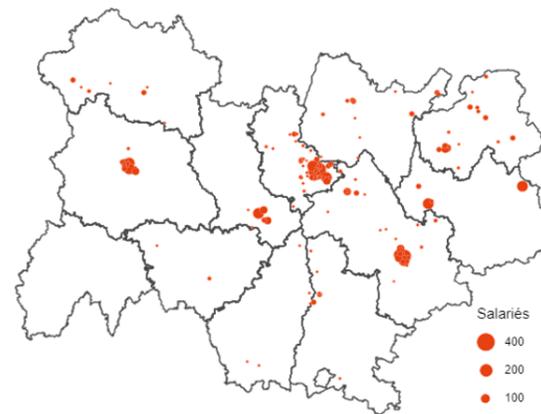
Caoutchouc



Industries électriques et gazières



Services d'efficacité énergétique



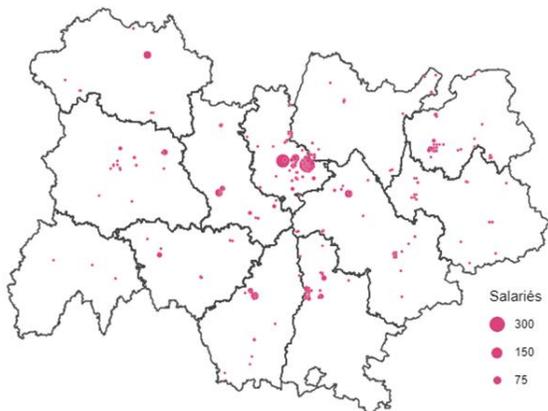
Industrie Papier Carton



Répartition des établissements de l'interindustrie par branche et par taille en Auvergne Rhône-Alpes (2/5)

Total = 19 591 établissements

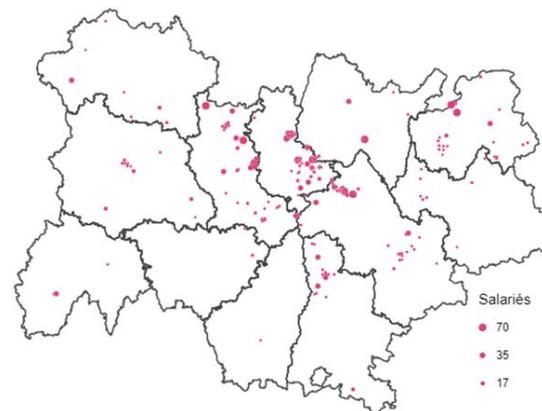
Bijouterie, joaillerie, orfèvrerie, horlogerie



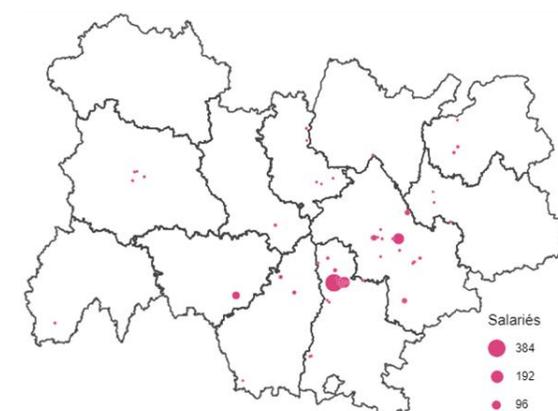
Couture parisienne



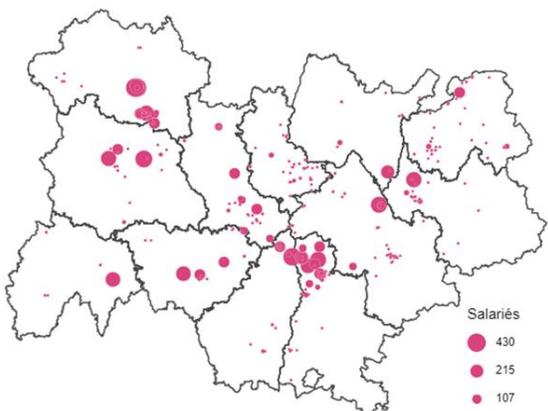
Habillement



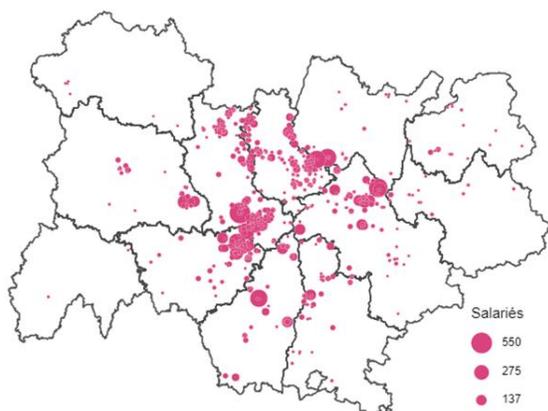
Industrie de la chaussure et des articles chaussants



Maroquinerie



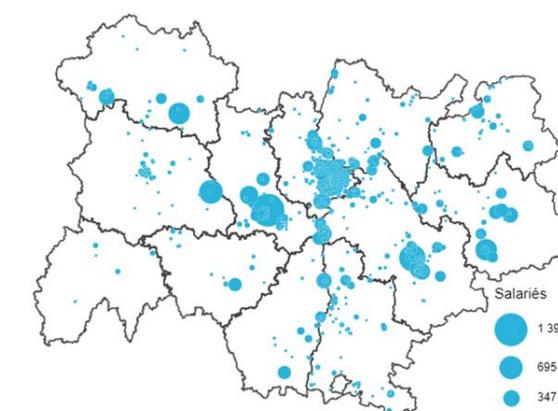
Textile



Industries pétrolières



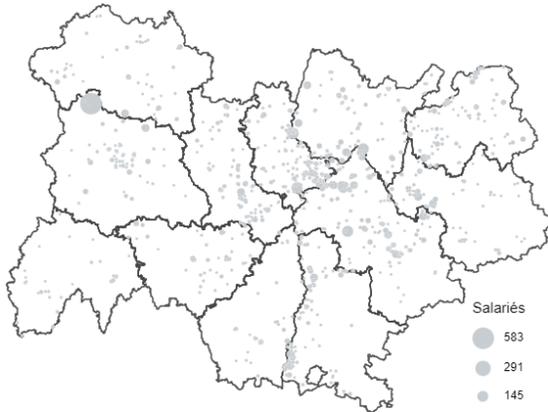
Chimie



Répartition des établissements de l'interindustrie par branche et par taille en Auvergne Rhône-Alpes (3/5)

Total = 19 591 établissements

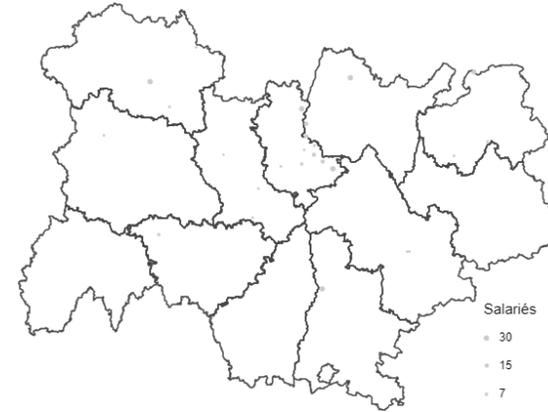
Carrières et matériaux



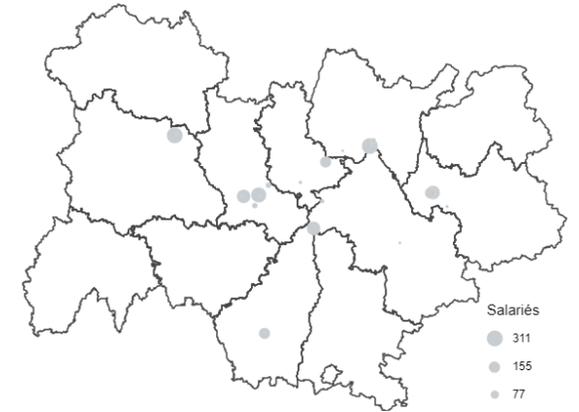
Ciments



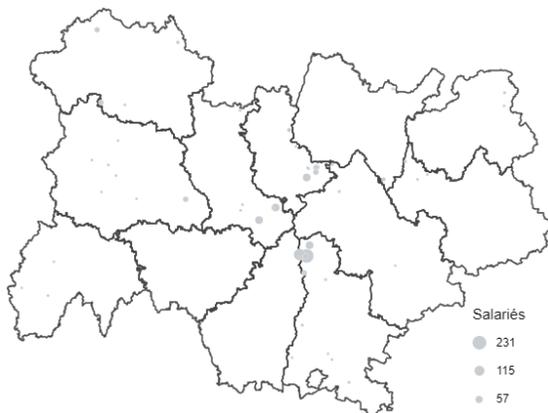
Cristal, verre et vitrail



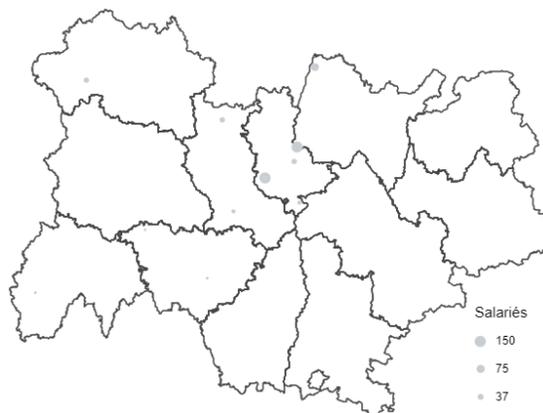
Fabrication mécanique du verre



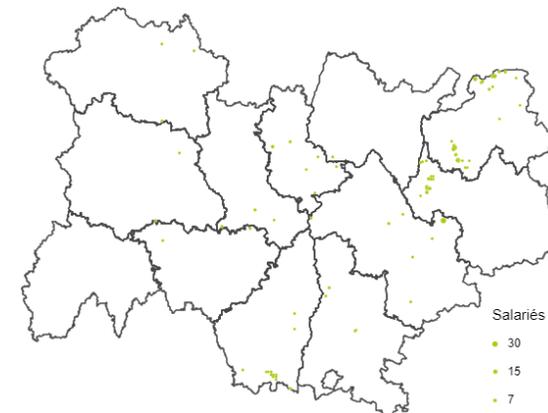
Industries céramiques



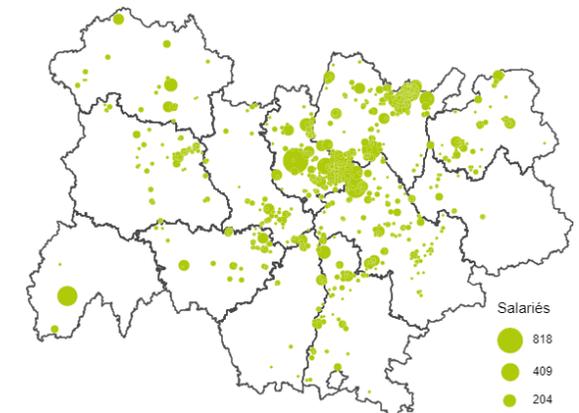
Tuiles et briques



Industrie et services nautiques

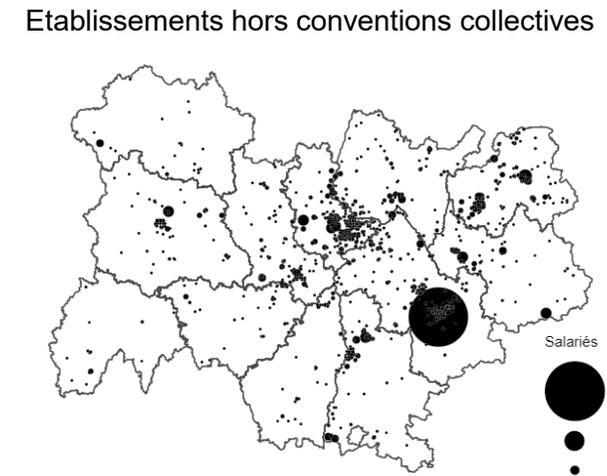
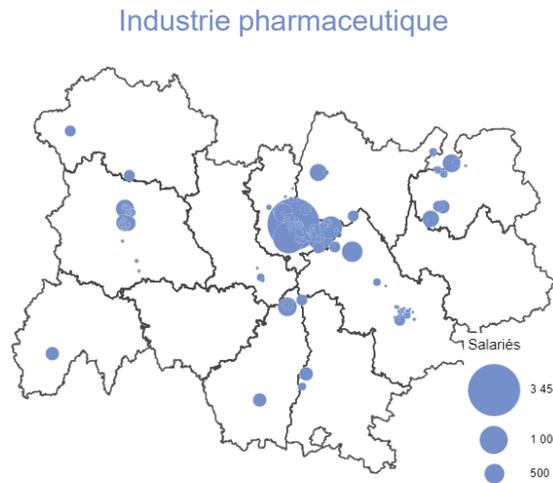
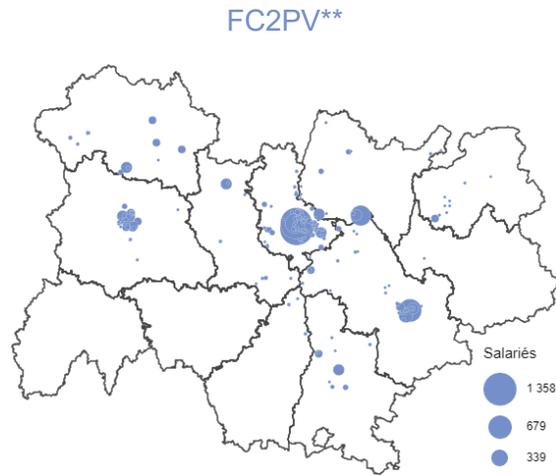


Plasturgie

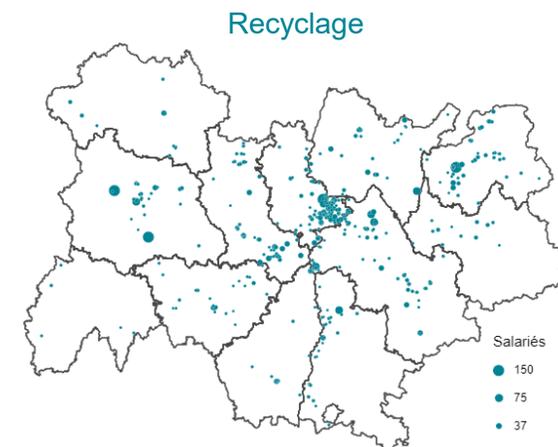
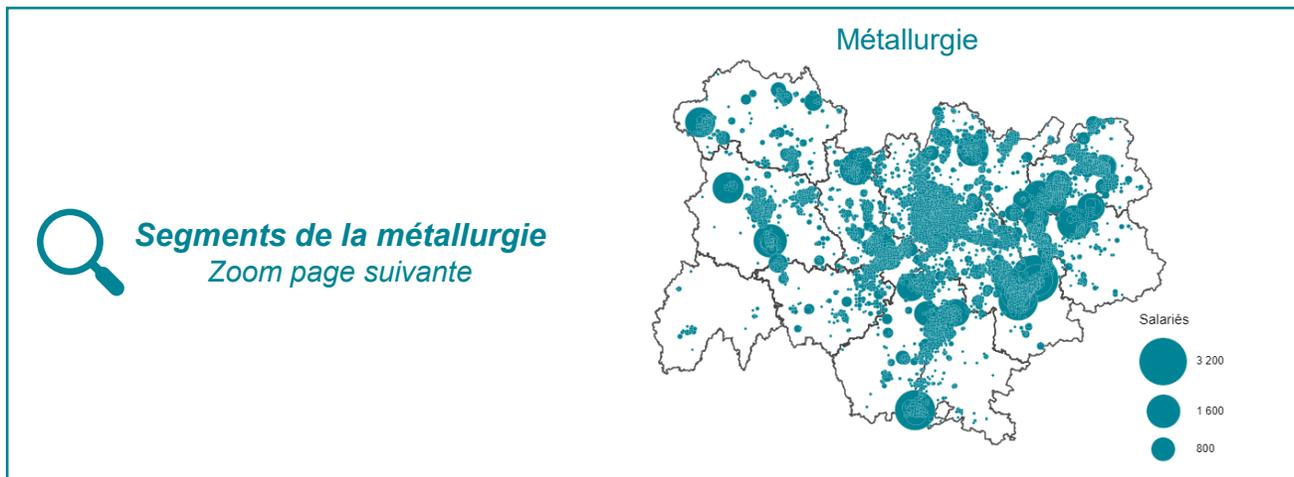


Répartition des établissements de l'interindustrie par branche et par taille en Auvergne Rhône-Alpes (4/5)

Total = 19 591 établissements



**FC2PV : Fabrication et commerce des produits à usage pharmaceutique, parapharmaceutique et vétérinaire



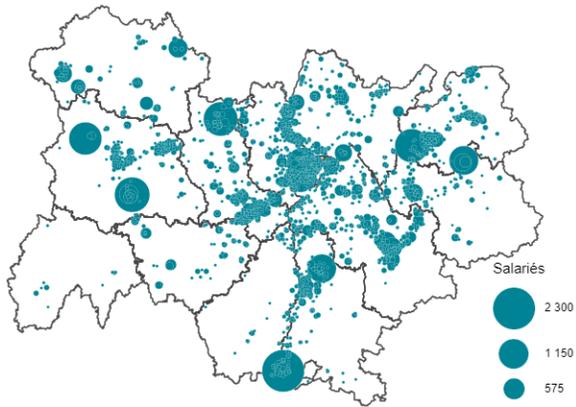
Répartition des établissements de l'interindustrie par branche et par taille en Auvergne Rhône-Alpes (5/5)

Total = 19 591 établissements

Segments de la métallurgie



Alliages et produits métalliques



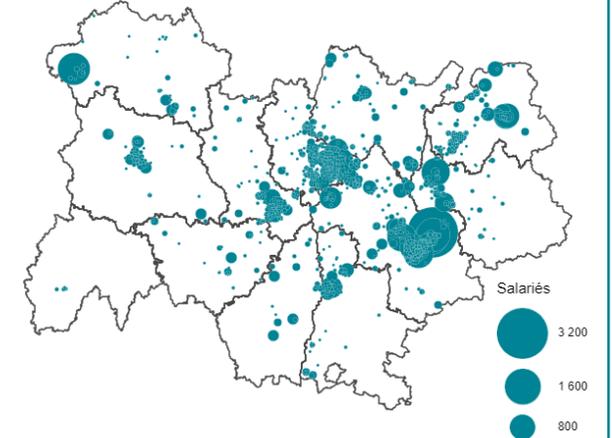
Aéronautique et spatial



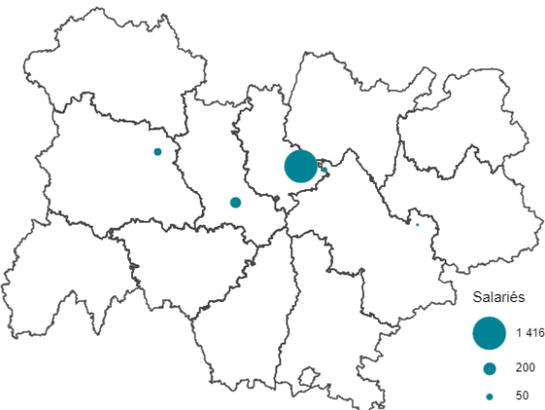
Automobile et cycles



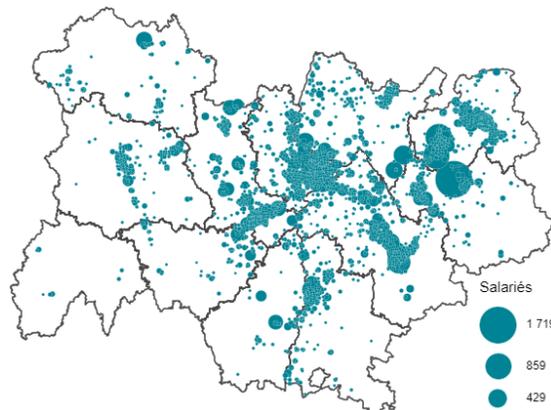
Électrique, électronique et numérique



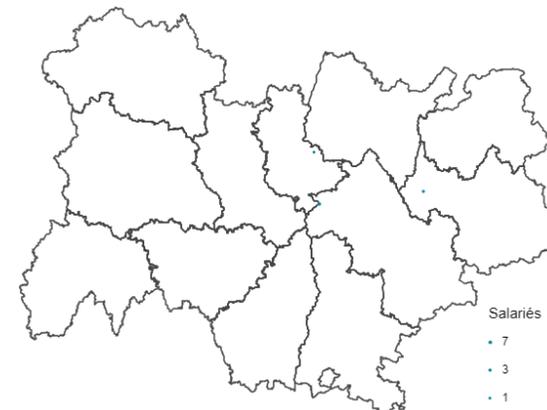
Ferroviaire



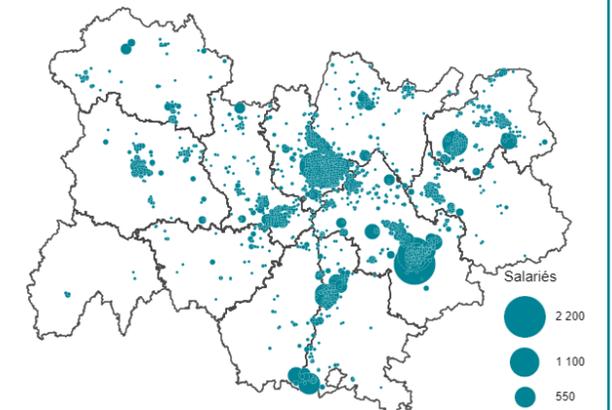
Mécanique



Naval



Autres activités



A retenir sur la répartition des établissements par branche et taille

- **Forte dispersion des établissements et des effectifs salariés** sur le territoire, à l'exception de quelques branches qui sont plutôt concentrées géographiquement (caoutchouc, industrie pétrolière, Fabrication et commerce des produits à usage pharmaceutique, parapharmaceutique et vétérinaire et industrie pharmaceutique et dans une moindre mesure Industrie de la chaussure et des articles chaussants). **Une dispersion qui rend plus difficile l'implantation de l'offre de formation.**
- Poids important de l'interindustrie dans **les espaces éloignés des espaces urbains**
 - Si une partie de l'interindustrie se situe dans les espaces urbains ou périurbains (notamment Lyon, Grenoble, Saint-Etienne...), une majorité d'établissements sont plutôt éloignés de ces espaces urbains.
 - Par ailleurs, le manque d'espaces à proximité des pôles urbains et leur coût entraînent plutôt un éloignement des sites industriels de ces pôles.
 - La tendance à la concentration de la population et notamment de la population jeune dans les espaces urbains pourrait renforcer des tensions au recrutement.

11 branches professionnelles de l'interindustrie sur-représentées au niveau régional

Part des salariés de l'interindustrie d'Auvergne Rhône-Alpes dans l'ensemble des salariés de l'interindustrie de France métropolitaine

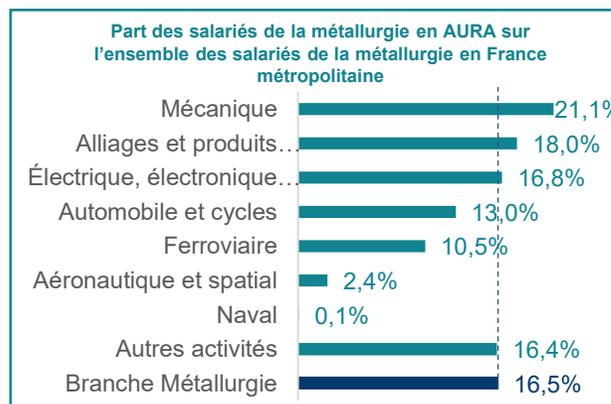
Source : données OPCO2i ; retraitement Katalyse

*FC2PV : Fabrication et commerce des produits à usage pharmaceutique, parapharmaceutique et vétérinaire

*MCCIPP : Menuiseries, charpentes et constructions industrialisées et portes planes



Total = 479 750 salariés
Dont 262 170 en métallurgie



• Des spécificités régionales qui apparaissent nettement :

- Sur-représentation des **activités de la branche Caoutchouc**, concentrant plus du tiers des effectifs nationaux, du fait de l'implantation historique de ces industries (particulièrement Michelin, premier site industriel régional et parmi les 3 premiers en France) autour de Clermont-Ferrand
- **Fort poids de la branche textile**, concentrant 29 % des effectifs nationaux, et structurée autour de la métropole Lyonnaise, ainsi qu'aux frontières de la Loire (42) et de la Haute-Loire (43)
- Une **industrie plasturgique développée**, principalement autour de la Plastics Vallée près d'Oyonnax (01)
- La **fabrication et le commerce de produits à usage pharmaceutique ainsi que l'industrie pharmaceutique**, fortement développées autour de la métropole Lyonnaise, comptant certains des plus grands sites français (Sanofi Pasteur – 5 400 salariés sur 9 sites ; Biomérieux SA – 3 900 salariés répartis sur 7 sites)

• A contrario, certaines branches moins implantées régionalement :

- Cas de la couture parisienne, comptant seulement une vingtaine d'établissements à l'échelle régionale
- L'industrie et les services nautiques, concentrés dans les régions côtières
- Les panneaux à base de bois, industrie fortement concentrée dans la région Nouvelle-Aquitaine

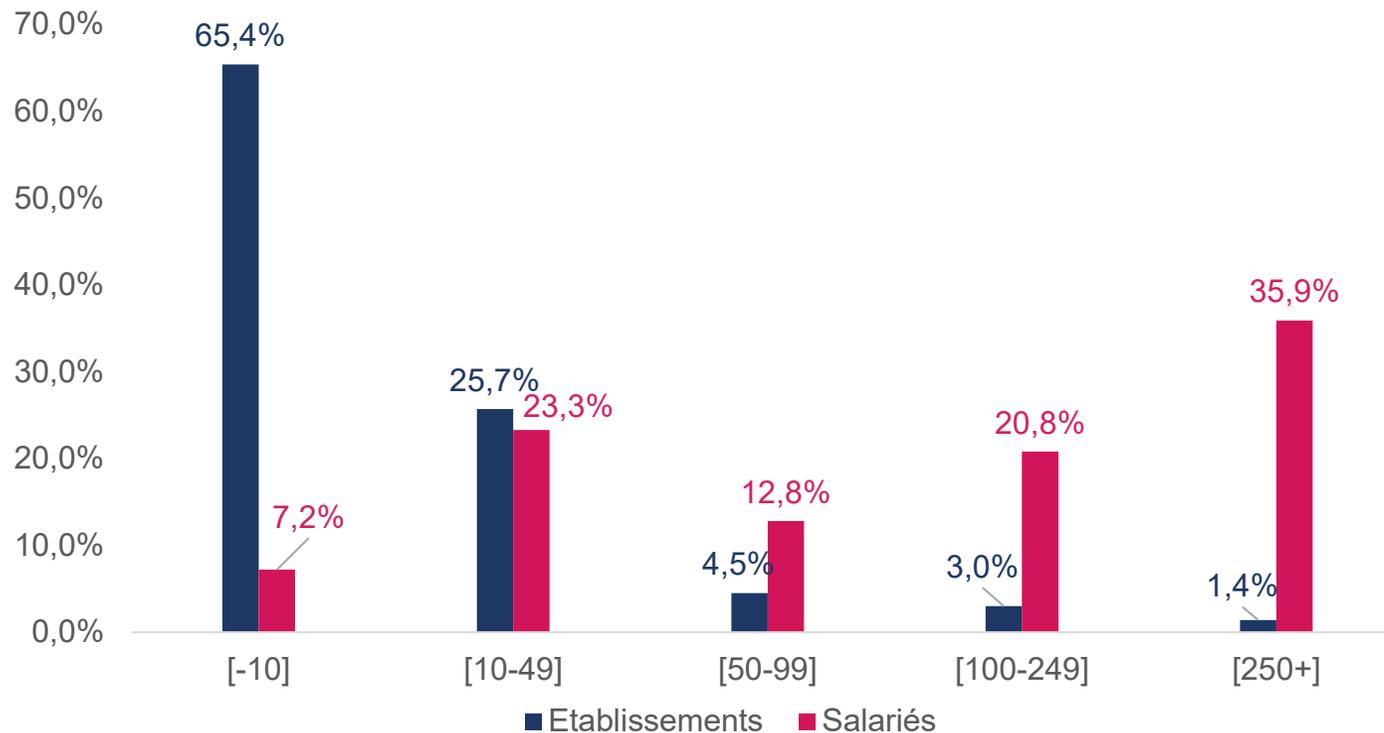


65 % d'établissements de moins de 10 salariés dans l'interindustrie en Auvergne Rhône-Alpes

Répartition des établissements de l'interindustrie en Auvergne Rhône-Alpes par taille d'établissement en 2024 (tranches d'effectifs)

Source : données OPCO2i ; retraitement Katalyse

Total = 19 591 établissements – 479 750 salariés



- L'interindustrie en Auvergne Rhône-Alpes se compose d'un **tissu important de TPE et de PME de moins de 50 salariés**.
 - Près de **12 830 établissements** de l'interindustrie en Auvergne Rhône-Alpes ont moins de 10 salariés (65 % des établissements d'AURA ; leur part est similaire aux 65% dans l'interindustrie en France), rassemblant 7 % des emplois régionaux ;
 - **Plus de 17 800 établissements ont moins de 50 salariés** soit 91 % des établissements régionaux (légèrement supérieurs aux 90 % à l'échelle nationale) pesant 31 % de l'emploi régional
- La région Auvergne Rhône-Alpes accueille également des grosses PME d'au moins 100 salariés (4,4 % des établissements industriels régionaux), ainsi que des ETI et des grandes entreprises de plus de 250 salariés (1,4%), qui regroupent 57 % des salariés de la région (respectivement 21 % et 36 %)

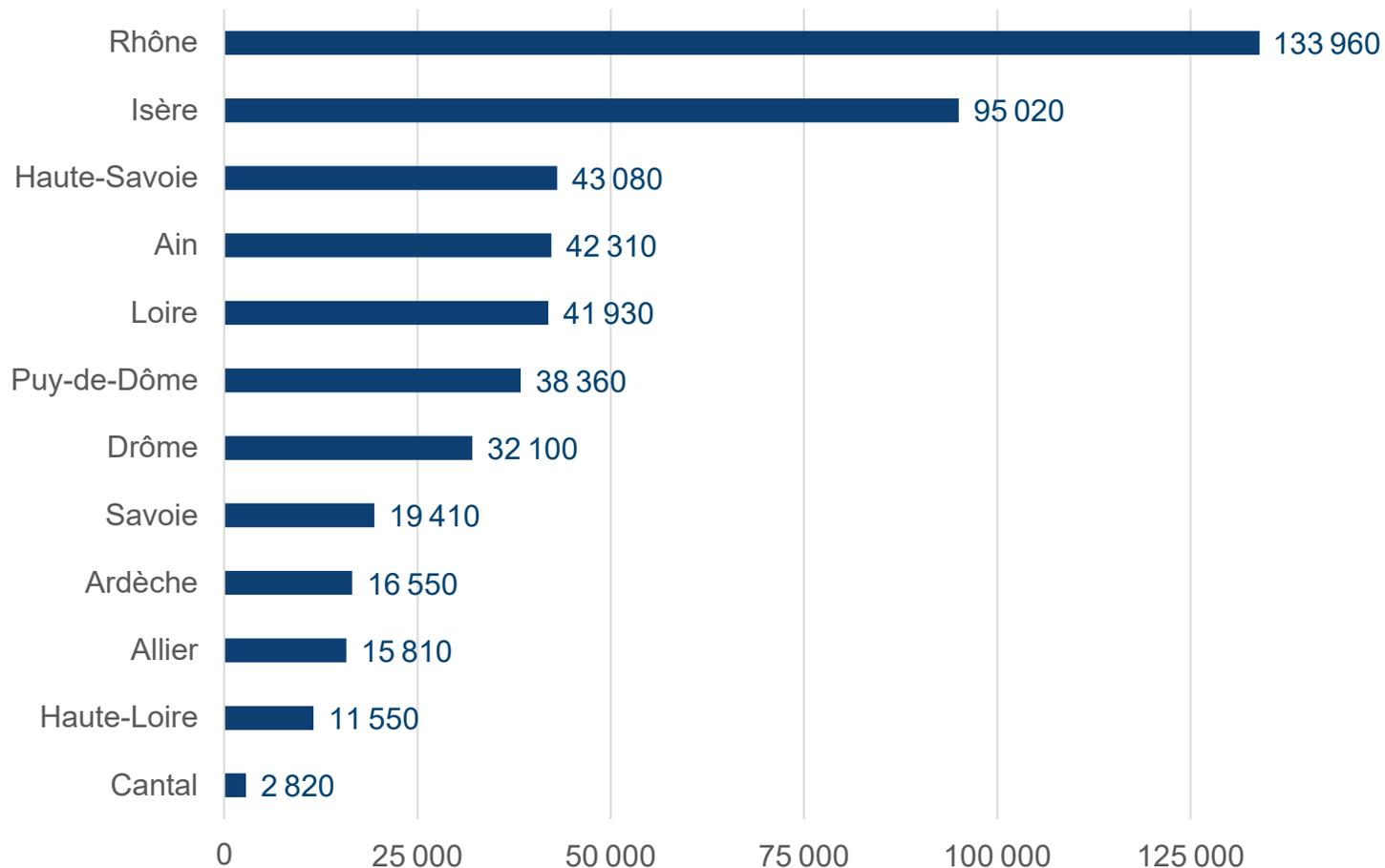


La répartition départementale des salariés de l'interindustrie

Total = 492 900 salariés*

Répartition des salariés de l'interindustrie selon le département en 2024

Source : données OPCO2i ; retraitement Katalyse



- La répartition départementale des salariés de l'interindustrie reflète les **hétérogénéités marquantes du territoire**.
- On retrouve une nette division Auvergne/Rhône-Alpes, avec **seulement 14% des salariés de l'interindustrie en Auvergne** (contre 17 % de la population régionale située en Auvergne).
- Parmi les départements comptant le plus de salariés de l'interindustrie, **le Rhône et l'Isère se démarquent clairement**, accueillant deux des principaux bassins industriels français, structurés autour des métropoles de Lyon et de Grenoble
- La Haute-Savoie, l'Ain et la Loire, territoires historiquement industriels figurent logiquement parmi les départements les plus industrialisés de la région (entre 14 et 20 % de l'emploi salariés de ces départements)
- Enfin, les territoires ruraux du département sont logiquement ceux accueillant le moins de salariés de l'interindustrie (Cantal, Haute-Loire)

* Total incluant les 13 150 salariés estimés dépendant d'établissements hors conventions collectives



03

03. Portrait de l'interindustrie

3.1 L'emploi dans l'interindustrie

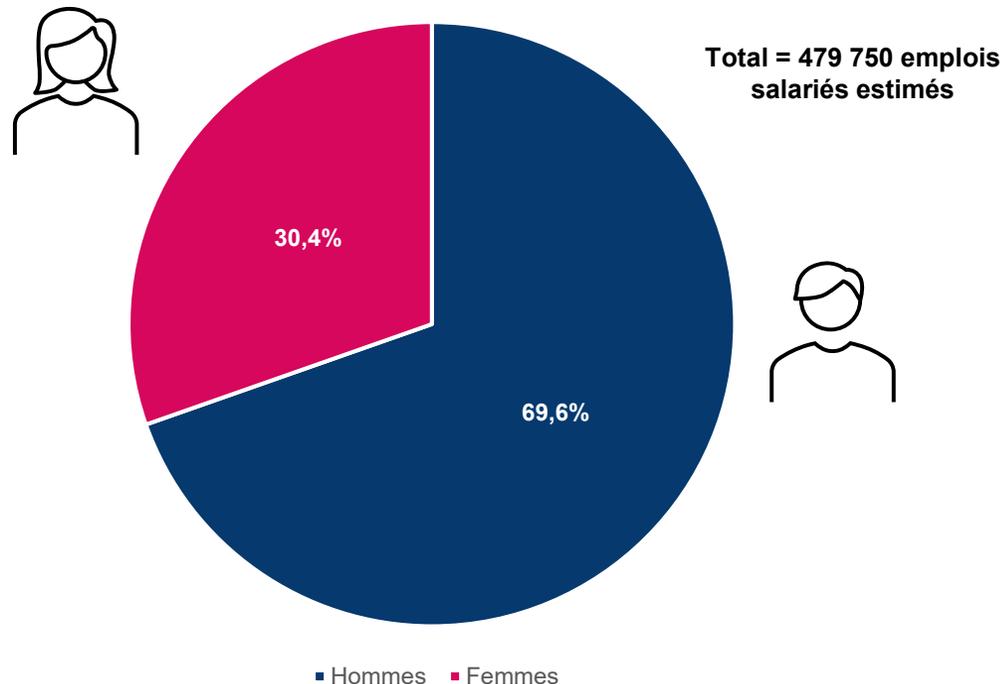
3.2 Le profil des salariés de l'interindustrie

3.3 L'emploi intérimaire dans l'industrie (hors agroalimentaire)

70% d'hommes dans l'interindustrie en Auvergne Rhône-Alpes

Répartition des emplois de l'interindustrie en Auvergne Rhône-Alpes par sexe

Sources : données INSEE DSN 2021 ; retraitements Katalyse

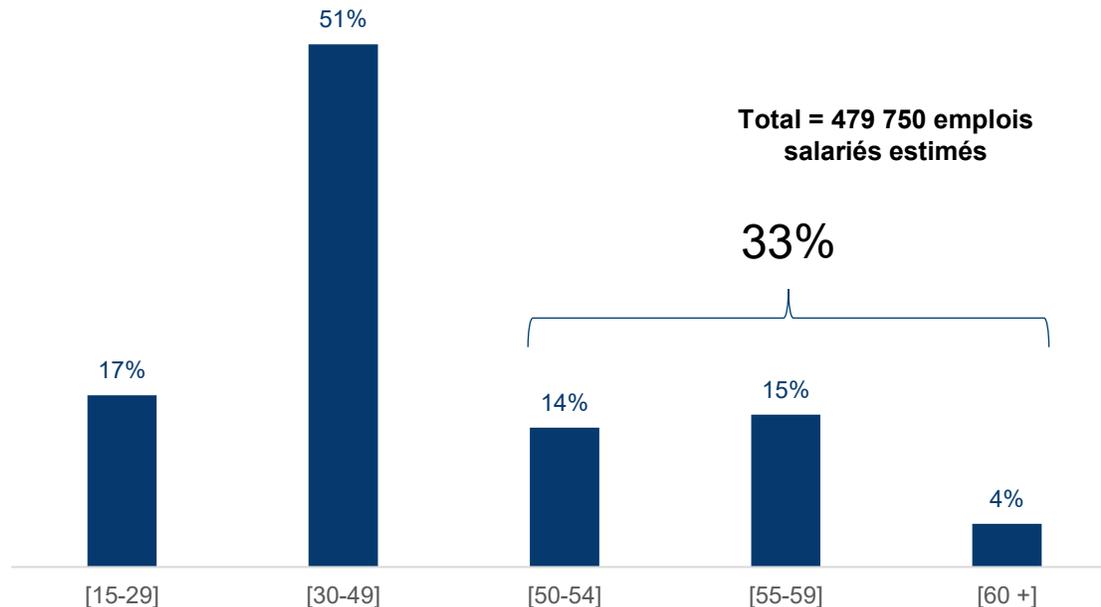


- Le profil des salariés en Auvergne Rhône-Alpes est très proche de la moyenne nationale, notamment en ce qui concerne le niveau de féminisation des métiers. Les salariés de l'interindustrie sont à **70% des hommes en Auvergne Rhône-Alpes** ; ce constat d'un déséquilibre entre le nombre de femmes et d'hommes dans les branches de l'interindustrie n'est pas propre à cette région, mais il est légèrement plus marqué qu'à l'échelle nationale (à l'échelle nationale on recense 71% d'hommes et 29% de femmes dans l'interindustrie).
- Même si des actions sont menées à l'échelle régionale et nationale afin de favoriser la mixité dans l'interindustrie, les emplois de l'interindustrie restent très majoritairement masculins.
- Dans un contexte de tension sur nombre de métiers, l'attractivité auprès des femmes devient un enjeu préoccupant

19% des salariés de l'interindustrie en Auvergne Rhône-Alpes ont 55 ans ou plus

Répartition des emplois de l'interindustrie en Auvergne Rhône-Alpes par tranches d'âge

Sources : données INSEE DSN 2021 ; retraitements Katalyse

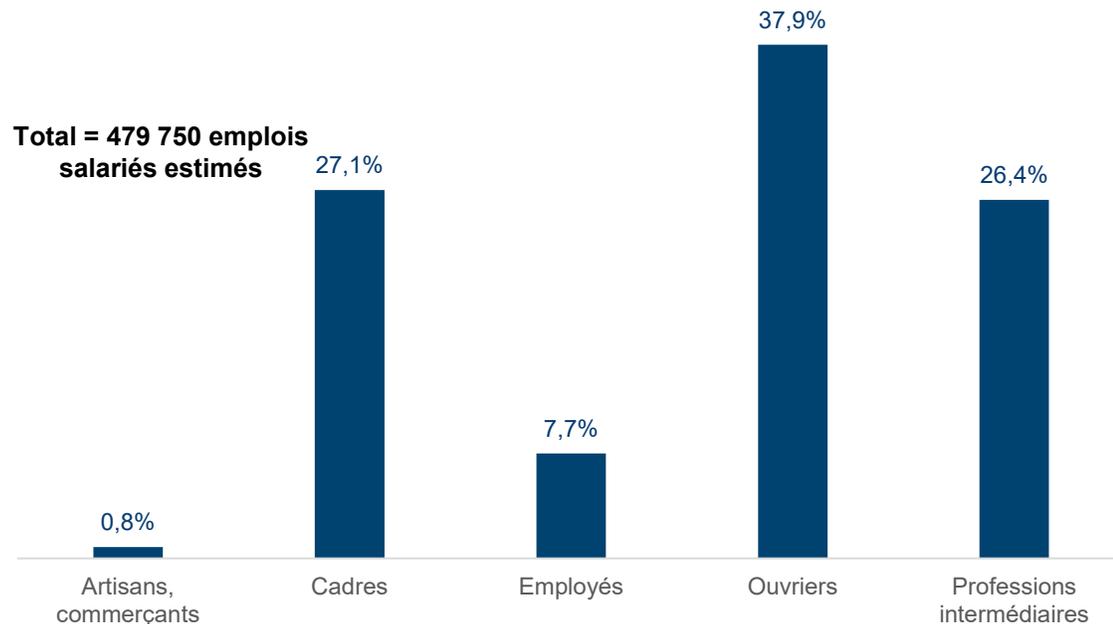


- La **pyramide des âges des salariés** est un peu déséquilibrée avec :
 - 17% des effectifs qui ont moins de 30 ans ; à noter que les salariés intérimaires, très présents dans l'interindustrie ont un profil plus jeune que les salariés des branches de l'interindustrie, accroissant la part des personnes de moins de 30 ans en emplois dans ces secteurs.
 - 51 % des effectifs entre 30 et 49 ans
 - 33% de 50 ans et plus (proposition identique à l'échelle nationale)
- Un **enjeu de renouvellement** des salariés
 - 19% des salariés avaient au moins 55 ans en 2021
 - Parmi les 30-49 ans, **31,1% ont plus de 45 ans** alors que seulement **19,4% ont moins de 35 ans**.

38% d'ouvriers dans l'interindustrie en Auvergne Rhône-Alpes

Répartition des emplois de l'interindustrie en Auvergne Rhône-Alpes par catégories socioprofessionnelles

Sources : données INSEE DSN 2021 ; retraitements Katalyse

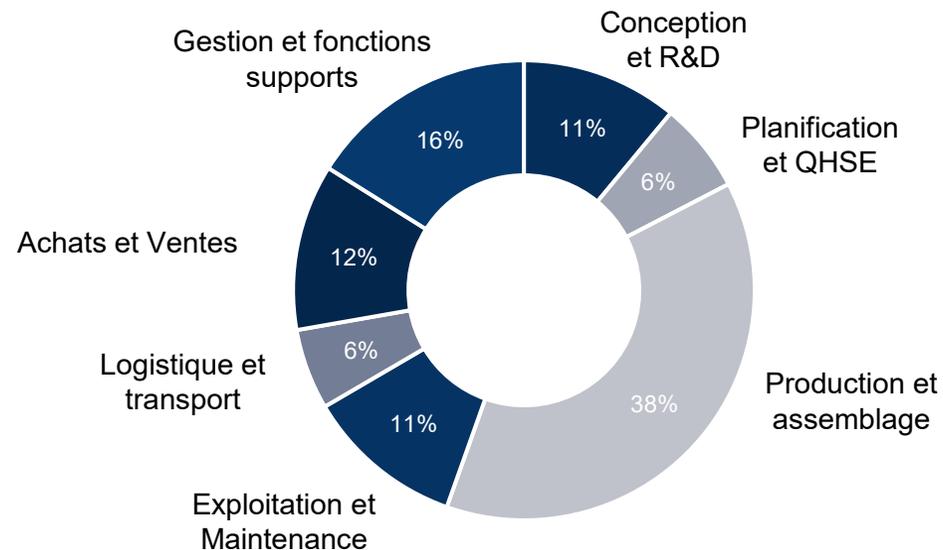


- La part d'ouvriers dans l'interindustrie en Auvergne Rhône-Alpes est la même que la moyenne nationale, **elle s'élève à 38%**
- La part des cadres est cependant **légèrement inférieure à celle à l'échelle nationale** (respectivement 27,1 et 28%)
- Concernant les employés et les TAM, les pourcentages sont à peu près identiques à ce qui est observé à l'échelle du pays.

38 % des emplois de l'interindustrie dans la production et l'assemblage en Auvergne Rhône-Alpes

Répartition des emplois de l'interindustrie en Auvergne Rhône-Alpes par familles de métiers (niveau 1)

Sources Données DSN 2021 ; retraitements Katalyse

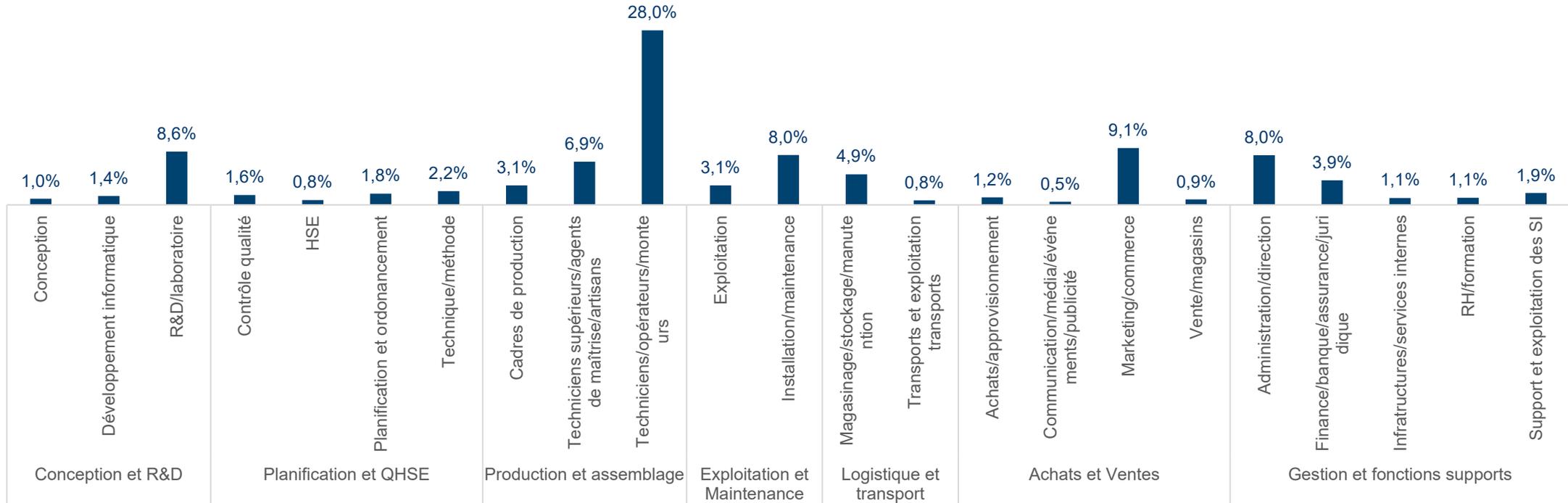


- **38% des emplois de l'interindustrie en Auvergne Rhône-Alpes** sont dans la famille de métier « Production et assemblage », ce qui correspond à la moyenne nationale de 37%.
- Les « Achats et Ventes » rassemblent 12 % des employés de l'interindustrie de la région, cela équivaut à 1 point de moins que la moyenne nationale. La famille de métier « Gestion et fonctions supports » représente 16% des emplois de l'interindustrie en Auvergne Rhône-Alpes contre 18% au niveau français.

28 % des emplois de l'interindustrie en tant que Technicien, opérateur ou monteur en Auvergne Rhône-Alpes

Répartition des emplois de l'interindustrie en Auvergne Rhône-Alpes par familles de métiers (niveau 2)

Sources Données DSN 2021 ; retraitements Katalyse



- **28% des emplois de l'interindustrie en Auvergne Rhône-Alpes** sont dans la famille de métier de niveau « Techniciens/opérateurs/monteurs ». Ils contribuent à la prédominance de la famille « Production et assemblage au sein des familles de niveaux 1.



03

03. Portrait de l'interindustrie

3.1 L'emploi dans l'interindustrie

3.2 Le profil des salariés de l'interindustrie

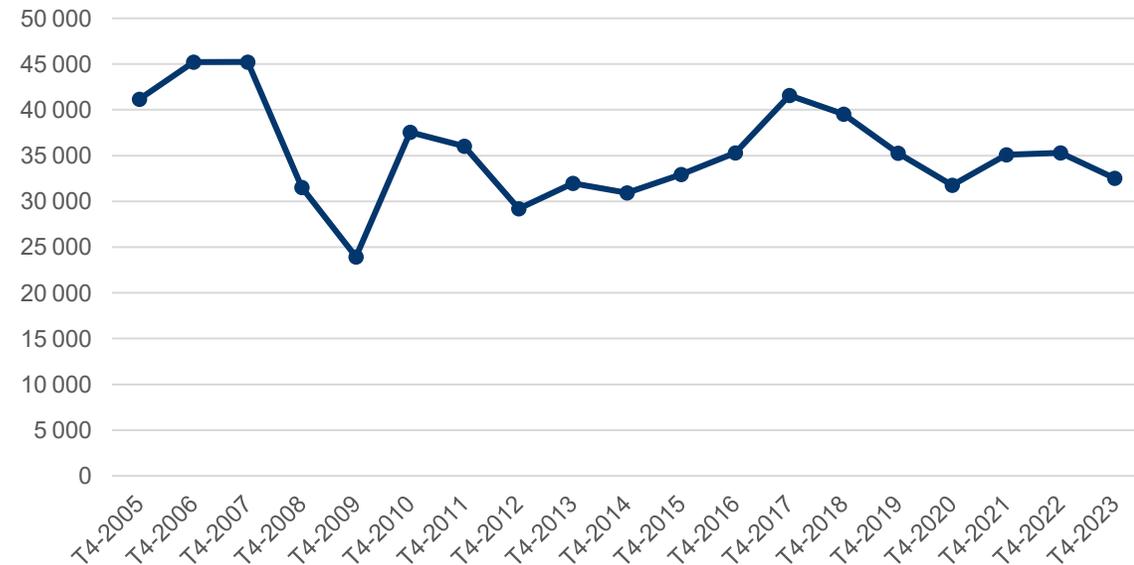
3.3 L'emploi intérimaire dans l'industrie (hors agroalimentaire)

L'emploi intérimaire assez peu affecté par la crise sanitaire

- Depuis 2010 et la fin de la crise des subprimes, **l'emploi intérimaire est plutôt stable**, évoluant au fil des ans entre 30 000 (2012) et 40 000 (2017).
- Il est notable que ce volume a été **assez peu influencé par la crise sanitaire de 2020**, ne baissant que de **10% entre 2019 et 2020**, dans la continuité d'une tendance à la baisse amorcée en 2017
- En effet, après avoir cru **entre 2014 et 2017**, l'effectif intérimaire de la production industrielle a de nouveau baissé jusqu'à la fin de la crise sanitaire, avant d'atteindre **un palier depuis 2021, aux alentours de 35 000 ETP**.

Evolution du volume d'intérimaires (ETP) de l'industrie* en Auvergne Rhône-Alpes

Sources Données DARES/OIR ; retraitements Katalyse



* Activités retenues : Cokéfaction et raffinage ; Fabrication d'équipements électriques, électroniques, informatiques ; fabrication de machines ; Fabrication de matériels de transport ; Fabrication d'autres produits industriels ; Industries extractives, énergie, eau, gestion des déchets et dépollution

04

01. Introduction

02. Éléments de cadrage régional

03. Portrait de l'interindustrie en Auvergne Rhône-Alpes

04. Enjeux prospectifs de l'interindustrie

05. Besoins en recrutement

06. Besoins en formation

07. Bilan d'adéquation de l'offre de formation aux besoins

04

04. Enjeux prospectifs de l'interindustrie

4.1. Identification des marchés clients

4.2. Tendances prospectives des marchés

4.3. Enjeux des entreprises

Analyse des marchés clients

Les entreprises peuvent adresser des marchés clients indépendamment de leur branche professionnelle



Dans cette étude, le terme « marchés clients » désigne les **débouchés finaux des produits fabriqués par les établissements**, quelle que soit leur position dans la chaîne de valeur du produit final. En fonction des produits qu'il fabrique, **un établissement peut être positionné sur plusieurs marchés clients**. L'identification des marchés clients des établissements **ne tient pas compte du chiffre d'affaires** réalisé sur ce marché, ces informations étant très difficiles à obtenir de manière fiable.



Aéronautique et spatial



Agriculture



Alimentaire



Ameublement et agencements d'intérieurs



Automobile



Bâtiments et travaux publics



Cosmétique et hygiène



Défense



Eau et déchets



Ferroviaire



Luxe



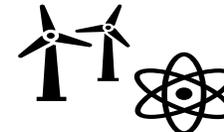
Mode, Habillement



Naval



Pétrole et gaz



Production électrique*
Energies renouvelables
Nucléaire



Santé
Médicaments
Dispositifs médicaux



Télécommunications

Les marchés clients des établissements de l'interindustrie en Auvergne-Rhône-Alpes :

Une grande diversité de marchés adressés favorisant la résilience globale du secteur

- Les établissements de l'interindustrie en Auvergne Rhône-Alpes adressent une **grande diversité de marchés clients**, assurant une certaine résilience au tissu industriel.
- Parmi les branches professionnelles dont les entreprises peuvent être multi-marchés, **quatre principaux marchés clients** se distinguent :
 - Le BTP
 - L'automobile
 - Les dispositifs médicaux
 - L'aéronautique et spatial
- Il y a peu de différences sur les marchés clients adressés selon que l'analyse est réalisée sur le nombre d'établissements ou au regard du poids des effectifs. Cette caractéristique est spécifique à Auvergne-Rhône-Alpes, avec notamment le BTP qui constitue le 1^{er} marché adressé dans les deux cas de figures. Cela s'explique par le fait que ce marché n'est pas adressé uniquement par des petits établissements mais également par des plus importants comme par exemple les entreprises Ferroglobe France (Chimie) ou F2A - Fabrication Aéraulique et Acoustique (métallurgie). Pour ces deux exemples, le BTP ne constitue pas leur marché principal, mais l'un des marchés adressés. Pour certaines grandes entreprises au contraire comme Marquardt (établissements Chalimont), le BTP constitue le principal marché.



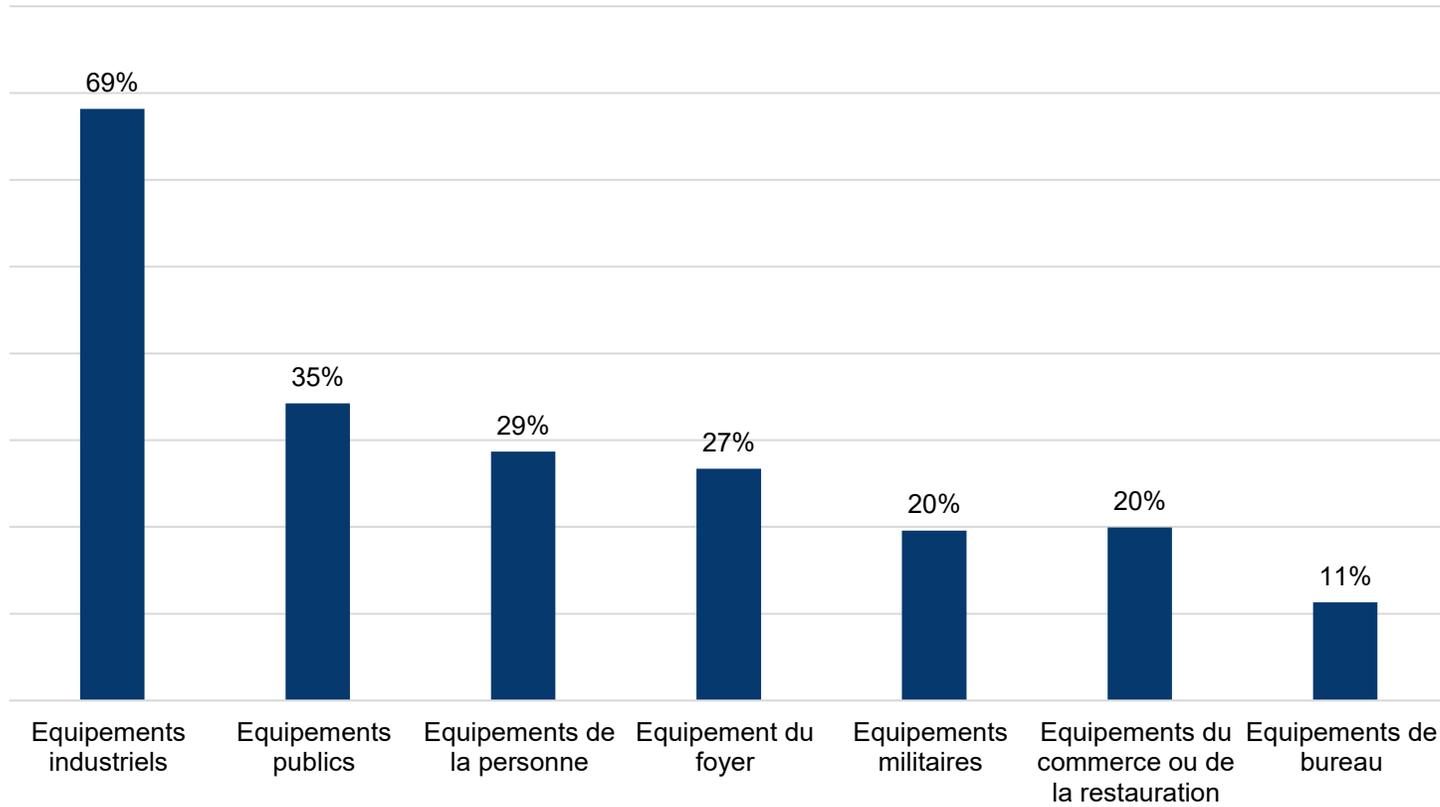
Les acteurs économiques des établissements de l'interindustrie en Auvergne-Rhône-Alpes :

Une prépondérance d'activités liées aux équipements industriels

Acteurs économiques auxquels sont destinés les produits finaux des établissements de l'interindustrie en Auvergne Rhône-Alpes Aujourd'hui

Sources : Recueil données terrain ; retraitements Katalyse

1146 répondants



- 68% des établissements de l'interindustrie en Auvergne Rhône-Alpes fabriquent des produits destinés à équiper d'autres acteurs industriels (ex : machines ou autres équipements industriels). La dynamique des entreprises des branches de l'interindustrie est donc étroitement liée à la dynamique industrielle globale ; la hausse de l'activité industrielle régionale ces dernières années a alimenté la dynamique de l'emploi dans les établissements de l'interindustrie de la région.
- Viennent ensuite pour une moyenne d'environ 30% des établissements de l'interindustrie, les équipements publics, les équipements de la personne et les équipements du foyer.

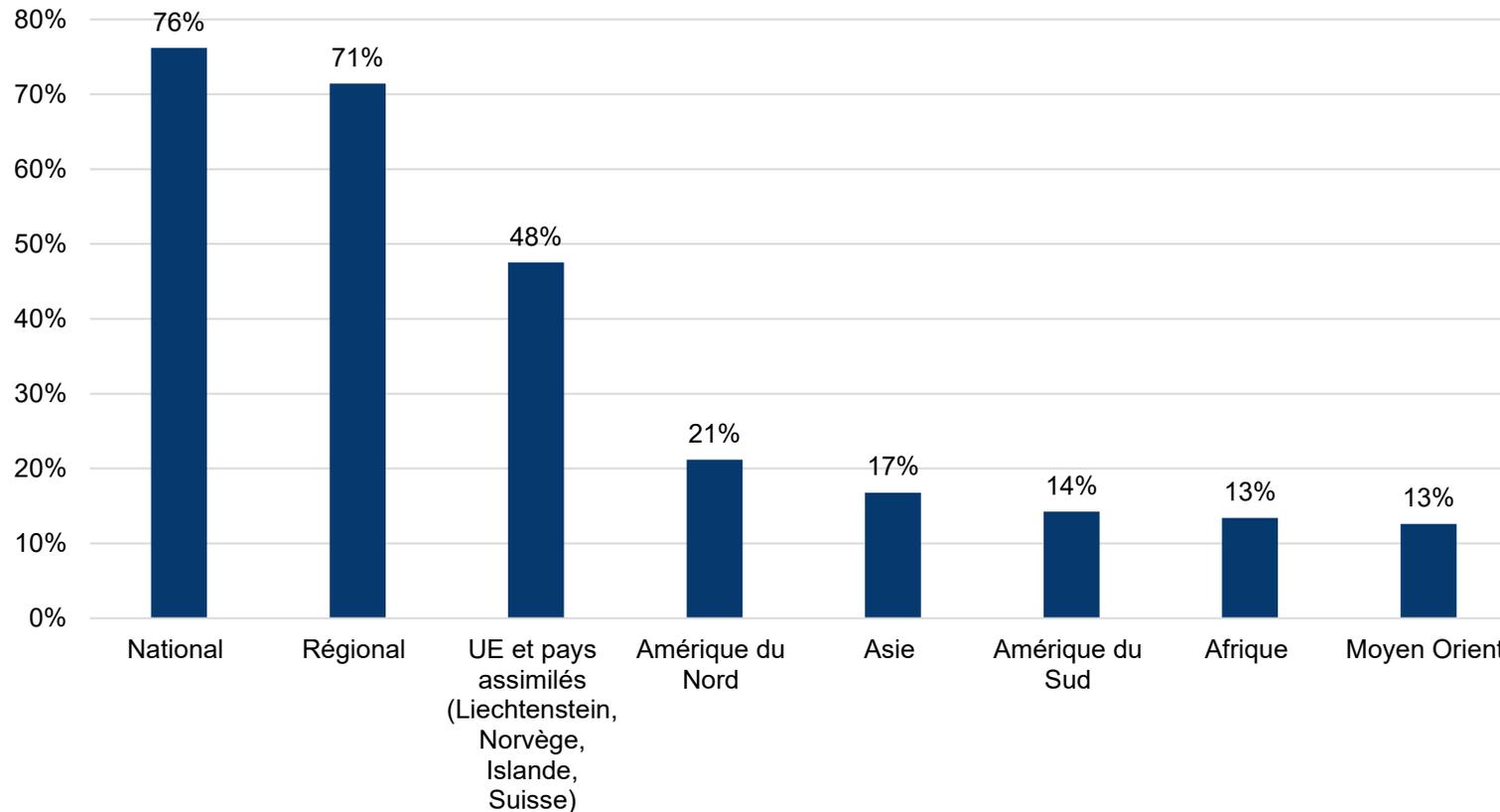
Le périmètre commercial desservi par les établissements de l'interindustrie en Auvergne Rhône-Alpes :

Poids des marchés nationaux et régionaux

Périmètre commercial des établissements de l'interindustrie en Auvergne Rhône-Alpes aujourd'hui

Sources : Recueil données terrain ; retraitements Katalyse

1154 répondants



- Les marchés régionaux et nationaux sont adressés par une large majorité des établissements de l'interindustrie de la région.
- Toutefois les établissements régionaux sont également largement ouverts vers l'extérieur et près de la moitié d'entre eux adresse des pays de l'Union Européenne (et pays assimilés), 21% l'Amérique du Nord, 17% l'Asie.
- Quelques branches sont particulièrement tournées vers l'international, le poids des établissements exerçant à l'international étant légèrement sur représenté. On note ainsi les industries chimiques, l'industrie pharmaceutique, la maroquinerie, le textile, mais également la métallurgie sur les secteurs automobile et cycles et électrique, électronique et numérique.

Zoom sur les marchés de destination des branches ou regroupements de branche concernées

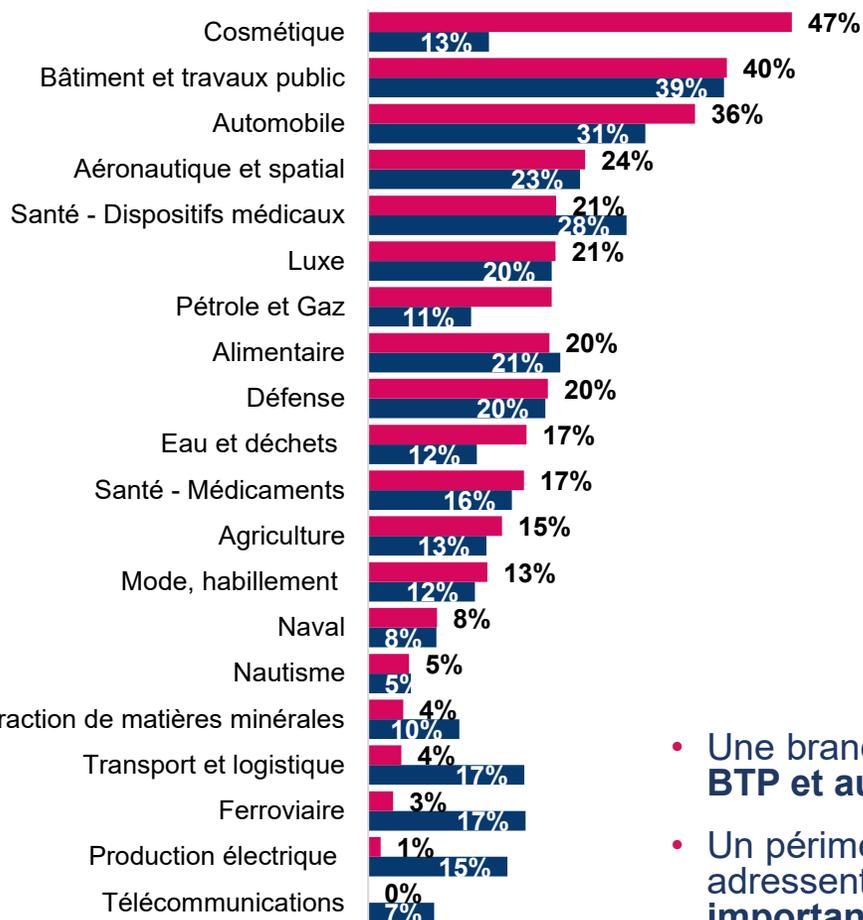
- Dans les pages suivantes sont réalisés des **zooms sur 3 branches** dans lesquelles les entreprises sont susceptibles de trouver leurs débouchés dans divers marchés clients finaux :
 - Chimie
 - Métallurgie
 - Plasturgie
- Pour chacune sont caractérisés :
 - Les marchés clients adressés
 - Les acteurs économiques auxquels sont adressés les produits finaux
 - Le périmètre commercial
- Cette analyse met en lumière la **diversité des situations des branches** au regard de la tendance régionale moyenne.
 - Ainsi si le marché client du BTP est le 1^{er} adressé par les établissements de l'interindustrie, ce n'est pas le cas pour les établissements de la branche chimie (le BTP arrive en 2^{nde} position après la cosmétique).
 - De même les établissements de la chimie et de la plasturgie adressent de manière forte les marchés à l'international, contrairement à la catégorie Matériaux de construction (96% des établissements de cette catégorie adressent le marché régional, 11% l'Union Européenne).

Zoom : Les principaux marchés de destination des entreprises de la branche Chimie

68 répondants

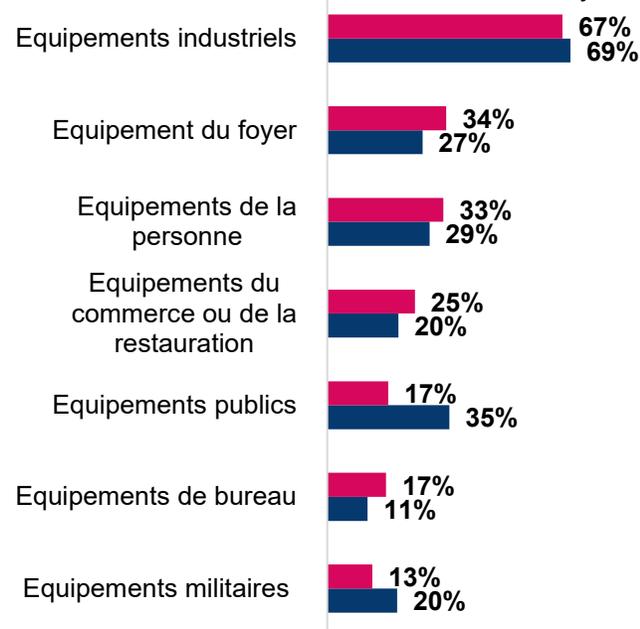
Marchés clients adressés

Sources : Recueil données terrain ; retraitements Katalyse



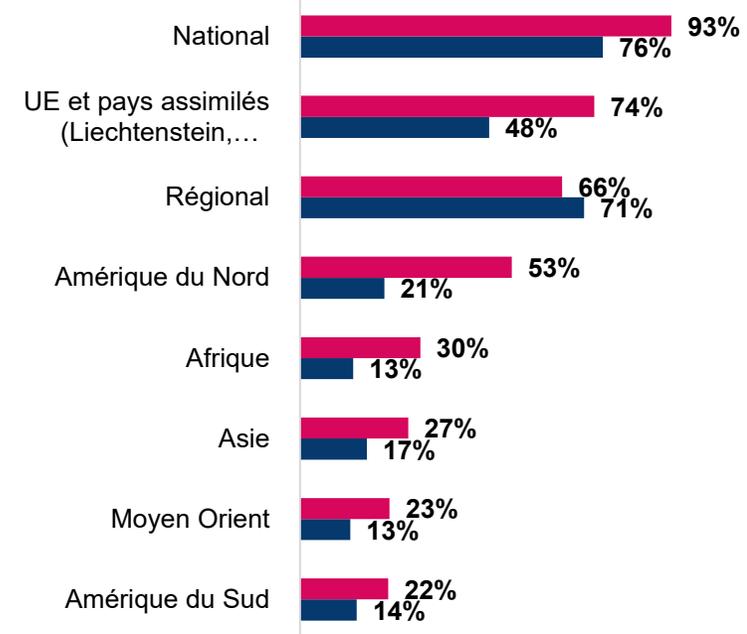
Acteurs économiques auxquels sont adressés les produits finaux

Sources : Recueil données terrain ; retraitements Katalyse



Périmètre commercial

Sources : Recueil données terrain ; retraitements Katalyse



■ Chimie
■ OPCO2i

- Une branche qui adresse notamment les marchés **Cosmétique, BTP et automobile**.
- Un périmètre commercial à la fois national (93% des entreprises adressent le marché national) et international, avec une **place importante de l'Amérique du Nord**.

Rappel : la branche chimie en AuRA



843 établissements
34 410 salariés

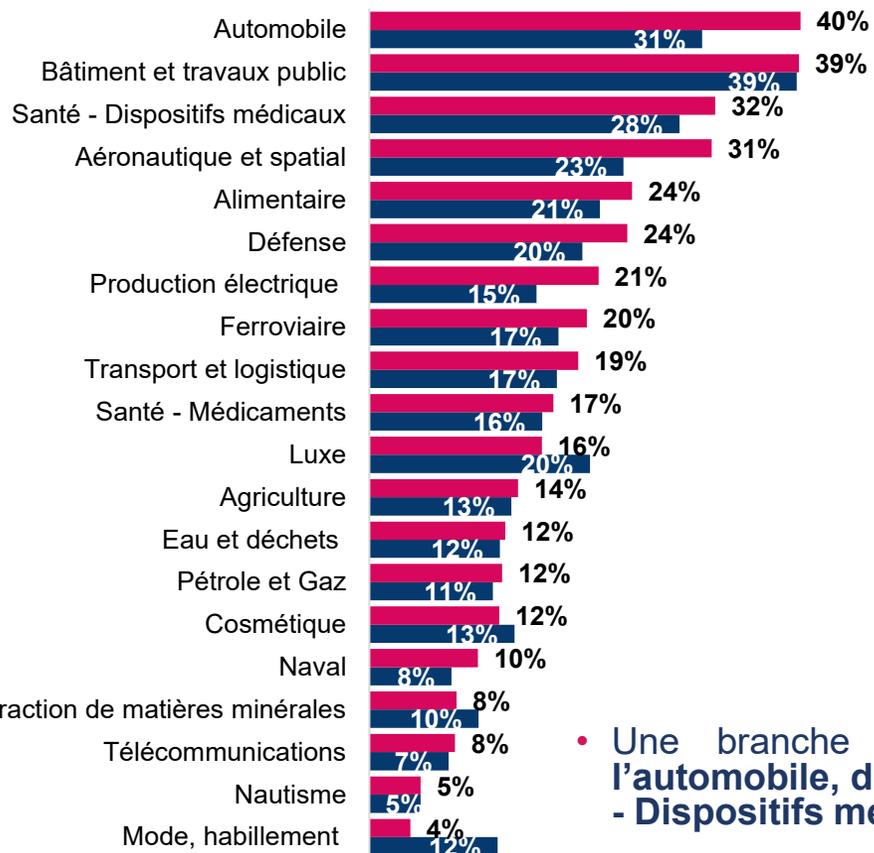


Zoom : Les principaux marchés de destination des entreprises de la branche Métallurgie

588 répondants

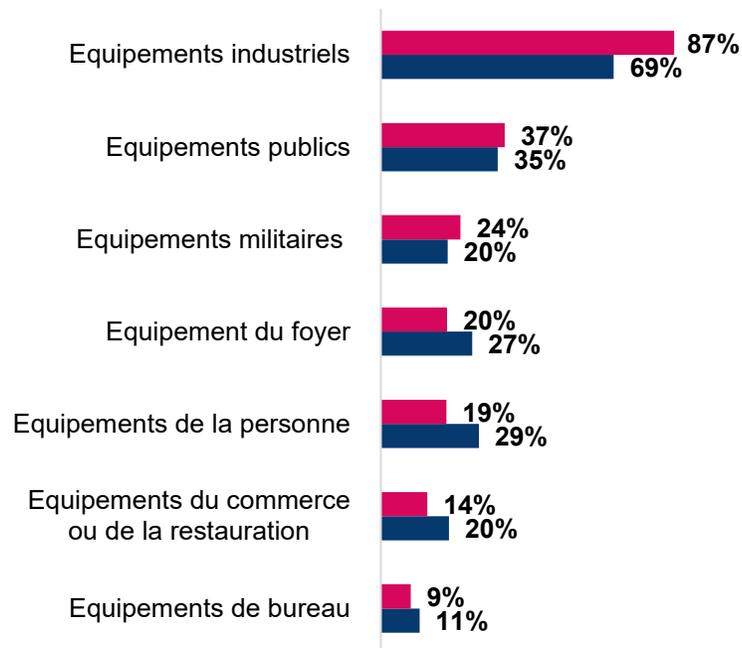
Marchés clients adressés

Sources : Recueil données terrain ; retraitements Katalyse



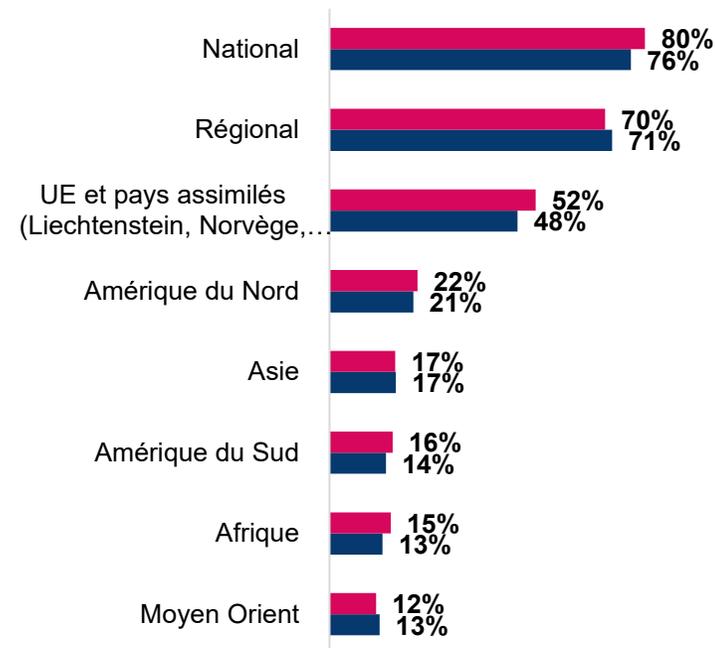
Acteurs économiques auxquels sont adressés les produits finaux

Sources : Recueil données terrain ; retraitements Katalyse



Périmètre commercial

Sources : Recueil données terrain ; retraitements Katalyse



■ Métallurgie
■ OPCO2i

- Une branche qui adresse notamment les marchés de **l'automobile, du BTP (dans la moyenne régionale), de la santé - Dispositifs médicaux et de l'aéronautique et spatial.**
- Des établissements avec un périmètre commercial essentiellement régional, national et européen.

Rappel : Métallurgie



10 146 établissements
262 130 salariés

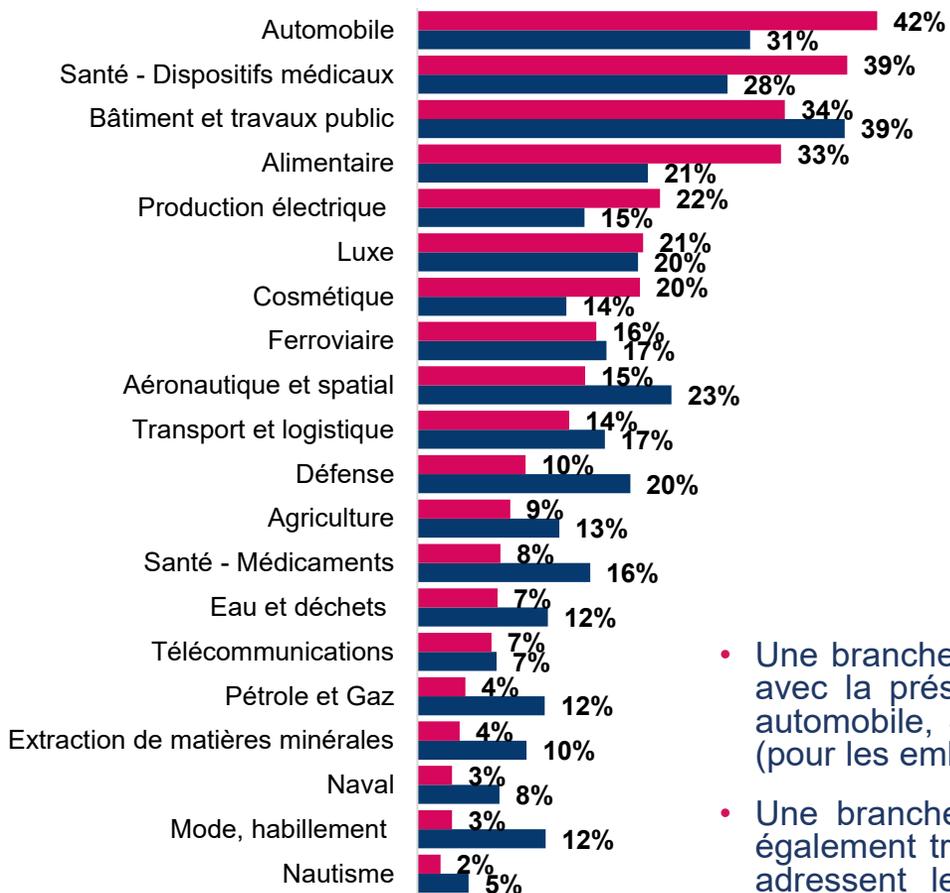


Zoom : Les principaux marchés de destination des entreprises de la branche Plasturgie

68 répondants

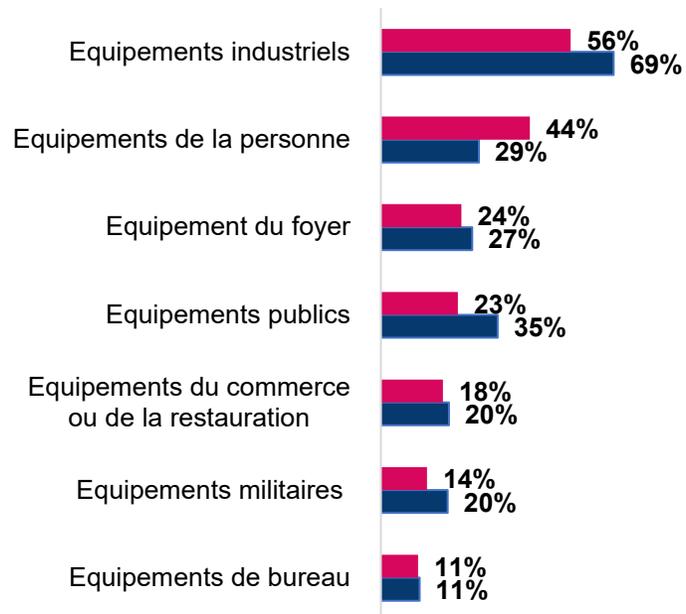
Marchés clients adressés

Sources : Recueil données terrain ; retraitements Katalyse



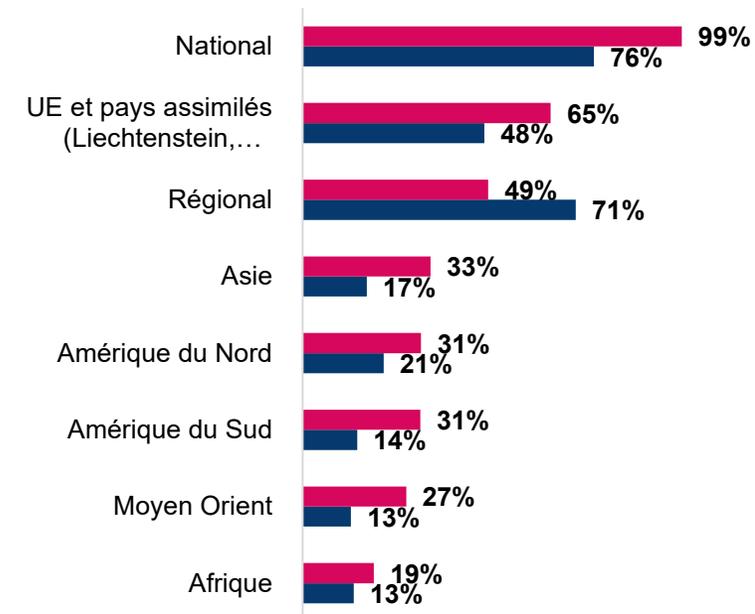
Acteurs économiques auxquels sont adressés les produits finaux

Sources : Recueil données terrain ; retraitements Katalyse



Périmètre commercial

Sources : Recueil données terrain ; retraitements Katalyse



■ Plasturgie
■ OPCO2i

Rappel : Plasturgie



1 018 établissements
25 600 salariés

- Une branche qui adresse une **diversité de marchés clients**, avec la présence particulièrement marquée de 4 marchés : automobile, Santé - Dispositifs médicaux, BTP et alimentaire (pour les emballages notamment).
- Une branche qui est présente sur le marché national mais également très présente en Europe (65% des établissements adressent le marché européen) et 30% adressent l'Asie, l'Amérique du Nord ou du Sud ou encore le Moyen Orient.



04

04. Enjeux prospectifs de l'interindustrie

4.1. Identification des marchés clients

4.2. Tendances prospectives des marchés

4.3. Enjeux des entreprises

Marché client bâtiment et travaux publics

Données clefs

DONNÉES NATIONALES (OBS MÉTIERS DU BTP)



159 milliards de chiffre d'affaires pour le bâtiment en 2023

50 milliards de chiffre d'affaires pour les travaux publics en 2023

Le BTP représente 11% du PIB

Bâtiment : tendance à la baisse d'activité depuis 2022

-15,2% de CA pour le bâtiment suite à la crise de 2019 reprise en 2021 et retour au niveau d'activité d'avant crise

Diminution depuis 2022 (-0,8% en 2023 et -1,8% au 2nd trimestre 2024)



Travaux Publics : Stabilité de l'activité en 2024

-12,5% de CA entre 2019 et 2020 lié au Covid-19 +10% en 2021,

-6,4% en 2022 face à l'inflation

+4,2% en 2023,

+0,3% et +1,5% aux 1^{er} et 2nd trimestres 2024



1 645 582 salariés en 2023

SPÉCIFICITÉS RÉGIONALES (SOURCES: CAPEB AURA)

- Fin 2023, l'Auvergne Rhône-Alpes compte 205 000 salariés
- **L'activité du bâtiment** a enregistré une légère croissance en Auvergne-Rhône-Alpes, alors qu'elle est en retrait au plan national. Cette évolution s'appuie sur la bonne tenue du second œuvre, alors que le gros œuvre a poursuivi sa tendance baissière (Banque de France). Au 2nd trimestre 2024, pour 59% d'entre elles, le niveau d'activité est jugé stable à très bon, et pour 72% des chefs d'entreprise, leur CA reste stable. Les entreprises restent vigilantes face à cette situation, avec 34% des entreprises qui estiment au 2nd trimestre que leur trésorerie est toujours faible ou insuffisante ; près d'une entreprise sur 5 voit son chiffre d'affaires baisser.
- Le **marché des TP** demeure toujours incertain. Les entreprises sont toujours confrontées à des clients qui hésitent, multiplient les devis et reportent les travaux.
- Présence du cluster Eco Bâtiment en AURA, créé en 2006 et qui rassemble plus de 250 professionnels pour favoriser le développement du secteur de l'éco-bâtiment.

EXEMPLES D'ENTREPRISES RÉGIONALES ADRESSANT CE MARCHÉ



somfy

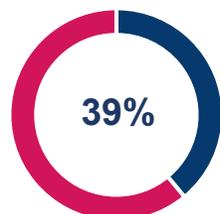


acoplast
GROUP



LES MENUISERIES
PHILIBERT

PART DES ETABLISSEMENTS REGIONAUX INTERVENANT POUR CE MARCHÉ



3 BRANCHES LES PLUS DÉPENDANTES DE CE MARCHÉ CLIENT

1

Matériaux pour la construction et l'industrie, Verre
83% *

2

Recyclage
62%

3

Métallurgie - Alliages et produits métalliques
54%



Marché client bâtiment et travaux publics

Enjeux prospectifs

Baisse de croissance du secteur

- Après la crise Covid-19 qui avait ralenti l'activité du BTP celle-ci est repartie à la hausse en 2021. Cette hausse a toutefois été freinée dès 2022. Le marché est **porté par le segment de la rénovation qui connaît une croissance**, avec une politique nationale forte en matière de performance énergétique des bâtiments. Ce marché de la rénovation représente 53,5% du marché intérieur du bâtiment. Par contre le marché de la construction neuve est en recul lié notamment aux **perturbations des délais d'ouverture de chantier** depuis le Covid, aux **autorisations de logement en baisse** (en AURA, seuls 48 900 logements sont autorisés entre le 2nd trimestre 2023 et le 1er 2024, soit un recul de 21% par rapport à la même période précédente, et seulement 11 380 logements autorisés au 1er trimestre 2024), les difficultés **d'accès à certains matériaux, et la hausse des prix des matériaux** notamment en 2022 (Obs métiers du BTP). La dynamique du marché de la rénovation ne compense pas actuellement le recul de celui du neuf.

Développement durable

- La **loi climat et résilience** adoptée en 2021 prévoit une réduction d'au moins 55% des émissions de gaz à effets de serre. Pour y parvenir, des aides financières seront accordées pour encourager les travaux de rénovation tandis que l'artificialisation des sols devrait voir son rythme divisé par deux d'ici à 10 ans pour atteindre l'objectif national d'absence de toute artificialisation nette des sols en 2050. Cet objectif pourrait conforter la tendance observée de baisse du marché du neuf et de développement du marché de la rénovation.
- La réglementation environnementale en vigueur, la RE2020, prévoit des exigences supérieures à celles de la RT2012. Cette nouvelle réglementation vise une réduction des émissions du bâtiment, au cours de sa construction, de son exploitation et de sa fin de vie. Cela implique la mise en place de systèmes de chauffage et d'isolation plus performants, mais également d'utilisation de nouveaux matériaux moins émetteurs de CO2. Avec les enjeux climatiques actuels, les bâtiments devront être en mesure de protéger les habitants des épisodes de canicule. De plus, dès janvier 2024, un décret spécifique (notation Eco Energie Tertiaire) encadre les bâtiments de bureaux de plus de 1000m².
- **Enjeu de recyclage des matériaux**, particulièrement marqué dans un contexte de difficultés d'approvisionnement

Bâtiment et ville intelligents

- **Le bâtiment intelligent** : la généralisation des outils domotiques dans la maison, pour les volets, le déclenchement des appareils... constitue une évolution majeure qui continue de se conforter. L'intégration de capteurs, de systèmes de surveillance... permet en effet d'apporter de nouveaux services comme le maintien à domicile des personnes âgées, l'hospitalisation à domicile... et permettent de mieux maîtriser la consommation énergétique par le pilotage des bâtiments ou des logements.
- Au-delà des seuls bâtiments, c'est toute la ville qui est aujourd'hui « intelligente » ; affichage des horaires des bus en temps réel, systèmes de surveillance perfectionnés, éclairages capables de détecter des présences, régulation des feux en fonction du trafic... le digital trouve une multitude d'applications.

Nouveaux outils et modes de construction

- Les outils et procédés évoluent également (introduction de la fabrication additive ciment, construction hors site, utilisation des drones pour le contrôle des infrastructures, réalité augmentée, modélisation 3D, exosquelettes...). Le secteur du Bâtiment comme des Travaux Publics connaissent des mutations importantes avec une recherche d'industrialisation plus forte.



Marché client bâtiment et travaux publics

Impacts pour l'interindustrie en Auvergne-Rhône-Alpes

Rappel du facteur	INTENSITÉ DE L'IMPACT SUR L'INTERINDUSTRIE (+ À +++)
Baisse de l'activité du bâtiment (neuf)	+++
Intégration des enjeux de développement durable	+++
Réalisation de bâtiment et ville intelligents	++
Nouveaux outils et modes de construction	+

BRANCHES LES PLUS IMPACTÉES



Détail des pictogrammes en annexes

- Le BTP étant un secteur d'activité adressé par une majorité d'établissements régionaux de l'interindustrie, la **tendance à la baisse d'activité** risque de se ressentir sur les commandes. Toutefois la **dynamique du marché de la rénovation** pourrait s'accélérer selon de nombreux travaux prospectifs, pour répondre aux enjeux climatiques et aux objectifs fixés par la réglementation.
- La réponse aux enjeux de développement durable mobilise l'ensemble des filières d'approvisionnement : les matériaux utilisés, les équipements –notamment de chauffage...
- Le respect des **réglementations en matière de développement durable** impacte également les activités de recyclage (démolition et déchets de construction) et conduit les fournisseurs de matériaux (bois, aluminium, PVC, verre...), d'équipements (chauffage, peintures...) à innover pour proposer des solutions performantes thermiquement et non nocives.
- L'intégration de plus de **domotique dans les logements**, mais également plus largement dans les villes est un enjeu crucial pour le secteur, qui devrait impacter la fabrication de produits informatiques et électroniques.
- Enfin, l'évolution des équipements, voire l'industrialisation à plus long termes pourrait être source de nouvelles opportunités pour la fabrication de machines et d'équipements.

Marché client automobile

Données clefs

DONNÉES NATIONALES



155 Milliards de Chiffre d'affaires (source : conseil national de l'industrie)

Indice de la production industrielle de la branche automobile a perdu 18% entre 2000 et 2019, puis 14% entre 2019 et 2023 avec la crise de la Covid et la crise énergétique (Insee)



Le solde des échanges extérieurs de produits automobiles est passé d'un excédent de 11 milliards en 2000 à un déficit de 15 milliards en 2022 (Insee)



330 000 emplois répartis au sein de 800 entreprises

(source : <https://www.entreprises.gouv.fr/files/files/etudes-et-statistiques/10-2024-themas-22-automobile.pdf>)

SPÉCIFICITÉS RÉGIONALES

- La région est la première fournisseuse de technologies en France, elle regroupe PME et sous-traitants qui représentent toute la chaîne de valeur de la fabrication de véhicules
- L'industrie automobile en Auvergne-Rhône-Alpes concentre 10 000 emplois, et 1 200 entreprises (Invest in France – AURA)
- Présence de leaders: Navya, Ligier par ex, les deux principaux concepteurs et fabricants de navettes autonomes; et les expérimentations des mobilités innovantes sont boostées avec 2 plateformes techniques Transpolis (Ain,) et Pavin (Puy-de-Dôme et Allier)
- Le projet Zéro émission Valley prévoit le déploiement de 20 stations à hydrogène et 1 000 véhicules dotés de piles à combustible sur toute la région
- Présence du cluster et pôle de compétitivité CAR, composé de 200 membres

EXEMPLES D'ENTREPRISES RÉGIONALES ADRESSANT CE MARCHÉ



AIXA

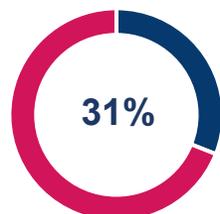


steep
PLASTIQUE



LIGIER
GROUP

PART DES ETABLISSEMENTS REGIONAUX INTERVENANT POUR CE MARCHÉ



3 BRANCHES LES PLUS DÉPENDANTES DE CE MARCHÉ CLIENT

1

Métallurgie -
Automobile et cycles
78% *

2

Recyclage
58%

3

Métallurgie -
Mécanique
51%

* Clef de lecture : 78% des établissements de la catégorie « Métallurgie - Automobile et cycles » adressent le marché de l'automobile



Marché client automobile

Enjeux prospectifs

Baisse de la demande de véhicules

- Si les ventes de voitures neuves sont stables entre 2020 et 2021, environ 1,65M, elles ne parviennent pas à rattraper les chiffres de 2019 qui étaient de 2,21. La **situation se dégrade au fil des mois**, on constate une baisse de 22,6% entre avril 2022 et avril 2021 et de 42% si l'on compare à avril 2019. La part de la production automobile française est passée de 5,7% de la production mondiale à 1,6% en 2023, tandis que celle de l'Europe centrale et orientale s'est maintenue autour de 4,5%, et celle de la Chine est passée de 3% à 32%. Le déficit de compétitivité-prix de la France a contribué à ce phénomène de délocalisations.
- Pour autant le secteur connaît une forte dynamique d'innovation en réponse aux enjeux précisés ci-après. En 2020, 5 entreprises du secteur figuraient dans le top 10 des sociétés qui déposent le plus de brevets au niveau national. Elle compte pour près d'un cinquième des dépôts de brevets chaque année. Le maintien d'une activité forte en R&D résulte en partie d'un fort soutien de l'Etat dans le cadre des Programme d'Investissement d'avenir (PIA3 et PIA4),

Véhicules autonomes et partagés

- Le secteur connaît en parallèle des **mutations profondes** et les usages de l'automobile évoluent avec notamment le développement de la « mobilité comme service » : préférence croissante pour les services de mobilité partagée et les solutions de transport à la demande, plutôt que pour la propriété individuelle de voitures. Cette tendance est renforcée par l'urbanisation croissante, où l'accès à des infrastructures de transport public efficaces et à des services de mobilité partagée devient plus pratique et économique. De plus, l'essor des technologies numériques et des plateformes de mobilité connectée permet une gestion plus fluide et personnalisée des déplacements, répondant ainsi aux besoins variés des utilisateurs. Les entreprises de mobilité et les constructeurs automobiles doivent donc s'adapter à ces nouvelles attentes en développant des offres flexibles et innovantes, telles que des abonnements de mobilité, des services de location à court terme, et des solutions de transport intégrées
- Véhicules autonomes : bien que la conduite autonome pose encore des enjeux de sécurité, celle-ci pourrait se développer fortement dans les prochaines années, des expérimentations sont en cours sur plusieurs territoires/

Réduction de l'impact environnemental

- Une réglementation qui pousse à l'**électrification du parc** : le nombre de voitures électriques immatriculées en France en 2021 grimpe par rapport à 2019, passant de moins de 43 000 à plus de 162 000, sur la même période, les ventes de voitures hybrides rechargeables sont passées de 18 500 à 141 000. Objectif de réduction des émissions de CO2 de 100% pour les voitures particulières neuves et les véhicules utilitaires légers neufs en mars 2023, approuvé par l'UE: interdiction de vente de véhicules thermiques à partir de 2035, avec des paliers annuels. Nouveau règlement adopté en avril 2024, visant à réduire les émissions de CO2 des poids lourds, bus et remorques. Certains constructeurs comme Renault ou Stellantis, ont annoncé une transition totale vers l'électrique au niveau européen dès 2030: pour cette dernière, l'activité de la fonderie va être réorientée pour consacrer 50% de son activité à l'électrique.
- **Motorisation** : optimisation de la distribution et du stockage de l'énergie, adaptation des systèmes d'embrayage et de transmission, allègement et augmentation de la puissance des batteries... L'hydrogène se développe moins rapidement du fait de freins marqués (alimentation du processus d'électrolyse, conditions de déploiement des bornes de recharge, coût de stockage...), la maturité du secteur est envisagée par les experts vers 2030-2040. **Matériaux et allègement** : la complexification des véhicules et l'évolution ou l'introduction de nouveaux composants (moteurs hybrides, systèmes de sécurité, options techniques...) augmentent fortement le poids des véhicules. L'évolution des procédés de fabrication et d'assemblage constitue une première réponse. Les matériaux alternatifs plus légers et notamment composites se substituent progressivement aux matériaux conventionnels.
- **Recyclabilité des véhicules** (dont moteurs électriques) : si la filière des véhicules usagés est déjà bien structurée, elle doit répondre à de nombreux enjeux en ce qui concerne le recyclage des véhicules électriques

Usine 4.0

- Pour répondre à ces enjeux de marché et d'innovation, les équipements et sous-traitants sont également incités à faire évoluer leur organisation et leur appareil productif : poursuite de la robotisation et de la robotisation de leurs sites de production, digitalisation accrue (ex. : jumeau numérique...)



Marché client automobile

Impacts pour l'interindustrie en Auvergne-Rhône-Alpes

Rappel du facteur	INTENSITÉ DE L'IMPACT SUR L'INTERINDUSTRIE (+ À +++)
Baisse de la demande de véhicules neufs et évolution vers des véhicules électriques ou hybrides	+++
Réduction de l'impact environnemental des véhicules	+++
Véhicules autonomes et partagés	+
Industrie 4.0	+

BRANCHES LES PLUS IMPACTÉES



- Les acteurs intervenant sur le marché automobile connaissent de très profondes mutations qui vont continuer à s'accélérer dans les années à venir avec d'une part une tendance à la baisse de la demande de véhicules neufs et d'autre part l'évolution de la demande vers des véhicules électriques ou **hybrides et offrant de hauts niveaux d'équipements et de services** ; **c'est l'ensemble des acteurs de la chaîne de valeur qui sont impactés** : production de matériaux, motoristes, équipementiers....
- Le développement des **véhicules hybrides et électriques** devrait mobiliser plus fortement les entreprises de l'électronique, de la chimie (pour les batteries), les nouveaux composants vont nécessiter une importante évolution dans le secteur de la plasturgie et des composites, et de la métallurgie. Les activités de recyclage et de chimie vont devoir s'adapter pour répondre à l'enjeu de recyclabilité des véhicules électriques et en particulier leur motorisation, mais également les composites utilisés.
- La modernisation des sites de production mobilise par ailleurs les fabricants de machines et équipements ainsi que le secteur de la fabrication d'équipement électrique, électronique.

Détail des pictogrammes en annexes



Marché client Santé - Dispositifs médicaux

Données clefs

DONNÉES NATIONALES



32,5 milliards de chiffre d'affaires pour le secteur des dispositifs médicaux en 2023, dont 10,6 milliards à l'export. (Snitem)

2021-2023: la croissance de la filière des dispositifs médicaux (DM) atteint en moyenne 4,9% par an.



Après une légère décroissance sur la période 2019-2021, le secteur des DM à usage individuel retrouve une croissance de l'ordre de 0,5% en 2023, de 2% pour les secteurs de l'équipement et du DM en e-santé, et de 5 à 10% pour mes entreprises commercialisant les DM DIV (Snitem)



Les emplois directement affectés au secteur Santé - Dispositifs médicaux sont de 84 4000 en France en 2023 pour les DM (Snitem)

SPÉCIFICITÉS RÉGIONALES

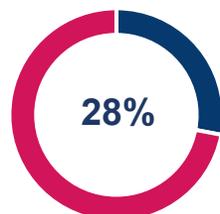
- La région concentre 1 250 établissements, et 39 000 salariés. (invest in), dans le secteur de l'industrie de la santé
- 2^e région française positionnée sur ce secteur (invest in).
- Adoption du Plan Régional de santé en 2022: lutte contre la désertification médicale, et 11 PME MedTech sont accompagnées en 2021 par la région, avec une enveloppe de 200 000 euros
- La région siège de nombreux clusters de santé (comme Lyonbiopôle) qui jouent un rôle stratégique avec des investissements pour attirer des talents et des projets de recherche. La région bénéficie également de 5 grands hôpitaux universitaires et d'un écosystème favorable aux biotechnologies et au développement de technologies de santé

EXEMPLES D'ENTREPRISES RÉGIONALES ADRESSANT CE MARCHÉ



CARTONNAGES BES

PART DES ETABLISSEMENTS REGIONAUX INTERVENANT POUR CE MARCHÉ



3 BRANCHES LES PLUS DÉPENDANTES DE CE MARCHÉ CLIENT

1

Industrie pharmaceutique
75% *

2

Industrie papier carton
70%

3

Plasturgie
40%

* Clef de lecture : 75% des établissements des industries du médicament adressent le marché de la Santé - Dispositifs médicaux



Marché client Santé - Dispositifs médicaux

Enjeux prospectifs

Hausse des besoins

- **Viellissement de la population** : cela entraîne une augmentation des maladies chroniques et des besoins en soins de longue durée. Cela nécessite des innovations dans les dispositifs médicaux et les technologies de santé pour améliorer la qualité de vie des personnes âgées. En parallèle, la hausse des coûts des soins de santé est devenue un enjeu majeur et des mesures d'austérité sont introduites pour réduire les coûts.
- **Levier de croissance face à une population vieillissante et la hausse des coûts : la prévention**. Le plan France 2030 investit massivement dans les secteurs du dépistage et de la gestion des maladies chroniques, avec des projets centrés sur le cancer et les maladies cardiovasculaires.
- **Accroissement des maladies chroniques** : les modes de vie engendrent également des maladies chroniques plus fréquentes : diabète, cancers...

Innovations technologiques

- **Des diagnostics digitaux** : l'utilisation croissante de technologies de diagnostic avancées comme la nanotechnologie ou la nanoscience, et de l'imagerie médicale transforment le marché de la santé - Dispositifs médicaux, avec par exemple des outils comme BioSerenity (développement de diagnostics basés sur l'IA) et Therapanacea en 2017 (IA pour le suivi des traitements en oncologie) qui ont permis d'identifier des maladies, mieux que les experts dans le domaine. En 2023, plus de 66 % des soignants estiment que l'IA pourrait leur faire gagner du temps, bien que des préoccupations subsistent concernant le lien de confiance avec les patients
- **Dispositifs médicaux numériques**: le marché de la santé - Dispositifs médicaux en France se caractérise aussi par des innovations en dispositifs médicaux pour des solutions davantage personnalisées, comme les stylets InPen, qui surveillent les doses d'insuline pour les patients diabétiques, et des prothèses créées via l'impression 3D pour s'adapter aux caractéristiques individuelles. L'appel à projets 2022 « Evaluation du bénéfice médical et économique des dispositifs médicaux numériques », financé par l'État, a encouragé le développement de tels dispositifs innovants (BpiFrance).
- **Télé médecine et soins à distance**: L'essor de la télé médecine s'est accéléré avec la pandémie et reste soutenu par des financements publics. Le programme Ma Santé 2022 a permis de structurer le secteur, avec une augmentation de 600 % des téléconsultations entre 2019 et 2020. En Auvergne-Rhône-Alpes, des solutions comme Doctolib et Maiia se sont imposées, offrant aux patients un accès distant aux consultations médicales. La région a également soutenu des projets de télé monitoring en zones rurales pour réduire la pression sur les hôpitaux urbains et faciliter l'accès aux soins pour les patients isolés, comme avec le projet PRATIC, dans le cadre du Schéma régional de santé 2023-2028 (source: aura santé, France Biotech)

Règlementations accrues

- **Restriction des réglementations**: depuis l'entrée en vigueur du Règlement européen relatif aux dispositifs médicaux (MDR) en mai 2021, les entreprises doivent davantage prêter attention aux normes de sécurité et de documentation. Ainsi, 82 % des entreprises françaises du secteur de la santé - Dispositifs médicaux ont entrepris des démarches de certification MDR, ce qui a généré une hausse de 54 % des dépenses par produit pour assurer cette conformité, et les ¼ n'avaient pas obtenu de certificats en décembre 2023 (Snitem).
- **Le MDR impose une révision complète des produits déjà existants**, ce qui mobilise fortement les effectifs R&D de certaines entreprises.

Digitalisation, sécurité des données et éthique

- **Confidentialité des données cruciale avec l'essor du Big Data et de l'IA** : des outils sont développés pour sécuriser les données telles que la plateforme Health Data Hub, qui permet une centralisation et une sécurisation des données de santé, et permet d'améliorer la collaboration entre acteurs médicaux et la prise en charge et les soins (Health Data Hub). Dans le cadre du Plan d'Investissement France 2030, les 4 CHU de La région Auvergne-Rhône-Alpes (Clermont, Grenoble, Lyon, Saint-Etienne) ont élaboré une réponse commune, symbolisée par le DataHub HOURAA, entrepôt de données de santé interopérable. En avril 2024, un nouvel amendement du règlement 2023/607 a été voté pour permettre le déploiement séquentiel de la base de données EUDAMED, indispensable à la transparence des informations

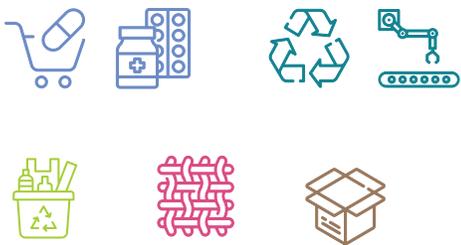


Marché client Santé - Dispositifs médicaux

Impacts pour l'interindustrie en Auvergne-Rhône-Alpes

Facteurs d'évolution	INTENSITÉ DE L'IMPACT SUR L'INTERINDUSTRIE (+ À +++)
Hausse des besoins de soins (vieillesse, maladies chroniques...)	+++
Innovations technologiques liées à l'usage du numérique	+++
Règlementations accrues	+
Digitalisation et sécurisation des données	++

BRANCHES LES PLUS IMPACTÉES



- La **croissance de la demande** devrait générer une hausse des besoins en termes de soins et de dispositifs médicaux proposés. La question de la soutenabilité financière de la prise en charge des soins constitue toutefois un réel enjeu qui pourrait freiner la dynamique.
- Les **innovations technologiques** participent et participeront fortement à la dynamique de marché
 - La généralisation de la télémédecine accélérée par la crise du covid-19 et la problématique des déserts médicaux génèrent un accroissement des besoins. Le déploiement de la fibre sur l'ensemble du territoire national (31,5 millions d'abonnements haut et très haut débit à la fin de l'année 2021) et le déploiement à venir de la 5G vont dynamiser plus encore la **télémédecine et plus largement l'e-santé**.
 - La modernisation des dispositifs médicaux et notamment leur **digitalisation** est incontournable. Elle répond non seulement à l'évolution des besoins, mais également à l'enjeu de réponse aux évolutions réglementaires sur la transparence et la traçabilité des dispositifs médicaux.
 - L'utilisation de l'IA comme aide au diagnostic et à la prescription se généralise.
- Ces innovations technologiques nécessitent des innovations dans le secteur des **dispositifs médicaux**, mais passera aussi par une forte sollicitation des **industries électroniques, électriques et numériques**, par des collaborations plus marquées avec **l'industrie pharmaceutique et les industries de la chimie** (qui fournissent les principes actifs), avec **l'industrie de la plasturgie ou des textiles techniques...**

Détail des pictogrammes en annexes



Marché client Luxe

Données clefs

DONNÉES NATIONALES



154 milliards de chiffre d'affaires pour l'industrie du luxe (source: *Conseil national de l'industrie*)

La France est le premier acteur mondial de la mode et du luxe, avec 25% des ventes mondiales réalisées par des entreprises françaises

L'industrie du luxe représente 1,7% du PIB (3,1% en tenant compte des effets induits sur l'économie)

59,1 milliards d'euros en exportation de biens avec une hausse de 22,9% sur 1 an (en 2021)



616 600 salariés en France (source: *Conseil national de l'industrie*)

SPÉCIFICITÉS RÉGIONALES

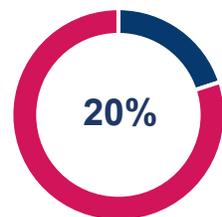
- La région Auvergne-Rhône-Alpes se distingue par son expertise dans une diversité d'activités liées au luxe et notamment dans le travail de la soie, la fabrication de rubans ou encore l'utilisation de métiers à tisser Jacquard. 3 300 salariés travaillent ainsi pour les entreprises de textile du luxe ou du haut de gamme en Auvergne-Rhône-Alpes, avec 96 entreprises identifiées en 2021, et compte sur son secteur Hermès et Chanel, deux grands groupes de luxe.
- C'est également la première région de France en maroquinerie et tannerie, avec 8200 salariés travaillant pour le cuir de luxe, la deuxième en bijouterie-joaillerie en termes d'emplois (1 300), et elle possède le plus vaste bassin coutelier de France à Thiers (avec 60% des effectifs nationaux).
- Source: [file:///C:/Users/jcolcombet/Downloads/AURAE_DOC-IET_PANORAMA-LUXE_2023-VF-10-01%20\(1\).pdf](file:///C:/Users/jcolcombet/Downloads/AURAE_DOC-IET_PANORAMA-LUXE_2023-VF-10-01%20(1).pdf)

EXEMPLES D'ENTREPRISES QUI ADRESSENT CE MARCHÉ



LOSANGE

PART DES ÉTABLISSEMENTS RÉGIONAUX INTERVENANT POUR CE MARCHÉ



3 BRANCHES OU GROUPEMENT DE BRANCHE LES PLUS DÉPENDANTES DE CE MARCHÉ CLIENT

1

Industries créatives et techniques, Mode et Luxe
57%*

2

Industrie papier-carton
41%

3

Ameublement, bois, jouets
32%

* Clef de lecture : 57% des établissements de la catégorie « Industries créatives et techniques, Mode et Luxe » adressent le marché du luxe



Marché client Luxe

Enjeux prospectifs

Marché en croissance et image de la France dans l'univers du luxe

- **La France est le leader mondial de la mode et du luxe**, et jouit d'une renommée internationale à travers des marques reconnues et recherchées dans le monde entier. Au-delà de ces marques et enseignes célèbres, c'est tout un écosystème de production, avec des sous-traitants au savoir-faire à la fois traditionnel mais qui a su innover pour répondre aux enjeux du marché. Le secteur génère 154 milliards d'euros de chiffre d'affaires direct et représente 1,7% du PIB. Le marché de la mode est le deuxième marché de consommation en France.
- C'est par ailleurs un marché qui connaît une **forte croissance** depuis plusieurs années. Selon le cabinet Bain & Company, cette expansion devrait se poursuivre au moins jusqu'en 2030, avec un taux de croissance soutenu de 5 à 7% par an (tendance mondiale). La France et Paris en particulier sont associés à l'univers du luxe : les produits « made in France » jouissent d'une forte image à l'international, malgré une concurrence croissante.

Innovations digitales et nouveau mode de shopping

- **Essor du commerce en ligne** : En 2023, les ventes en ligne mondiales de produits de luxe ont atteint un montant record de 83 milliards de dollars, soit une augmentation de 45% par rapport à l'année précédente (Bain and Company).
- **Le « phygital », la nouvelle expérience client qui utilise les technologies numériques** : de nombreuses marques utilisent l'IA afin de personnaliser leur service-client, augmenter leur productivité et les expériences d'achat en ligne. La réalité augmentée permet aux consommateurs de visualiser des produits virtuellement avant de les acheter. Les marques investissent toutefois aussi sur le présentiel pour assurer une expérience client exceptionnelle (dans certaines maisons, comme Hermès, Chanel, ou Dior, plus de 40 % des ventes sont réalisées sur rendez-vous). Les équipes en boutique doivent évoluer vers une expertise omnicanale pour entretenir une relation-client personnalisée et approfondie.

Transition RSE : recyclage, seconde main et transparence

- La **transition écologique** est devenue une priorité pour le secteur de la mode et du luxe, en raison des préoccupations croissantes concernant le changement climatique et la durabilité. Les marques doivent adopter des pratiques plus respectueuses de l'environnement pour répondre aux attentes des consommateurs et aux réglementations de plus en plus strictes : matériaux durables (biosourcés ou recyclés), process plus économe en eau et énergie, économie circulaire (seconde main, réparation, location plutôt qu'achat...), réduction des émissions...
- **Cette tendance est accélérée par l'évolution des réglementations**: par exemple la loi AGECE entrée en vigueur en 2022 oblige le réemploi et le recyclage de produits non alimentaires invendus. La loi climat et résilience datée du 24 août 2021 prévoit notamment en matière de consommation, la création d'une étiquette environnementale.
- **Développement du luxe d'occasion**: Le marché du luxe d'occasion a atteint 33 milliards d'euros en 2021, en augmentation de 65% par rapport à 2017. Ce marché pourrait générer jusqu'à 20% des revenus d'une entreprise de luxe d'ici 2030 selon Bain & Company.
- Le **numérique au service de la transition écologique et de la transparence** : l'utilisation de la blockchain ou de l'IoT permet de tracer l'origine des matériaux et des produits par exemple, de renforcer la transparence (les technologies numériques permettent de fournir des informations détaillées sur la provenance des matériaux et les conditions de production)



Marché client Luxe

Impacts pour l'interindustrie en Auvergne-Rhône-Alpes

ENJEUX	INTENSITÉ DE L'IMPACT SUR L'INTERINDUSTRIE (+ À +++)
Marché en croissance et image de la France dans l'univers du luxe	+++
Innovations digitales et nouveau mode de shopping	+
Transition RSE : recyclage, seconde main et transparence	++

BRANCHES LES PLUS IMPACTÉES



- **L'expansion du marché du luxe et l'image des produits français** dans le monde constituent un réel atout pour les branches qui adressent ce marché. Les entreprises du marché du luxe innovent pour garder leur avantage concurrentiel et elles investissent dans leurs équipements de production pour rester concurrentielles et produire des quantités plus importantes. Cette dynamique de modernisation des équipements impacte ainsi les fabricants de machines.
- L'évolution des attentes clients en termes de RSE et le respect des **réglementations en matière de développement durable** impactent également les activités de production et de recyclage et conduit les fournisseurs de matériaux (textiles...) à innover pour proposer des solutions durables et à des prix attractifs. Plusieurs entreprises du luxe sont ainsi fortement mobilisées sur les enjeux de recyclage. Leur « force de frappe » et leurs moyens financiers peuvent aider les entreprises de l'interindustrie qui adressent ce marché à être à l'avant-garde sur ces problématiques. De nombreuses branches sont mobilisées face à ces enjeux : industrie textile, habillement, chimie (pour le traitement des tissus), voire plasturgie pour le recyclage de certains matériaux, industrie papier carton pour le travail sur les emballages...

Détail des pictogrammes en annexes



Marché client aéronautique et spatial

Données clefs

DONNÉES NATIONALES



Plus de 70 Mds € de chiffre d'affaires en 2023 (techniques de l'ingénieur), pour la filière aéronautique et aérospatiale



Evolution activité:

2021: 55 milliards de CA pour le secteur aéronautique et spatial

2023: 70 Md de CA, se rapproche de son niveau de 2019 (74,3 milliards)



Nombre d'emplois en France : plus de 210 000 emplois directs (environ 350 000 pour l'ensemble de la filière)
25 000 recrutements en 2024 en France

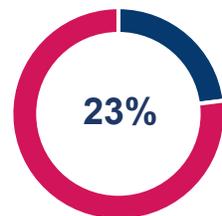
SPÉCIFICITÉS RÉGIONALES

- Première région de France par la diversité de son offre technologique: plus de 660 entreprises, près de 750 établissements travaillent pour la filière aéronautique en Auvergne-Rhône-Alpes, avec 30 000 salariés (invest in AURA)
- Troisième région la plus certifiée EN 9100 en France : 296 établissements en Auvergne-Rhône-Alpes ont obtenu la certification EN 9100.
- Une forte spécialisation en mécanique et métallurgie : 292 établissements ont une activité de fabrication de produits métalliques.
- Les zones d'emplois les plus dynamiques de la filière : Lyon (145 établissements), la Vallée de l'Arve (96 établissements) et Saint-Etienne (83 établissements) (source: plateforme IET AURA)
- Présence de Aerospace cluster

EXEMPLES D'ENTREPRISES RÉGIONALES ADRESSANT CE MARCHÉ



PART DES ETABLISSEMENTS REGIONAUX INTERVENANT POUR CE MARCHÉ



3 BRANCHES LES PLUS DÉPENDANTES DE CE MARCHÉ CLIENT

1

Métallurgie –
Aéronautique et spatial
100% *

2

Métallurgie - Électrique,
électronique et numérique
37%

3

Métallurgie - Alliages
et produits
métalliques
32%

* Clef de lecture : 100% des établissements de la catégorie « Métallurgie – Aéronautique et spatial » adressent le marché de l'aéronautique et spatial



Marché client aéronautique et spatial

Enjeux prospectifs

Hausse de la demande

- Hausse de la demande : hausse attendue du CA généré par le secteur en 2024 et 2025 par rapport à 2023 ; Avec plus de 2 000 commandes nettes en 2023, 735 avions livrés sur l'année et un carnet de commandes en cours de presque 8 600 avions, Airbus s'assure 11 ans de travail et dépasse son concurrent Boeing.
- Relance des **dépenses militaires (voir marché client Défense)**

Avion bas carbone

- Le marché est concerné au premier rang par les impératifs de réduction de ses émissions (-50% en 2050, par rapport aux référentiels de 2005). Les acteurs s'engagent : engagements sur un axe de décarbonation **du Comité stratégique de filière « Aéronautique »** dans son contrat 2024-2027, initiative « Aero Excellence » portée par le GIFAS... Les industriels investissent pour répondre à ces enjeux ; ainsi par exemple Airbus et ATR ont signé une déclaration afin d'accélérer le développement des carburants d'aviation durable en Occitanie ; ATR présente la future génération, d'ici à 2030, de sa famille d'avions régionaux, l'ATR 'EVO', encore plus économique et responsable... Et pour accompagner la filière, l'Etat débloque 435 M€ dès 2023 destinés exclusivement à la décarbonation de l'aviation.
- **Réflexions et travaux sur la motorisation**, le stockage et la distribution de nouveaux carburants : carburants alternatifs (hydrogène, biomasse, électrofuels...)
- **Avion électrique** : développement de moteurs électriques alimentés par des batteries, des panneaux solaires ou des piles à combustible
- **Avion responsable** (plus petit, plus léger)
- **Réduction des émissions tout au long du cycle** : réparabilité, recyclage, revalorisation

Connectivité, IoT, IA

- **Transformation numérique** déjà largement entamée et qui se poursuit : qu'il s'agisse de l'intégration numérique dans l'avion (assistance au pilotage, services aux passagers, sécurité...), dans le process de production (raccourcissement des cycles d'innovation par la modélisation et la simulation), sur la R&D (raccourcissement des cycles d'innovation par la modélisation et la simulation) et sur l'optimisation de la maintenance (maintenance prédictive)
- **Enjeu particulièrement marqué de performance industrielle et digitalisation** : Accélération nécessaire du rythme de production dans un contexte de pénurie de main d'œuvre : Airbus cherche à accélérer le rythme de sa production, mobilisant toute la chaîne de sous-traitant. Les fortes tensions sur la supply chain, la nécessaire réorganisation des sous-traitants et surtout les pénuries de main-d'œuvre qualifiée qui les touchent font ainsi partie des défis majeurs pour l'ensemble de la filière. L'automatisation et les gains de productivité constituent des enjeux majeurs.
- Les entreprises se digitalisent à un rythme soutenu et opèrent leur transition vers l'Usine 4.0 (robotisation, maintenance prédictive, ...), des nouveaux équipements plus performants permettent de gagner en rapidité et en précision.

Développement de la concurrence sur le secteur spatial

- La mutation du secteur spatial accélérée par la multiplication des acteurs privés ces dernières années (ex : Space X) a incité l'Europe et la France (acteurs historiquement leaders du marché des lanceurs de satellites avec Ariane 5) à réagir pour palier la concurrence internationale.
- **Dans le cadre du plan de relance de l'État**, 515 M€ sont consacrés au développement de l'industrie spatiale et notamment aux projets de diversification.
- Développement et lancement de constellations de nanosatellites



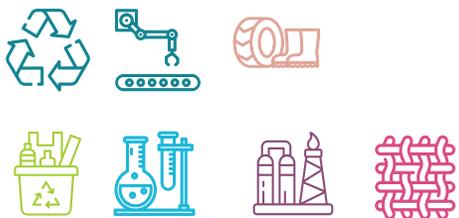
Marché client aéronautique et spatial

Impacts pour l'interindustrie en Auvergne Rhône-Alpes

ENJEUX	INTENSITÉ DE L'IMPACT SUR L'INTERINDUSTRIE (+ À +++)
Hausse de la demande	+++
Avion bas carbone	+++
Connectivité, IoT et IA	+++
New Space : développement et lancement de constellations de nanosatellites	/

- Hausse de la demande et des cadences qui se répercutent sur l'ensemble de la chaîne de valeur.
- Aviation bas carbone :
 - L'objectif de développement rapide de l'aviation décarbonée impacterait directement les industries aéronautique et mécanique pour la construction de nouveaux appareils.
 - En termes de production de carburant, l'industrie pétrolière est impactée et réoriente son activité vers d'autres énergies. Probable concurrence également des carburants provenant d'autres sources, plus écologiques (déchets alimentaires, agricoles, biomasse).
 - La construction d'avions plus légers et plus petits favorise la recherche sur les matériaux mobilisant la chimie, la métallurgie (dont la fabrication additive) et la plasturgie et composites.
 - Le développement de l'aviation électrique influence les travaux de développement et de construction de batteries auxquels plusieurs secteurs participent. Des enjeux de stockage seraient aussi à prendre en compte.
 - Les questions de réparabilité et de recyclage de produits et matériaux sont de plus en plus pris en compte dans le cycle de vie des appareils.
- La connectivité, l'IA et l'IoT continuent de se développer dans les usages (vols, maintenance...) des avions ; plus impactant sera l'évolution des équipements de production des industriels travaillant dans l'industrie aéronautique pour gagner en productivité, rapidité et précision.

BRANCHES LES PLUS IMPACTÉES



Détail des pictogrammes en annexes



Marché client alimentaire

Données clefs

DONNÉES NATIONALES

(SOURCE INSEE – ESANE / AGRESTE)



CA : 212 milliards d'euros en 2021
(définition retenue: industrie agroalimentaire)



Evolution activité : +0,2% vs 2019
1^{er} semestre 2023: prix à la production alimentaire et les boissons (IAA) ont augmenté de 15,2% sur un an
Depuis 2000s: balance commerciale française se dégrade, atteignant 194,9 milliards de déficit en 2022



Nombre d'emplois en France : 509 616 en 2021

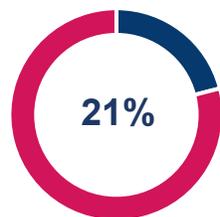
SPÉCIFICITÉS RÉGIONALES

- 1^{ère} région de France en termes d'établissements dans l'IAA et des établissements répartis sur tout le territoire
- 3^{ème} région de France en termes d'emploi dans l'industrie agroalimentaire avec 41 330 salariés
- 25 % des salariés de l'agroalimentaire de la région travaillent dans l'industrie de la viande. Viennent ensuite l'industrie laitière (17%), les produits de boulangerie (13%) et les boissons (13%).
- Les plus grands groupes français de l'agroalimentaire sont présents : Danone, LDC, Bigard, Sodial, Pasquier, Panzani, Savencia, Yoplait... Ces grandes sociétés coexistent avec une multitude de très petites entreprises, ayant peu ou pas de salariés.

EXEMPLES D'ENTREPRISES RÉGIONALES ADRESSANT CE MARCHÉ



PART DES ETABLISSEMENTS REGIONAUX INTERVENANT POUR CE MARCHÉ



3 BRANCHES LES PLUS DÉPENDANTES DE CE MARCHÉ CLIENT

1

Recyclage
57%

2

Industrie du papier carton
53% *

3

Plasturgie
34%

* Clef de lecture : 53% des établissements de la catégorie « Papier carton » adressent le marché de l'alimentaire



Marché client alimentaire

Enjeux prospectifs

Alimentation durable

- **Décarbonation** de la filière : baisse de 35% des émissions directes d'ici 2030, avec plusieurs leviers :
 - Optimisation des procédés de fabrication afin d'éviter les pertes et le gaspillage
 - Évolution du mix énergétique des sites de production (recours aux énergies renouvelables, projets autour de la méthanisation des effluents...)
 - Meilleure gestion des emballages via l'éco-conception (réduction des plastiques, emballages mono-matériau, utilisation de matériaux recyclés et bio-sourcés...)
 - Optimisation de la logistique et du transport (implémentation d'outils de pilotage des flux et de rationalisation (voire mutualisation) du transport (GED))
- **Limitation et valorisation des déchets** : 30 % des volumes produits annuellement sont gaspillés sur la chaîne (de la ligne de production à la fourchette) en France.
- **Politique écoresponsable** de la distribution qui impacte les secteurs de l'alimentaire :
 - Zone de vente en vrac : 20% de la surface de vente pour les centres et magasins dont la superficie dépasse 400m² d'ici à 2030 (Cf. loi Climat et Résilience)
 - Interdiction des plastiques à usage unique à horizon 2040 : propositions de solutions alternatives (tissu, coton, papier...), voire mise en place de consignes de récipients et d'emballages

Evolution des attentes des consommateurs : 4 modèles

- **Alimentation privilégiant la santé, le bien-être, la naturalité** : Végétalisation de l'alimentation et poursuite de la baisse de consommation de protéines animales, amplification de l'alimentation « sans » (sans gluten, sans nitrite, sans sucre...) , développement des applications de notation des produits qui rassurent les consommateurs sur la qualité de leurs achats (ex. Yuka, BuyOrNot, Kwalito...) et exigence accrue sur la « transparence » autour des produits consommés
- **Alimentation privilégiant la praticité** : Banalisation de l'acte de s'alimenter, réduction du temps consacré au repas, accélération des temps sociaux et des rythmes de vie qui renforceront l'engouement pour le « prêt à manger », l'alimentation « pratique » et les services associés (livraison à domicile, outils digitaux pour aider à cuisiner, etc.)
- **Alimentation privilégiant l'authenticité, la diversité, la qualité** : Développement des circuits courts et des comportements « locavores » mais aussi a contrario intérêt pour les « cuisine d'ailleurs » (dans le contexte de mondialisation de l'alimentation) ; **engouement pour les labels et marques (marques terroirs, Label rouge, appellation AOP...)** garantissant un cahier des charges précis et valorisant une production réalisée dans une zone géographique spécifique
- **Alimentation privilégiant l'identité et la quête de sens et création de « communautés alimentaires »** autour d'identités, de régimes ou de styles de vie spécifiques : Fragmentation des régimes alimentaires (développement de gammes de produits bio, halal, vegan...), diffusion de nouvelles pratiques alimentaires (produits à base d'insectes, de micro-algues, « viandes » végétales...)

Performance des sites

- **Performance des sites de transformation** : l'industrie agroalimentaire investit massivement dans l'Usine 4.0 pour assurer compétitivité-prix, qualité et sécurité des productions. Un fort enjeu de productivité et de flexibilité (variété produits, petites et moyennes séries...) qui repose sur l'organisation des lignes de production et l'optimisation de la chaîne logistique. Les consommateurs poussent de plus en plus un redimensionnement local des supply chains (essor des circuits courts).
- **La révolution numérique**, impactant l'ensemble des briques fonctionnelles des entreprises : Déploiement de progiciels de gestion intégrée (ERP), outils de gestion de la relation-client (CRM), outils de gestion de projets... pour renforcer l'agilité des organisations ; enjeux autour de la connectivité des usines de production avec leur environnement (clients, fournisseurs, prestataires transport / logistique...), capacité à piloter l'activité par la demande (production à « flux tendu ») ; développement de systèmes de traçabilité de plus en plus performants, intégration d'outils connectés permettant d'enregistrer l'ensemble des opérations effectuées sur toute la chaîne de production...

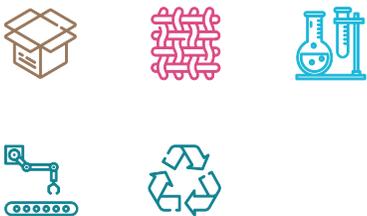


Marché client alimentaire

Impacts pour l'interindustrie en Auvergne-Rhône-Alpes

ENJEUX	INTENSITÉ DE L'IMPACT SUR L'INTERINDUSTRIE (+ À +++)
Alimentation durable	++
Evolution des attentes des consommateurs : 4 modèles	+
Performance des sites	+++

BRANCHES LES PLUS IMPACTEES



- Les objectifs volontaristes de réduction des émissions et de décarbonation mais également la réponse aux évolutions des attentes clients (personnalisation des produits, petites séries...) vont engendrer le **besoin d'équipements plus performants dans les usines** favorisant les activités de fabrication de machines et d'équipements, mais également les industries électriques et électroniques (installation de capteurs...)
- La **gestion plus responsable des emballages** impacte non seulement les acteurs du recyclage mais également les producteurs de matériaux alternatifs (notamment l'Industrie papier carton). La branche des plastiques et composites est également directement touchée par ces évolutions et conduits des travaux sur la durabilité des produits proposés et les plastiques à base de matériaux recyclés
- L'obligation pour les grandes surfaces de consacrer une part des rayons à la vente en vrac limite plus encore l'utilisation d'emballages et aura des répercussions sur l'ensemble des acteurs de l'emballage alimentaire. Enfin la mise en place de services de consigne et de recyclage au sein des magasins pourrait impacter à terme les industriels spécialistes du recyclage.
- La promotion d'une **alimentation favorable à la santé** engendre des évolutions dans les industries chimiques, pour proposer des traitements peu nocifs, voire issus de produits biosourcés.

Détail des pictogrammes en annexes



Marché client défense

Données clefs

DONNÉES NATIONALES



Marché français estimé à 59 Mds € de chiffre d'affaires en 2023
En 2023, la France représentait 11% des ventes d'armes au niveau mondial, derrière les États-Unis (42%) et juste devant la Russie



Evolution activité (source SIPRI)
Les exportations d'armes ont augmenté de 47 % entre la période 2014-2018 et la période 2019-2023

La balance commerciale de la France sur les matériels de guerre est passée de 5,6Mds€ en 2015 à 10,2Mds€ en 2021. En 2022, les entreprises françaises ont vendu pour 26 milliards d'euros d'armes. L'année 2023 est plus "normale" avec 8,2 milliards de ventes réalisées



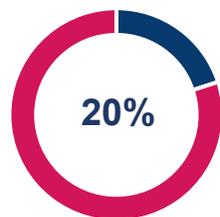
La base industrielle et technologique de défense (BITD) fait travailler 200 000 salariés

SPÉCIFICITÉS RÉGIONALES

- Près de 500 PME impliquées dans les secteurs Défense, Sécurité & Sûreté se concentrent en Rhône-Alpes, avec des expertises très diversifiées, un savoir technologique élevé, autant dans les hautes technologies (nanotechnologies, biotech, optronique...) qu'en sous-traitance industrielle (mécano-soudure, électronique, usinage grande précision, etc.).
- Des acteurs de la recherche avec le CEA, le CNRS...
- le Cluster EDEN (European Defense Economic Network) est présent en Auvergne Rhône-Alpes ; il a été créé en 2008 par 6 entrepreneurs rhônalpins souhaitant unir leurs compétences et leurs atouts pour développer leurs activités dans les secteurs très spécifiques de la Défense, de la Sécurité et de la Sûreté.

EXEMPLES D'ENTREPRISES RÉGIONALES ADRESSANT CE MARCHÉ

PART DES ETABLISSEMENTS REGIONAUX INTERVENANT POUR CE MARCHÉ



3 BRANCHES LES PLUS DÉPENDANTES DE CE MARCHÉ CLIENT

1

Métallurgie -
Aéronautique et spatial
89% *

2

Métallurgie - Autres
activités
26%

3

Métallurgie -
Mécanique
27%

* Clef de lecture : 89% des établissements de la catégorie « Métallurgie - Aéronautique et spatial » adressent le marché de la défense



Marché client défense

Enjeux prospectifs

Instabilité géopolitique mondiale et hausse de la demande

- La guerre en Ukraine et plus largement le climat d'instabilité géopolitique mondial conduit de nombreux pays à se doter d'équipements de défense plus performants et accroît le marché. Le positionnement de la France sur ce marché constitue un atout. Parmi les principaux acteurs français, on trouve Thales, spécialisé dans les satellites dans le civil et qui propose des outils de communication militaire pour sa branche défense, mais aussi Dassault Aviation, un acteur historique présent depuis 1929, qui a produit de nombreux avions de chasse comme le Mirage ou le Rafale. La compagnie transnationale Airbus est également un acteur majeur de l'armement en France via son département Defense and Space, spécialisé dans les avions de guerre et les drones. Le chiffre d'affaires de cette division s'élevait à 11 milliards d'euros en 2022.
- La croissance de marché annuelle est estimée à 4,01 % entre 2023 et 2033

Innovations technologiques

- Le marché de la défense propose une diversité de produits, avec toutefois la prédominance d'équipement aéronautique : Sur l'année 2022, le secteur aéronautique représente 65 % des prises de commande, celui des missiles et équipements, environ 14 %
- Le secteur est très innovant et notamment :
 - Systèmes autonomes et robots militaire pour la logistique et le soutien opérationnel, le déminage... Les systèmes autonomes et semi-autonomes, comme les drones et les véhicules sans pilote, deviennent plus courants
 - Travail sur les matériaux avancés : composites et nanomatériaux plus légers et résistants, technologies de camouflage
 - Technologies de propulsion pour des moteurs hypersoniques, des systèmes de propulsion électrique...
 - Technologies de surveillance : radars haute résolution, reconnaissance, drone de surveillance
 - IA : pour l'analyse de données, la reconnaissance de modèles, la prise de décision en temps réel...
 - Technologie de guerre électronique et cyberdéfense : systèmes de brouillage et de contre-mesures électroniques, protection contre les cyberattaques (intégrant IA et blockchain...)...

Recomposition de la concurrence mondiale

- La demande française est portée à court terme par la hausse de la demande mais également l'effondrement des fournisseurs russes (l'industrie russe alimentant prioritairement son armée).
- Cependant, de nouveaux concurrents apparaissent. Dans son "Rapport au Parlement sur les exportations d'armement en 2023", le ministère des Armées s'alarme de l'émergence de pays comme la Chine, la Corée du Sud ou la Turquie, "*lesquels bénéficient d'une montée en gamme de leurs produits et d'un contrôle export désinhibé*". Ainsi, les différents modèles de drones turcs Bayraktar concurrencent les modèles occidentaux. Sur le sol européen, la Pologne a lancé une ambitieuse politique de réarmement en nouant avec la Corée du Sud un contrat estimé à 22 milliards d'euros pour s'équiper en obusiers mécanisés, chars et avions de chasse.



Marché client défense

Impacts pour l'interindustrie en Auvergne-Rhône-Alpes

ENJEUX	INTENSITÉ DE L'IMPACT SUR L'INTERINDUSTRIE (+ À +++)
Instabilité géopolitique mondiale et hausse de la demande	+++
Innovations technologiques	+++
Recomposition de la concurrence mondiale	+++

- Les secteurs qui adressent le marché de la défense bénéficient d'une demande à la hausse qui devrait le conforter dans les années à venir. Cette hausse va s'accompagner de développement de capacité de production et d'investissement dans des équipements plus performants.
- Dans le même temps, face à l'évolution des besoins et à la hausse de la concurrence mondiale, les industries qui adressent le secteur de la défense doivent innover, qu'il s'agisse de nouveaux matériaux, de propulsion de véhicules autonomes, d'intégration et de programmation d'outils d'IA dans les équipements...

BRANCHES LES PLUS IMPACTÉES



Détail des pictogrammes en annexes



Les marchés clients des établissements de l'interindustrie en Auvergne-Rhône-Alpes :

Des dynamiques différenciées, les défis de l'interindustrie pour répondre à leurs enjeux prospectifs (1/2)

Marché client	Tendance d'évolution quantitative	Facteurs d'évolution	Intensité de l'impact sur l'interindustrie	Branches de l'interindustrie impactées
Bâtiment et travaux publics	↗ marché de la rénovation ↘ marché du neuf 2023 et 2024, hausse de la rénovation qui ne compense pas la baisse du neuf	Baisse de l'activité du bâtiment (neuf)	+++	
		Intégration des enjeux de développement durable	+++	
		Réalisation de bâtiment et ville intelligents	++	
		Nouveaux outils et modes de construction	+	
Automobile	↘	Baisse de la demande de véhicules neufs et évolution vers des véhicules électriques ou hybrides	+++	
		Réduction de l'impact environnemental des véhicules	+++	
		Véhicules autonomes et partagés	+	
		Industrie 4.0	+	
Santé - Dispositifs médicaux	↗	Hausse des besoins de soins (vieillesse, maladies chroniques...)	+++	
		Innovations technologiques liées à l'usage du numérique	+++	
		Règlementations accrues	+	
		Digitalisation et sécurisation des données	++	
Luxe	↗	Marché en croissance et image de la France dans l'univers du luxe	+++	
		Innovations digitales et nouveau mode de shopping	+	
		Transition RSE : recyclage, seconde main et transparence	++	



Les marchés clients des établissements de l'interindustrie en Auvergne-Rhône-Alpes :

Des dynamiques différenciées, les défis de l'interindustrie pour répondre à leurs enjeux prospectifs (2/2)

Synthèse des éléments présentés en partie 6.2

Marché client	Tendance d'évolution quantitative	Enjeux prospectifs	Intensité de l'impact sur l'interindustrie	Branches de l'interindustrie impactées
Aéronautique et spatial	↗	Hausse de la demande	+++	  
		Avion bas carbone	+++	  
		Connectivité, IoT et IA	+++	   
		Développement de la concurrence sur le secteur spatial	+	   
Alimentaire	→	Alimentation durable	++	  
		Evolution des attentes des consommateurs : 4 modèles	+	  
		Performance des sites	+++	 
Défense	↗	Instabilité géopolitique mondiale et hausse de la demande	+++	 
		Innovations technologiques	+++	 
		Recomposition de la concurrence mondiale	+++	 

- Deux des marchés fortement adressés par les établissements de l'interindustrie connaissent une tendance à la baisse (BTP et automobile), mais ils connaissent en parallèle des évolutions importantes qui constituent des enjeux et des opportunités de développement.
- Les autres principaux marchés sur lesquels les établissements de l'interindustrie sont positionnés connaissent plutôt une tendance à la hausse d'activité et nécessitent également des innovations importantes mobilisant l'interindustrie.



04

04. Enjeux prospectifs de l'interindustrie

4.1. Identification des marchés clients

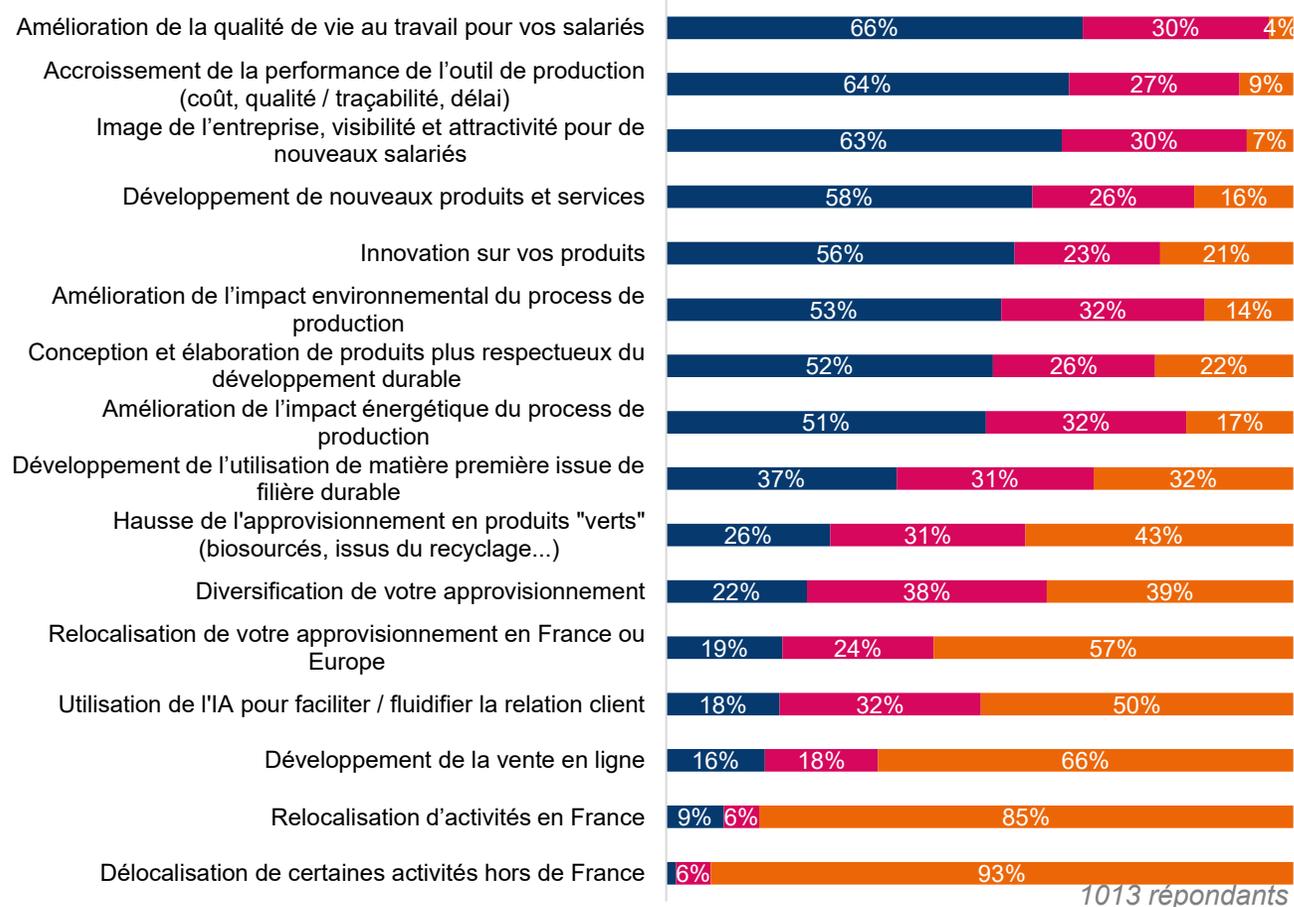
4.2. Tendances prospectives des marchés

4.3. Enjeux des entreprises

Les priorités stratégiques

Priorités stratégiques des établissements à moyen terme (3 ans)

Sources : Recueil données terrain ; retraitement Katalyse



■ Priorité forte ■ Priorité moyenne ■ Pas une priorité

1013 répondants

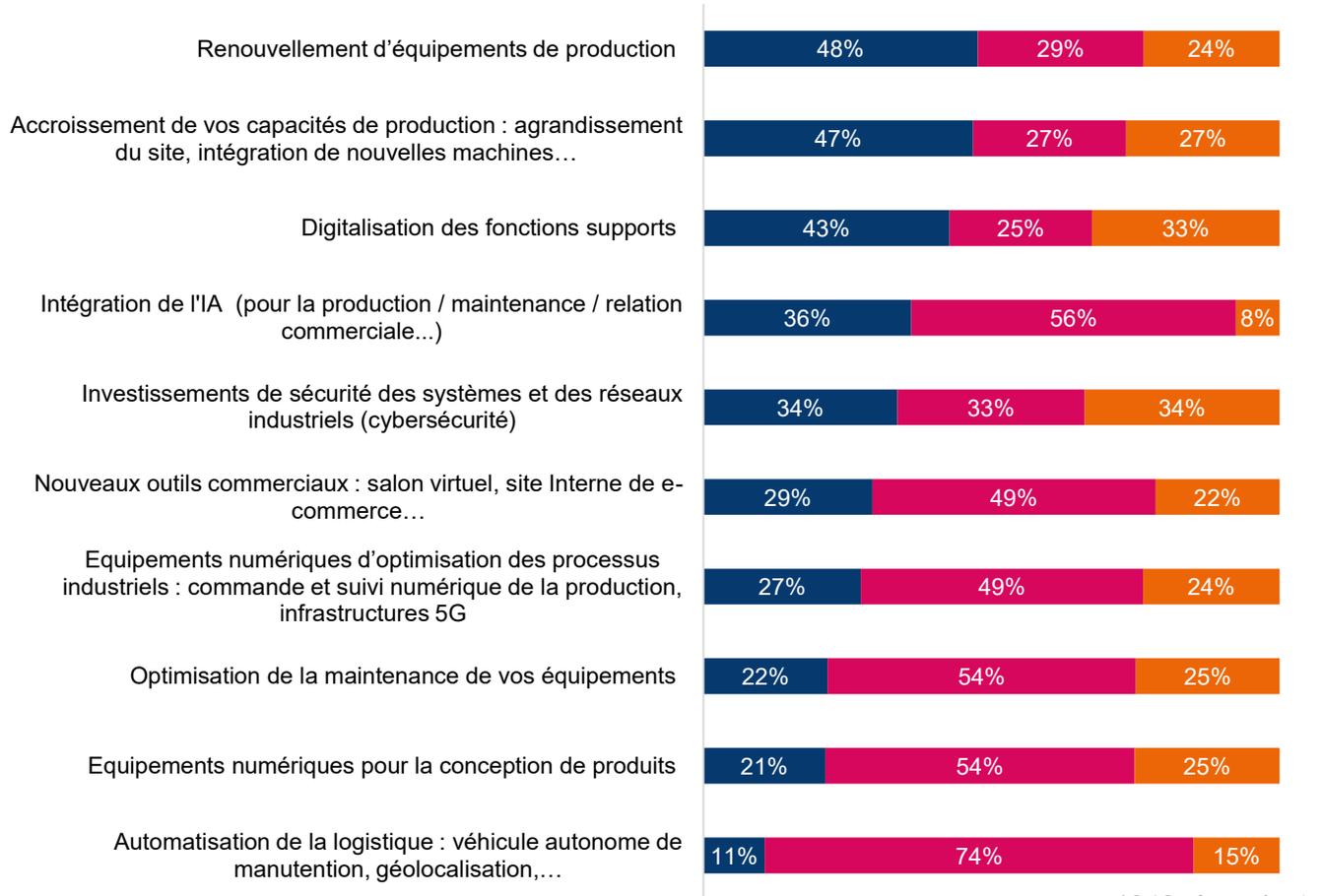
- L'analyse des priorités stratégiques des entreprises à moyen terme révèle plusieurs grands axes, mettant en lumière les enjeux majeurs auxquels elles font face.
- **Des priorités majeures qui restent autour de la performance des outils de production et l'innovation sur les produits**
 - L'amélioration de la performance de l'outil de production (coût, qualité, traçabilité, délai) est mise en avant par 64 % des entreprises comme une priorité forte. Ce besoin d'optimisation reflète des enjeux de compétitivité et d'efficacité dans un contexte de pression accrue sur les coûts et les délais.
 - L'amélioration de l'impact énergétique du process de production est une priorité forte pour 53% des établissements, un taux important à mettre au regard de l'enjeu de réduction du coût énergétique des entreprises.
 - L'innovation sur les produits et le développement de nouveaux produits/services sont également au cœur des stratégies (56 % et 58 %, respectivement), soulignant l'importance d'une capacité à se renouveler pour répondre aux évolutions des marchés.
- **La mise en place d'actions favorisant l'attractivité et la fidélisation des salariés apparaît** comme une priorité forte pour une majorité d'entreprises, une sensibilité à ces sujets d'autant plus marquée que les entreprises ont connu de fortes tensions au recrutement
 - Avec 66 % des répondants identifiant l'amélioration de la qualité de vie au travail comme une priorité forte, cette thématique apparaît comme un enjeu clé. Elle reflète la volonté des entreprises de répondre aux attentes croissantes des salariés en termes de bien-être, d'équilibre vie professionnelle/vie personnelle et d'environnement de travail et ainsi de gagner en attractivité.
 - L'image de l'entreprise joue également un rôle crucial, avec 63 % des établissements considérant cet aspect comme une priorité forte. Cela souligne l'importance d'attirer de nouveaux talents dans un marché du travail compétitif.
- **La prise en compte des enjeux environnementaux dans les processus et les produits industriels**
 - Les entreprises accordent une attention croissante à l'impact environnemental et énergétique de leur production. 53 % des répondants priorisent l'amélioration des processus environnementaux, tandis que 51 % se concentrent sur les aspects énergétiques. Ces données témoignent d'une volonté de répondre aux attentes sociétales et réglementaires en matière de développement durable.



Les projets d'investissement

Projets d'investissement à 3 ans

Sources : Recueil données terrain ; traitement Katalyse



1046 répondants

■ Investissement prévu dans les 3 ans ■ Pas d'investissement prévu ■ Investissement déjà réalisé, je suis opérationnel

- 3 grands axes de priorités ressortent : La modernisation des équipements de production et la digitalisation.
- **La modernisation et l'accroissement des équipements de production :**
 - Le renouvellement des équipements de production arrive en tête des priorités avec 48 % des entreprises prévoyant un investissement dans ce domaine. Ces investissements répondent à l'enjeu d'amélioration de la performance de l'outil industriel.
 - Les entreprises modernisent leurs équipements de production : 27% envisagent à 3 ans l'investissement dans des équipements numériques d'optimisation des processus par exemple.
 - L'accroissement des capacités de production, incluant l'agrandissement de sites ou l'intégration de nouvelles machines, est également un enjeu majeur pour 47 % des répondants. Cette priorité reflète une volonté d'expansion pour répondre à une **demande croissante ou pour diversifier les activités**.
- **La transformation numérique et l'intégration de l'IA :**
 - La digitalisation des fonctions supports est prévue par 43 % des entreprises, tandis que l'intégration de l'intelligence artificielle (IA), mentionnée par 36 % des entreprises. Cela montre une volonté d'explorer des solutions innovantes pour améliorer l'efficacité et la réactivité des opérations.
 - Les investissements en cybersécurité, considérés par 34 % des entreprises, illustrent une préoccupation croissante face aux risques liés à cette numérisation.
- D'autres priorités apparaissent avec une importance moindre :
 - Les nouveaux outils commerciaux (29 %), ainsi que les équipements numériques pour optimiser les processus industriels, (27 %). Ce constat peut refléter une phase encore exploratoire de ces technologies ou une difficulté d'accès pour certaines entreprises.



05

01. Introduction
02. Eléments de cadrage régional
03. Portrait de l'interindustrie eu Auvergne Rhône-Alpes
04. Enjeux prospectifs de l'interindustrie
- 05. Besoins en recrutement**
06. Besoins en formation
07. Bilan d'adéquation de l'offre de formation aux besoins

05

05. Besoins en recrutement

5.1. Rappel des évolutions passées

5.2. Besoins actuels et tensions

5.3. Besoins en recrutement à 2030

Les projets de recrutement dans la production industrielle (hors agroalimentaire)

24 860 projets de recrutement en 2024

- **24 860 projets de recrutement** dans la production industrielle en Auvergne Rhône-Alpes en 2024 dont **61,7 % sont jugés difficiles**
- L'ensemble des secteurs* de l'interindustrie ont des besoins de recrutement importants comme l'indique le graphique ci-contre.
- Les **3 premiers secteurs*** rassemblent **54 % des besoins** de recrutement :
 - **Métallurgie et produits métalliques (20 %) :**
5 020 projets, dont 16 % localisés en Haute-Savoie
69 % sont jugés difficiles
 - **Autres industries manufacturières (17 %) :**
4 290 projets, dont 28% localisés dans le Rhône
70 % sont jugés difficiles
 - **Équipement électrique, électronique, informatique, machines (14 %) :**
4 240 projets, dont 35% localisés dans l'Isère
63 % sont jugés difficiles

Répartition des besoins en main d'œuvre estimée pour 2022 de la production industrielle (hors IAA)

Source : BMO Pôle Emploi ; retraitement Katalyse



* Les secteurs sont des regroupements de codes APE

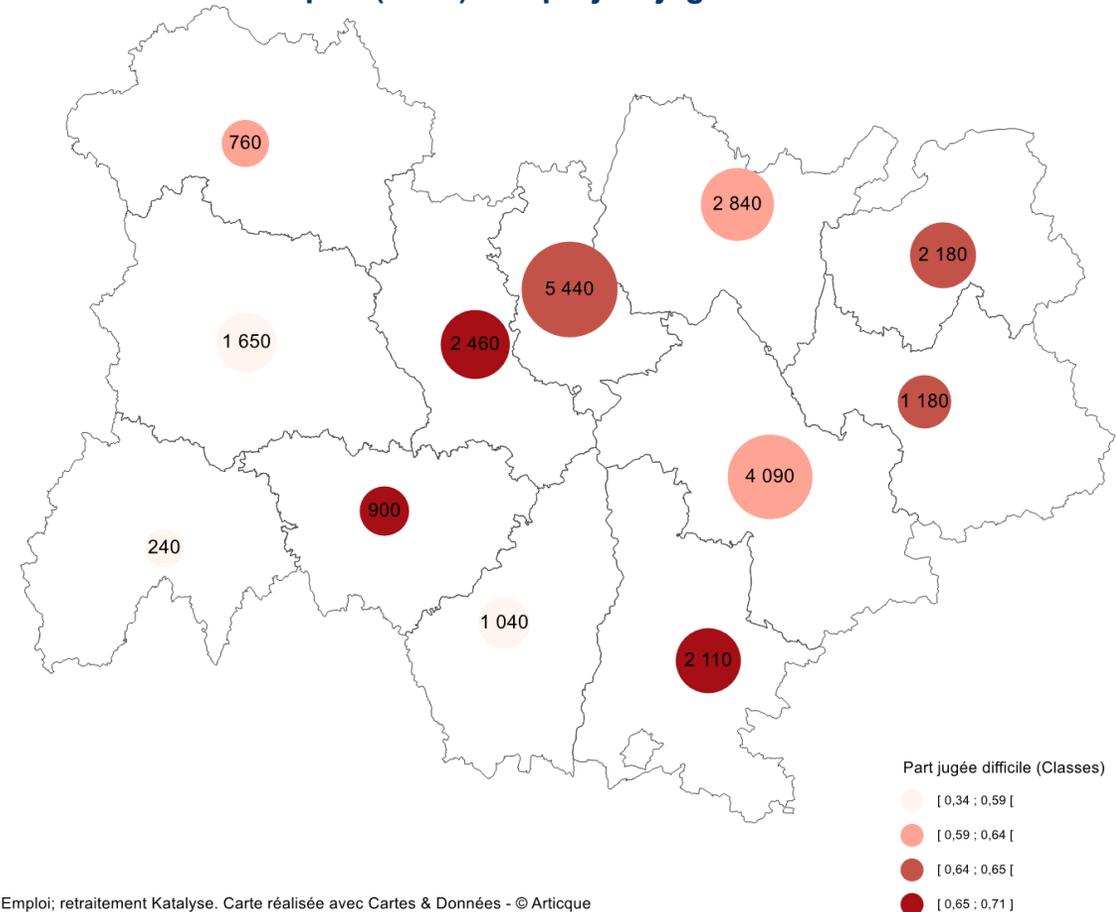


Répartition géographique des projets de recrutement de l'industrie (hors agroalimentaire)

Trois départements concentrent 48% des besoins en main d'œuvre

- **Trois départements concentrent 48 % des besoins** en main d'œuvre de la région Auvergne Rhône-Alpes, un chiffre cohérent avec leur poids dans les établissements de l'interindustrie (53%) :
 - Le Rhône pèse à lui seul 22% des besoins en recrutement (et 26% des établissements de l'interindustrie) ;
 - Le département de l'Isère arrive en 2^{ème} position avec 16% des besoins, ce qui correspond exactement à sa part dans les établissements de l'interindustrie.
 - Le département de la Loire suit avec 10% des besoins (pour une même part des établissements de l'interindustrie).
- **Un niveau de tension élevé** : en moyenne, 61,7% des recrutements sont jugés difficiles.
 - La **Loire** et la **Haute-Loire** sont les 2 départements affichant les tensions les plus marquées, avec respectivement 69,9% et 71,1% de projets jugés difficiles.
- Le **travail du bois, le papier et l'imprimerie (70,9%)**, la **métallurgie (69,3%)** ainsi que **les autres industries manufacturières (69,9%)** sont les 3 secteurs industriels pour lesquels les difficultés de recrutement sont les plus marquées

Répartition par département des besoins en recrutement dans la production industrielle (hors agroalimentaire) en 2024 et part (en %) des projets jugés difficiles



Source : BMO Pôle Emploi; retraitement Katalyse. Carte réalisée avec Cartes & Données - © Artique



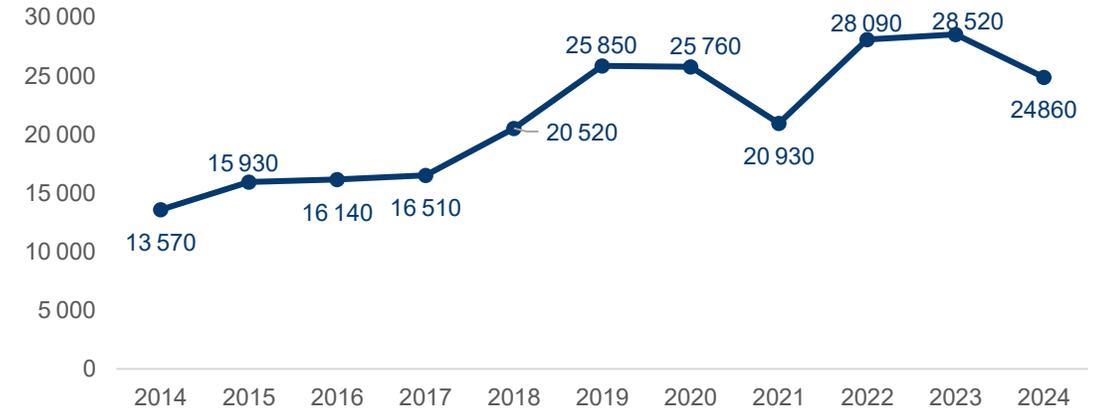
Evolution du nombre de recrutements

Des besoins de recrutement multipliés par 2 en 10 ans

- **Augmentation de 83% des projets de recrutement** depuis 2014 (contre 93% en France)
- Après 2 années stables entre 2015 et 2017, **les besoins en recrutement de l'interindustrie ont bondi de 56%** pour atteindre un premier pic en 2019 (même constat pour l'ensemble du territoire Français : 61%)
- On observe une **baisse des projets de recrutements en 2020 et 2021**, liée à la prudence des entreprises dans le contexte de la crise sanitaire du Covid-19.
- En 2023, les besoins en recrutements connaissent leur apogée, avec **28 520 projets de recrutement**.
 - Cette année marque la fin d'une augmentation de 110% des projets de recrutement en 10 ans, majoritairement portée par les **matériels de transport** (+303%), la **métallurgie** (+168%) et le **textile, l'habillement, le cuir et les chaussures** (+178%).
- L'année 2024 marque en revanche une **forte baisse des projets de recrutement** (-13% en 1 an). En effet, les entreprises ont surmonté l'affront COVID et font face à la crise économique.
- Le nombre de projets de recrutement est donc aujourd'hui à la même valeur qu'en 2019, en AURA comme en France.

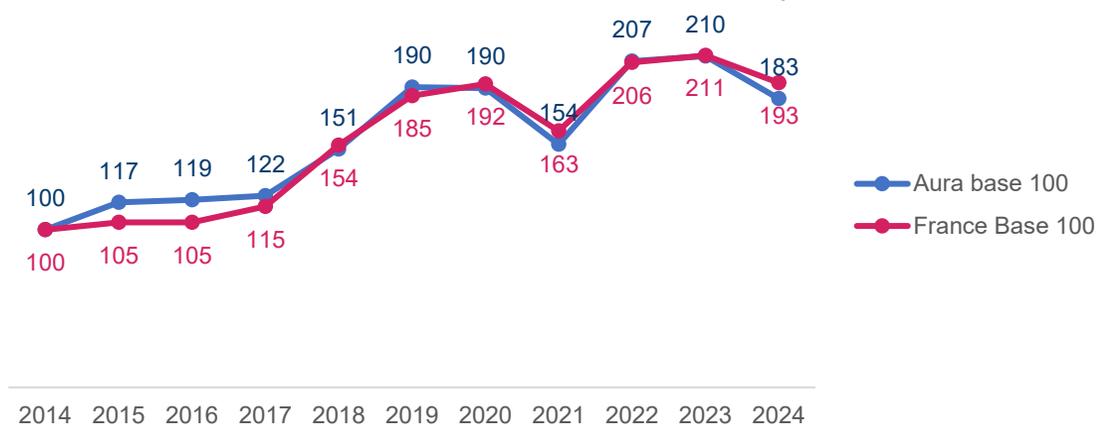
Évolution du nombre de recrutements dans la production industrielle (hors IAA) entre 2014 et 2024

Source : BMO France Travail ; retraitement Katalyse



Évolution du nombre de recrutements dans la production industrielle (hors IAA) en France et en AURA (base 100) entre 2014 et 2024

Source : BMO France Travail ; retraitement Katalyse



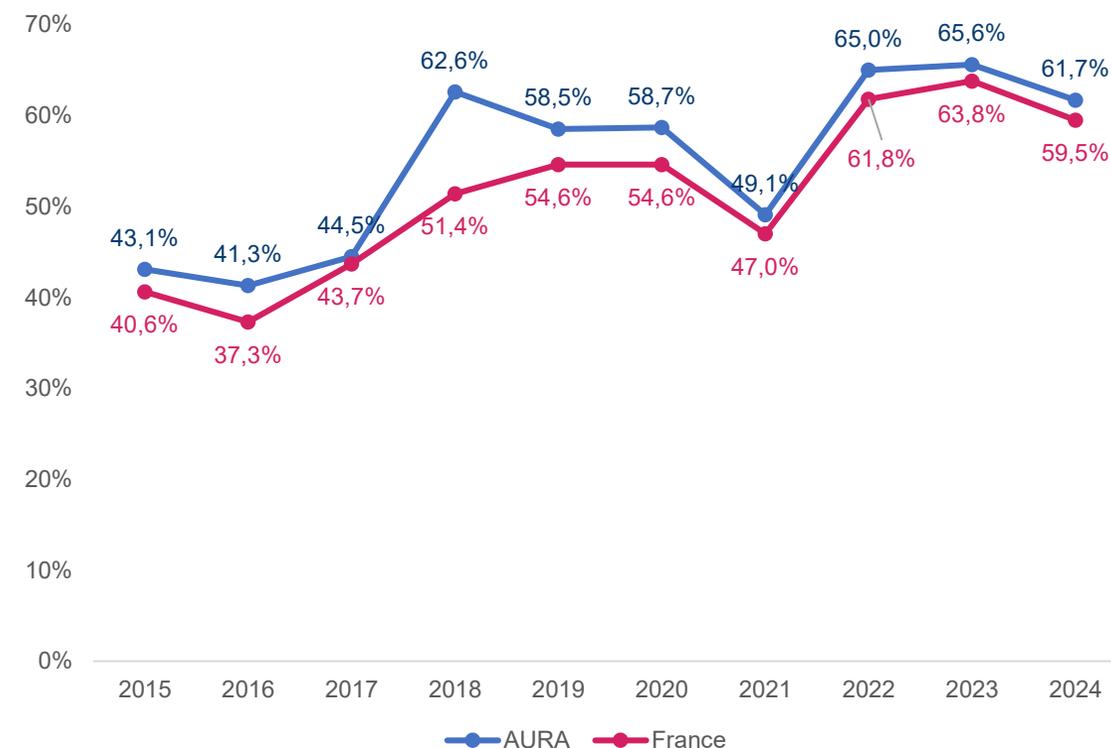
Evolution de la part des recrutements jugés difficiles 2014-2024

Hausse de 17 points des difficultés de recrutement entre 2015 et 2024

- **61,7% des recrutements sont jugés difficiles**, enregistrant une hausse de 17 points entre 2015 et 2024. En comparaison, en France, 59,5% des recrutements jugés difficiles, soit 18,9% de plus qu'en 2015
- Après un léger recul en 2021, **les tensions bondissent à nouveau en 2022** de près de 16 pts (15 pts sur l'ensemble du territoire français).
 - Cette hausse touche principalement les secteurs du **matériel de transport** (+31 pts), du **travail du bois, du papier et de l'imprimerie** (+23 pts) et des **Industries extractives, énergie & gestion des déchets** (+17 pts).
 - Les secteurs les moins impactés par cette hausse sont ceux du **caoutchouc, du plastique et des minéraux non métalliques** (6,1%) et du **textile, de l'habillement du cuir et des chaussures** (9,3%).
- Depuis 2022, **les tensions restent à peu près stables**, malgré une faible baisse entre 2023 et 2024, suivant une tendance post covid similaire à celle des besoins en recrutement

Évolution de la part des recrutements jugés difficiles dans la production industrielle (hors IAA) entre 2015 et 2024

Source : BMO France Travail ; retraitement Katalyse



Des projets de recrutement axés majoritairement vers des métiers assez peu qualifiés

Les 10 métiers possédant le plus de projets de recrutement en 2024

Source : BMO France Travail

Métier	Projets de recrutement
Ouvriers peu qualifiés des industries chimiques et plastiques	1 160
Ouvriers qualifiés en conduite d'équipement d'usinage	1 110
Ouvriers de l'électricité et de l'électronique	1 040
Ouvriers qualifiés en ajustement, montage et assemblage mécanique	980
Ouvriers peu qualifiés en conduite d'équipement d'usinage	890
Ouvriers de la maintenance générale et mécanique	880
Soudeurs	820
Ouvriers, techniciens et agents de maîtrise en traitement du cuir	770
Ouvriers en chaudronnerie et tôlerie	730
Techniciens du contrôle qualité	700

Les 10 métiers à la plus forte part de recrutements jugés difficiles en 2024 (parmi les métiers ayant au moins 100 projets de recrutement)

Source : BMO France Travail

Métier	Projets de recrutement	Part jugée difficile
Ouvriers de l'industrie verrière, céramique et matériaux de construction	150	100,00%
Pharmaciens	100	100,00%
Ouvriers, techniciens et agents de maîtrise de l'habillement	260	96,20%
Artisans et ouvriers artisanaux	380	92,10%
Ouvriers qualifiés des industries chimiques et plastiques	460	89,10%
Techniciens et agents de maîtrise en installation et maintenance en froid et conditionnement d'air	240	87,50%
Tuyauteurs	150	86,70%
Ouvriers qualifiés en conduite d'équipement d'usinage	1 110	83,80%
Régleurs	240	83,30%
Ouvriers de la maintenance générale et mécanique	880	83,00%

- 10 métiers avec le plus de projets de recrutement correspondant à **des métiers ouvriers, assez peu qualifiés.**
- **2 métiers présents dans les 2 top 10 :**
 - Les ouvriers qualifiés en conduite d'équipement d'usinage : 1 110 projets de recrutement, 83,8% jugés difficiles
 - Les ouvriers de la maintenance générale et mécanique : 880 projets de recrutement, 83,0% jugés difficiles
- 2 métiers pour lesquels les projets de recrutement sont systématiquement difficiles :
 - Les Ouvriers de l'industrie verrière, céramique et des matériaux de construction : 150 projets de recrutement
 - Les pharmaciens : 100 projets de recrutement



05

05. Besoins en recrutement

5.1. Rappel des évolutions passées

5.2. Besoins actuels et tensions

5.3. Besoins en recrutement à 2030

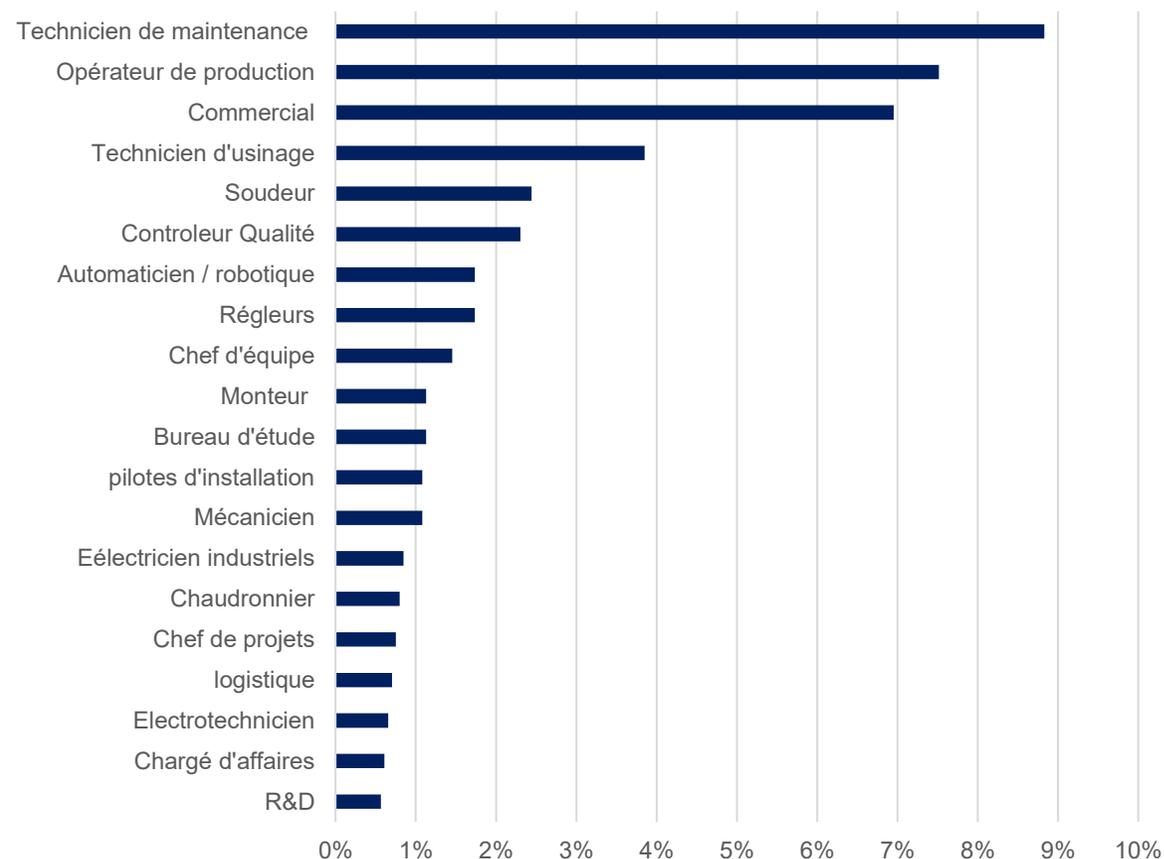
Les métiers sur lesquels portent les recrutements en 2024-2025

Les métiers les plus recherchés

- 85% des établissements ont au moins un recrutement engagé pour 2024-2025. Les établissements ayant prévu de recruter ont en moyenne 2 recrutements prévus.
- Il existe une très grande diversité de métiers recherchés, avec plus de 700 intitulés de métiers différents malgré un travail de regroupement.
- Quelques métiers assez largement partagés ont une occurrence plus forte (technicien de maintenance, technicien d'usinage, soudeur...). A noter toutefois que parmi les principaux métiers cités, certains auront des réalités très différentes et nécessiteront des profils spécifiques selon les secteurs. C'est le cas notamment de l'opérateur de production ou du commercial.
- Les métiers avec une occurrence plus faible se retrouvent plutôt dans les branches ayant un plus faible effectif (on retrouve ainsi des métiers de l'industrie textile comme tricoteur...) ou des métiers très spécifiques (technicien mesure physique, plieur régleur, chaudronnier Inox...).
- L'ensemble des recrutements sont jugés difficiles, en particulier pour les métiers industriels (moins de difficultés sur des fonctions supports).

Métiers sur lesquels des recrutements sont engagés pour 2024-2025 : les 20 métiers les plus cités

Sources : Recueil données terrain ; retraitement Katalyse



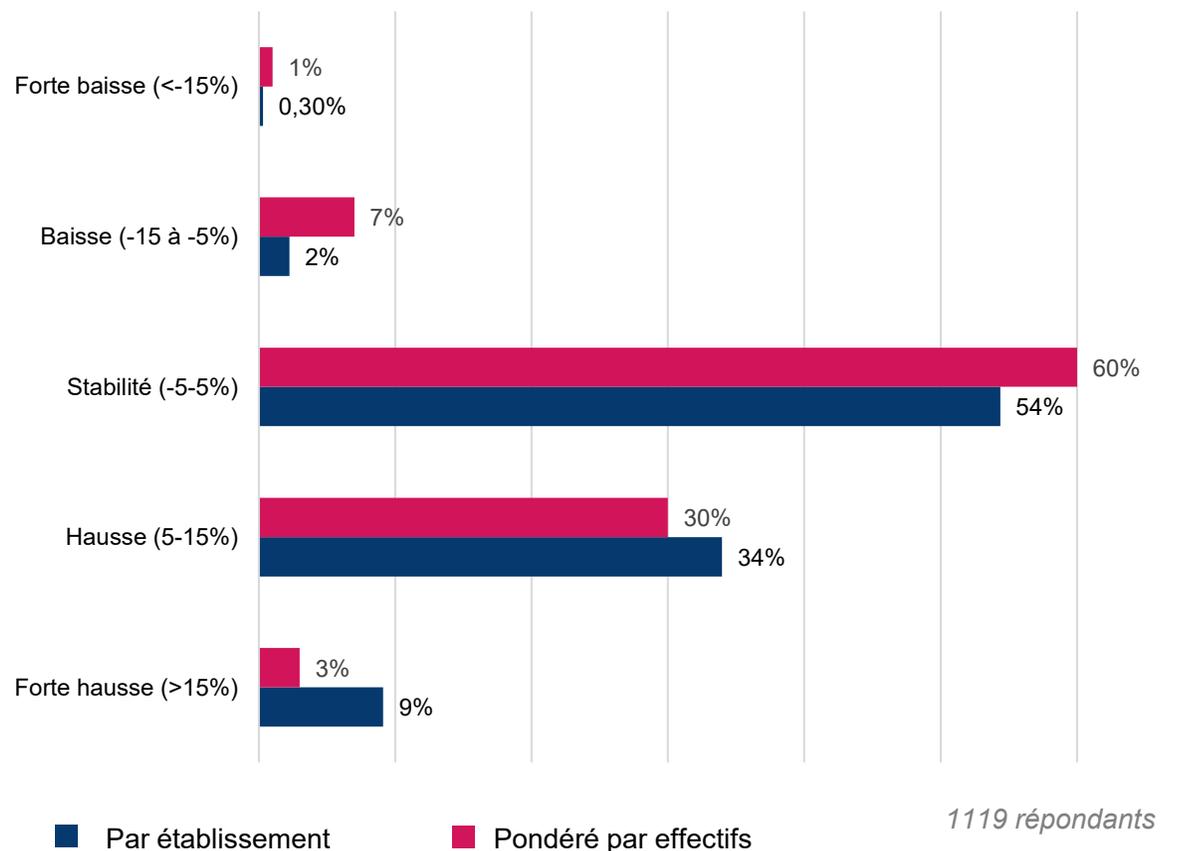
1099 répondants



Evolution envisagée des effectifs à 3 ans

Évolution de l'effectif de l'établissement à 3 ans

Sources : Recueil données terrain ; retraitement Katalyse



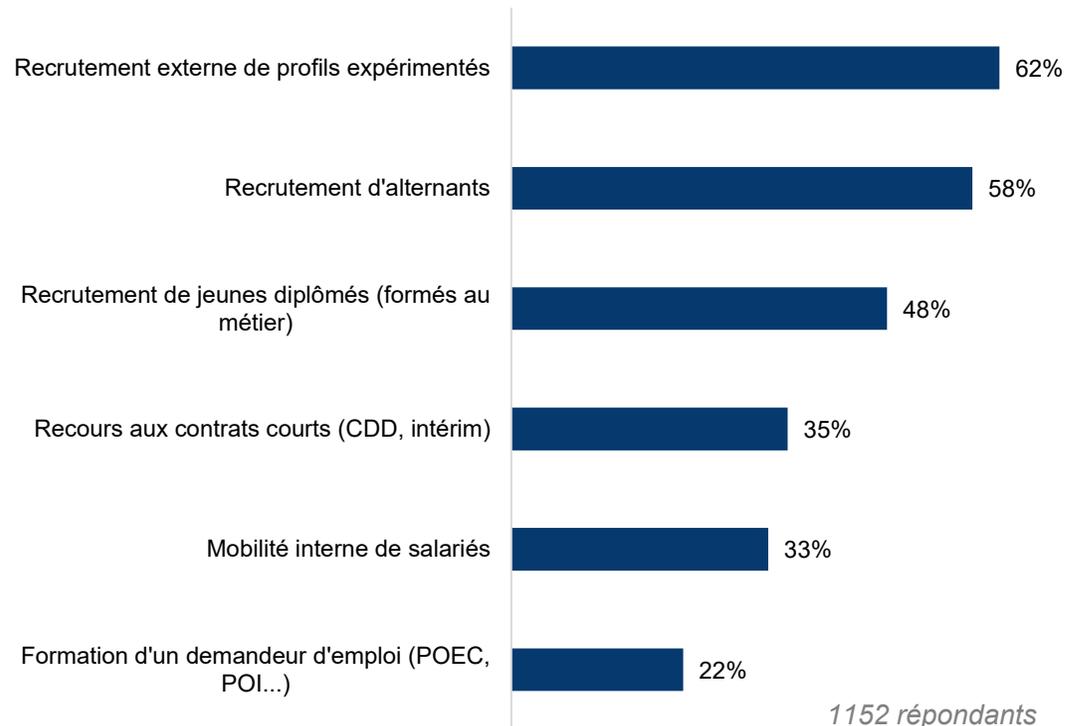
Au global la perception des entreprises est plutôt optimiste quant à l'évolution de leur activité et de leurs effectifs salariés, avec toutefois des évolutions contrastées :

- **Une stabilité prédominante** : Plus de la moitié des répondants (54 %) représentant 60% des effectifs anticipent une stabilité des effectifs à 3 ans, reflétant une situation globalement équilibrée.
- 43 % des répondants représentant 33% des effectifs prévoient une hausse des effectifs, traduisant une **dynamique de croissance**.
 - Les établissements qui envisagent une forte hausse (>15% sont à 90% des établissements de moins de 50 salariés
 - Parmi les établissements qui envisagent une hausse des effectifs, on retrouve une diversité de branche avec une prédominance d'établissements de la métallurgie et notamment en électrique, électronique et numérique et en autres activités
- Seuls 2 % des établissements envisagent une légère baisse des effectifs, et seulement 0,3% prévoient une forte baisse.
 - Les établissements qui prévoient une baisse sont peu nombreux mais avec des effectifs plutôt importants, ainsi en poids d'effectifs ils ne sont plus 2,3% mais 8%
 - Les établissements qui prévoient une baisse indiquent qu'ils ont déjà des baisses de chiffre d'affaires.
 - En poids d'effectifs, on retrouve essentiellement des établissements des industries textiles et de l'industrie automobile qui font face à un contexte difficile.

Modalités de recrutements envisagés

Modalités envisagées pour les recrutements prévus

Sources : Recueil données terrain ; retraitement Katalyse

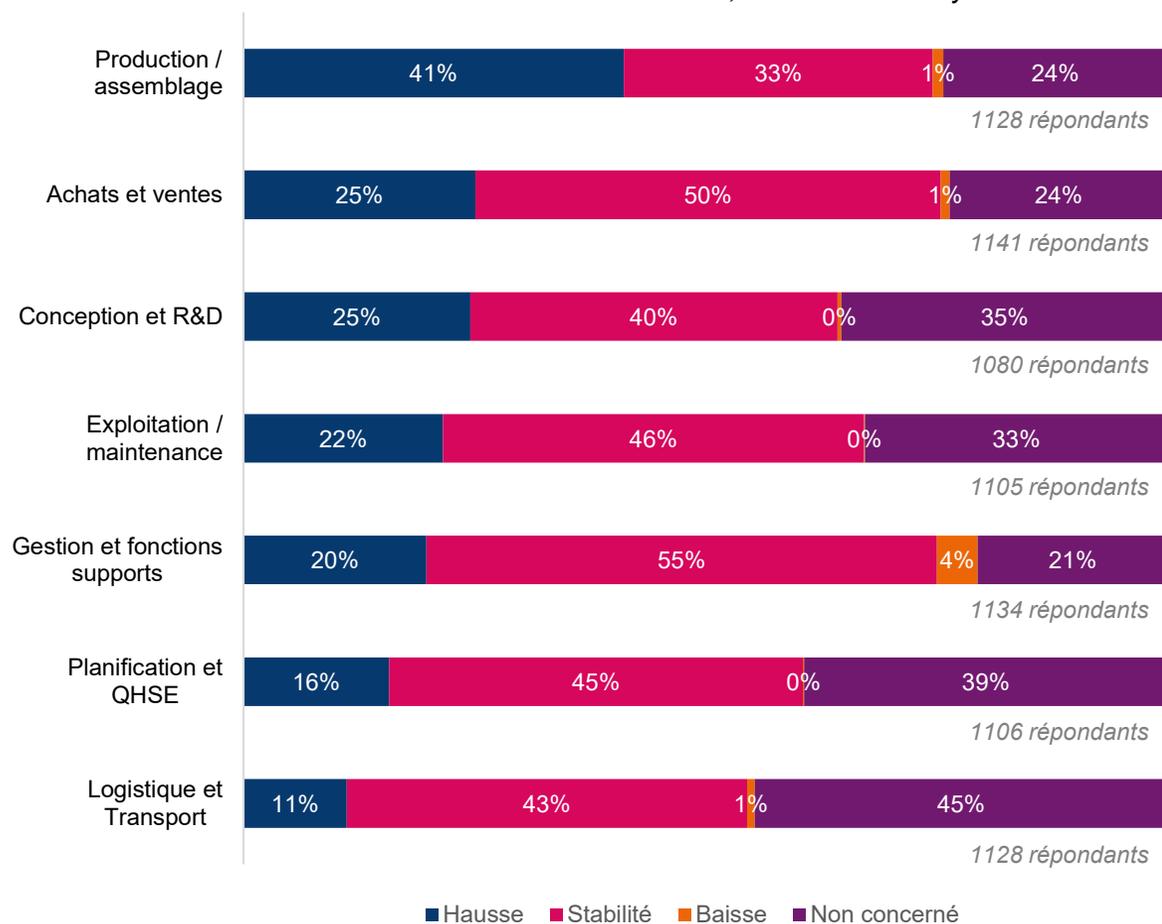


- **Priorité aux profils expérimentés et alternants :**
 - Focus sur l'expérience : Avec 62 %, le recrutement de profils expérimentés est la modalité la plus envisagée, reflétant le besoin immédiat de compétences opérationnelles.
 - Alternance, un levier clé : Le recrutement d'alternants, 58 %, est presque au même niveau que les profils expérimentés, montrant une volonté d'investir dans la formation en entreprise.
- Avec 58 % pour les alternants et 48 % pour les jeunes diplômés, les entreprises valorisent fortement les **profils issus de la formation initiale**, en combinant apprentissage pratique et savoirs académiques pour répondre à leurs besoins.
- Le recours aux contrats courts (35 %) et la mobilité interne, (33 %), **apparaissent comme des solutions complémentaires** mais ne répondant que partiellement au besoin, les établissements envisageant une hausse pérenne de leurs effectifs.

Les familles de métiers sur lesquelles les établissements industriels envisagent de recrutement à 3 ans

Évolution quantitative des familles de métiers à 3 ans

Sources : Recueil données terrain ; retraitement Katalyse



- **Les métiers de la production et assemblage concentrent les hausses d'effectifs** : Avec 41 % des répondants qui prévoient une hausse de leurs effectifs, ce domaine reflète une dynamique forte, portée par l'investissement dans de nouvelles capacités industrielles.
- La plupart des répondants prévoient **une stabilité dans leurs effectifs**, avec des taux atteignant jusqu'à 55 %, reflétant un besoin de continuité dans la majorité des métiers industriels.
- **3 familles de métiers affichent des augmentations notables** : Les métiers de la conception et R&D (25 %), les achats et ventes (25 %) et l'exploitation/maintenance (22 %), témoignant de leur rôle stratégique dans le développement industriel.
- **Une quasi-absence de baisse** : Seuls 4% des répondants envisagent une baisse des effectifs pour la famille « Gestions et fonctions supports ». Toutes les autres familles affichent moins de 1 % de prévision de baisse, traduisant un climat globalement optimiste pour l'emploi industriel.

05

05. Besoins en recrutement

5.1. Rappel des évolutions passées

5.2. Besoins actuels et tensions

5.3. Besoins en recrutement à 2030

Note méthodologique

Estimation des besoins de recrutements dans l'interindustrie régionale à 2030



- Evolution de la production par activités entre 2023 et 2030 (sources : Oxford Economics, ensemble des activités hors métallurgie ; Observatoire de la Métallurgie)
- Evolution des gains de productivité (sources : France Stratégie ; Observatoire de la Métallurgie)
- Modélisation de la répartition des effectifs salariés par familles de métiers en 2030 à partir de l'outil Impactt RH Katalyse

- Estimation des départs potentiels à la retraite à 2030 (source : données INSEE DSN 2021)
- Hypothèse : départ potentiel à partir de 64 ans
- Estimation des mouvements de main d'œuvre (hors départs à la retraite)
- (source : DARES, périmètre interindustriel, total départs de contrats CDI constatés en 2023 – hors départs à la retraite –)



⁽¹⁾L'estimation des départs anticipés intègre les départs en retraites, les mobilités extra-branches ainsi que les mobilités intrabranches

TCAM⁽²⁾ : taux de croissance annuel moyen



Note méthodologique

Présentation des hypothèses

- Des hypothèses identiques pour les deux scénarios

- Les hypothèses **d'évolution de production par activité** (en TCAM 2024 – 2030, sources : Oxford Economics, Observatoire de la Métallurgie) :

- Ameublement, bois, jouets et puériculture : - 0,56 % / an
- Caoutchouc : 0
- Plasturgie, Nautisme et Composites : + 2,12 % / an
- Chimie : + 1,83 % / an
- Energies et services énergétiques : + 1,46 % / an
- Industries créatives et culturelles : - 4,11 % / an
- Industries Pétrolières : - 1,37 % / an
- Matériaux pour la construction : + 1,18 % / an
- Intersecteur Papier Carton : + 0,28% / an
- Industries pharmaceutiques : + 1,71 % / an
- Métallurgie et Recyclage : + 1,7% / an

- Les hypothèses de départs :

- Estimation du nombre de salariés dans l'interindustrie en région Auvergne-Rhône-Alpes : **479 750 salariés en 2023**
- Hypothèse d'une **légère évolution quant à la répartition** des effectifs par famille de métiers en 2030 par rapport à 2023

- Des hypothèses différenciées sur l'évolution des gains de productivité :



Scénario 1 : **pas de gains de productivité** (hors métallurgie)

- Pourquoi ce scénario : décrochage constaté des gains de productivité en Europe et en France depuis 2020 (hors période Covid une productivité qui a chuté de 5 points entre 2019 et 2021 avec une stabilité depuis). Les éléments expliquant cette baisse perdurent : structure de l'emploi (dont alternants), ralentissement généralisé de la productivité en Europe, des phénomènes sectoriels de rétention liés à des problématiques d'approvisionnement (le contexte géopolitique rendant ces phénomènes plus fréquents)
- Gains de productivité dans la métallurgie estimés par l'Observatoire de la métallurgie à 1,7%, similaire à la hausse de l'activité



Scénario 2 : **gains de productivité dans les activités en croissance**, 1,2 % / an (source : INSEE, gains de productivité constatés entre 2010 et 2019)

- Pourquoi ce scénario : reprise des gains de productivité observés dans l'industrie ante-covid ; hypothèse qui a été reprise dans les travaux conduits pour l'analyse prospective de la métallurgie (avec des hypothèses allant de 1,1 à 2% par an)

- Un **scénario 1 privilégié** et paraissant plus pertinent dans le contexte Auvergne-Rhône-Alpes : dans un contexte de hausse de l'activité et de l'emploi, des entreprises de l'interindustrie qui ont connu des difficultés de recrutement qui ont parfois freiné leur développement faute de salariés d'où peu d'effet de rétention (maintien des effectifs alors que l'activité diminue).

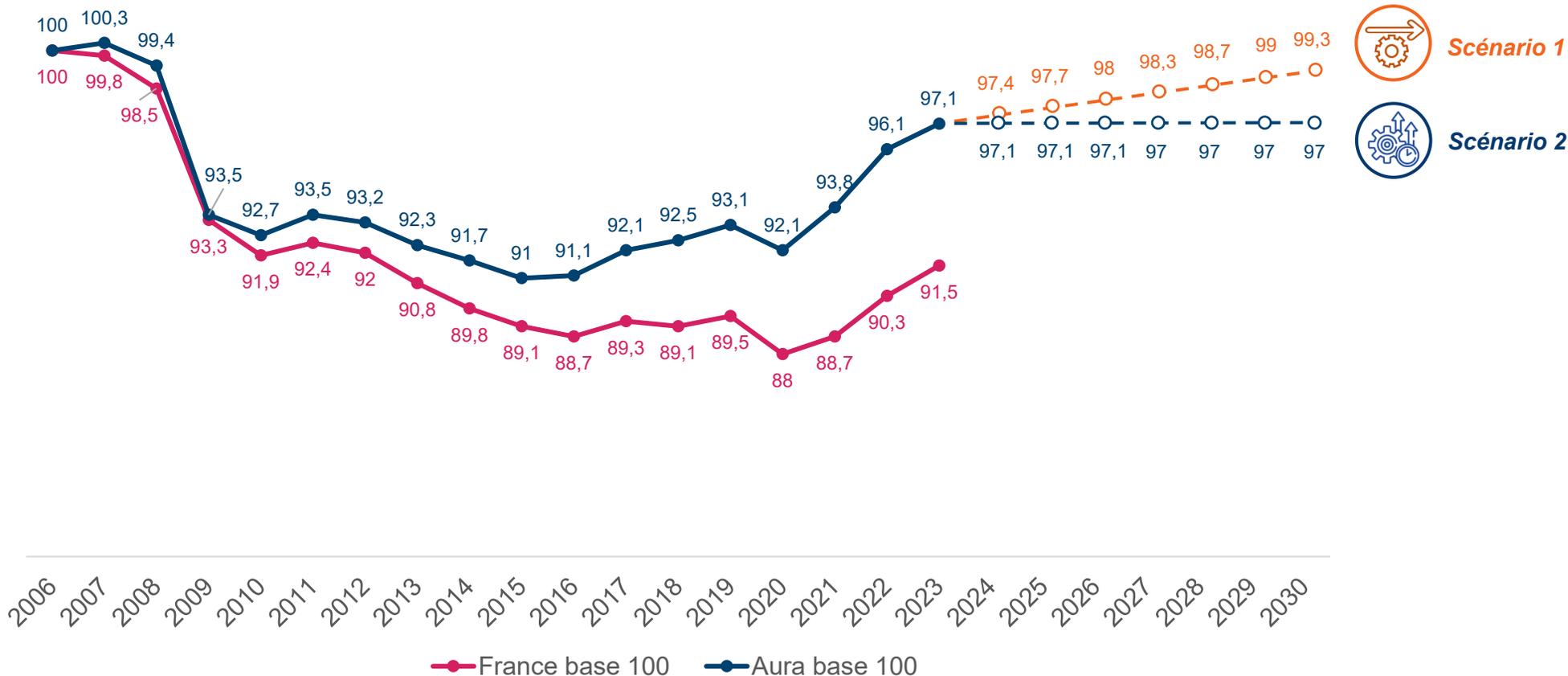
Évolution des effectifs salariés dans l'interindustrie régionale à 2030

Accroissement des effectifs salariés pour toutes les familles de métiers sur la période

Total 2023 : 479 750
 Total 2030 : 490 540 (S1)
 Total 2030 : 479 330 (S2)

Évolution des effectifs de l'interindustrie à horizon 2030 par famille de métiers (niveau 2)

Sources : Panorama Interindustrie Auvergne Rhône-Alpes (données 2023), estimations Katalyse de l'évolution à 2030 (prévisions Oxford Economics, Observatoire de la Métallurgie (croissance de la production par activités) INSEE, France Stratégie et Observatoire de la Métallurgie (gains de productivités) ; modélisation par familles de métiers Impactt RH Katalyse)



Évolution des effectifs salariés dans l'interindustrie régionale à 2030

Une évolution conditionnée aux gains de productivité observés dans l'interindustrie régionale

Évolution des effectifs de l'interindustrie à horizon 2030 au total et par familles de métiers (niveau 1)

Sources : Panorama Interindustrie Auvergne Rhône-Alpes (données 2023), estimations Katalyse de l'évolution à 2030 (prévisions Oxford Economics, Observatoire de la Métallurgie (croissance de la production par activités) INSEE, France Stratégie et Observatoire de la Métallurgie (gains de productivités) ; modélisation par familles de métiers Impactk RH Katalyse)



Scénario 1 : pas de gains de productivité (hors métallurgie)



Scénario 2 : gains de productivité dans les branches en croissance



- Planification et QHSE
- Logistique et transport
- Achats et Ventes
- Conception et R&D
- Exploitation et Maintenance
- Gestion et Fonctions supports
- Production et assemblage



Besoins de nouveaux entrants dans l'interindustrie régionale à 2030

Besoins de nouveaux entrants particulièrement importants dans la famille Production et assemblage



Scénario 1

$$\begin{array}{l}
 \text{Besoins de recrutements dans} \\
 \text{l'interindustrie en Auvergne Rhône-} \\
 \text{Alpes à 2030}
 \end{array}
 =
 \begin{array}{l}
 \text{Évolution des effectifs salariés} \\
 \text{dans l'interindustrie régionale} \\
 \text{[2023-2030]}
 \end{array}
 +
 \begin{array}{l}
 \text{Nombre de départs anticipés} \\
 \text{dans l'interindustrie régionale} \\
 \text{à 2030}
 \end{array}$$

⚠ Départs anticipés intégrant les mobilités intrabranches

	Effectif salarié 2023	Effectif salarié 2030	Accroissement emploi 2023-2030	1			2		Besoins annuels moyens de recrutements dans l'interindustrie régionale entre 2023 et 2030
				Nombre total de départs anticipés dans l'interindustrie régionale à 2030	Dont départs à la retraite	Dont autres mobilités	Besoin total de nouveaux entrants dans l'interindustrie régionale à 2030		
TOTAL	479 750	490 540	10 790	382 580	63 530	319 050	393 370	~ 56 200	
Production et Assemblage	182 310	183 950	1 640	144 920	23 680	121 240	146 560	~ 20 940	
Gestion et Fonctions supports	76 760	78 490	1 730	63 030	11 980	51 050	64 760	~ 9 250	
Exploitation et Maintenance	52 770	53 960	1 190	41 310	6 220	35 090	42 500	~ 6 070	
Conception et R&D	52 770	56 410	3 640	40 690	5 600	35 090	44 330	~ 6 330	
Achats et Ventes	57 560	58 870	1 310	46 040	7 760	38 280	47 350	~ 6 760	
Logistique et Transport	28 790	29 430	640	23 720	4 570	19 150	24 360	~ 3 480	
Planification et QHSE	28 790	29 430	640	22 870	3 720	19 150	23 510	~ 3 360	

Sources : Observatoire OPCO 2i (données 2023), estimations Katalyse de l'évolution à 2030 (prévisions Oxford Economics, Observatoire de la métallurgie et France Stratégie; modélisation Impactt RH Katalyse)

- Besoins de recrutements dans les métiers de la **Production et Assemblage** résultant d'un **nombre important de départs anticipés** dans l'interindustrie régionale entre 2023 et 2030. Près de 23 700 personnes susceptibles de partir à la retraite sur la période et près de 121 000 départs associés aux mouvements de main d'œuvre (hors départs à la retraite).
- Besoins également importants de recrutements dans les métiers de la **Gestion et des Fonctions supports** en Auvergne Rhône-Alpes à 2030 ; besoins liés notamment à un nombre important de départs en retraite (12 000) en plus des mouvements de main d'oeuvre
- Enfin, métiers de la conception et de la R&D qui feront face au plus fort accroissement de l'emploi : 3 640 créations de postes prévues d'ici à 2030 sur ces métiers



Besoins de nouveaux entrants dans l'interindustrie régionale à 2030

Besoins de nouveaux entrants concentrés dans la famille Conception et R&D



Scénario 2

$$\begin{array}{c} \star \\ \text{1} \end{array} \quad \begin{array}{c} \text{Besoins de recrutements dans} \\ \text{l'interindustrie en Auvergne Rhône-} \\ \text{Alpes à 2030} \end{array} = \begin{array}{c} \text{Évolution des effectifs salariés} \\ \text{dans l'interindustrie régionale} \\ \text{[2023-2030]} \end{array} + \begin{array}{c} \text{2} \\ \text{Nombre de départs anticipés} \\ \text{dans l'interindustrie régionale} \\ \text{à 2030} \end{array}$$

⚠ Départs anticipés intégrant les mobilités intrabranches

	Effectif salarié 2023	Effectif salarié 2030	Baisse emploi 2023-2030	1			2		3
				Nombre total de départs anticipés dans l'interindustrie régionale à 2030	Dont départs à la retraite	Dont autres mobilités	Besoin total de nouveaux entrants dans l'interindustrie régionale à 2030	Besoins annuels moyens de recrutements dans l'interindustrie régionale entre 2023 et 2030	☆
TOTAL	479 750	479 330	- 420	382 580	63 530	319 050	382 160	~ 54 590	
Production et Assemblage	182 310	179 750	- 2 560	144 920	23 680	121 240	142 360	~ 20 340	
Gestion et Fonctions supports	76 760	76 690	- 70	63 030	11 980	51 050	62 960	~ 8 960	
Exploitation et Maintenance	52 770	52 730	- 40	41 310	6 220	35 090	41 270	~ 5 960	
Conception et R&D	52 770	55 120	+ 2 350	40 690	5 600	35 090	43 040	~ 6 150	
Achats et Ventes	57 560	57 520	- 40	46 040	7 760	38 280	46 000	~ 6 570	
Logistique et Transport	28 790	28 760	- 30	23 720	4 570	19 150	23 690	~ 3 380	
Planification et QHSE	28 790	28 760	- 30	22 870	3 720	19 150	22 840	~ 3 260	

Sources : Observatoire OPCO 2i (données 2023), estimations Katalyse de l'évolution à 2030 (prévisions Oxford Economics, Observatoire de la métallurgie et France Stratégie; modélisation Impactt RH Katalyse)

- Besoins de recrutements dans les métiers de la **Production et Assemblage** résultant d'un **nombre important de départs anticipés** dans l'interindustrie régionale entre 2023 et 2030. Près de 23 700 personnes susceptibles de partir à la retraite sur la période et près de 121 000 départs associés aux mouvements de main d'œuvre (hors départs à la retraite).
- Besoins également importants de recrutements dans les métiers de la **Gestion et des Fonctions supports** en Auvergne Rhône-Alpes à 2030 ; besoins liés notamment à un nombre important de départs en retraite (12 000) en plus des mouvements de main d'oeuvre
- Enfin, seuls les métiers de la conception et de la R&D devraient connaître un accroissement de l'emploi : 2 350 créations de postes prévues d'ici à 2030 sur ces métiers



Évolution des effectifs salariés dans l'interindustrie régionale à 2030

Accroissement des effectifs salariés pour toutes les familles de métiers sur la période

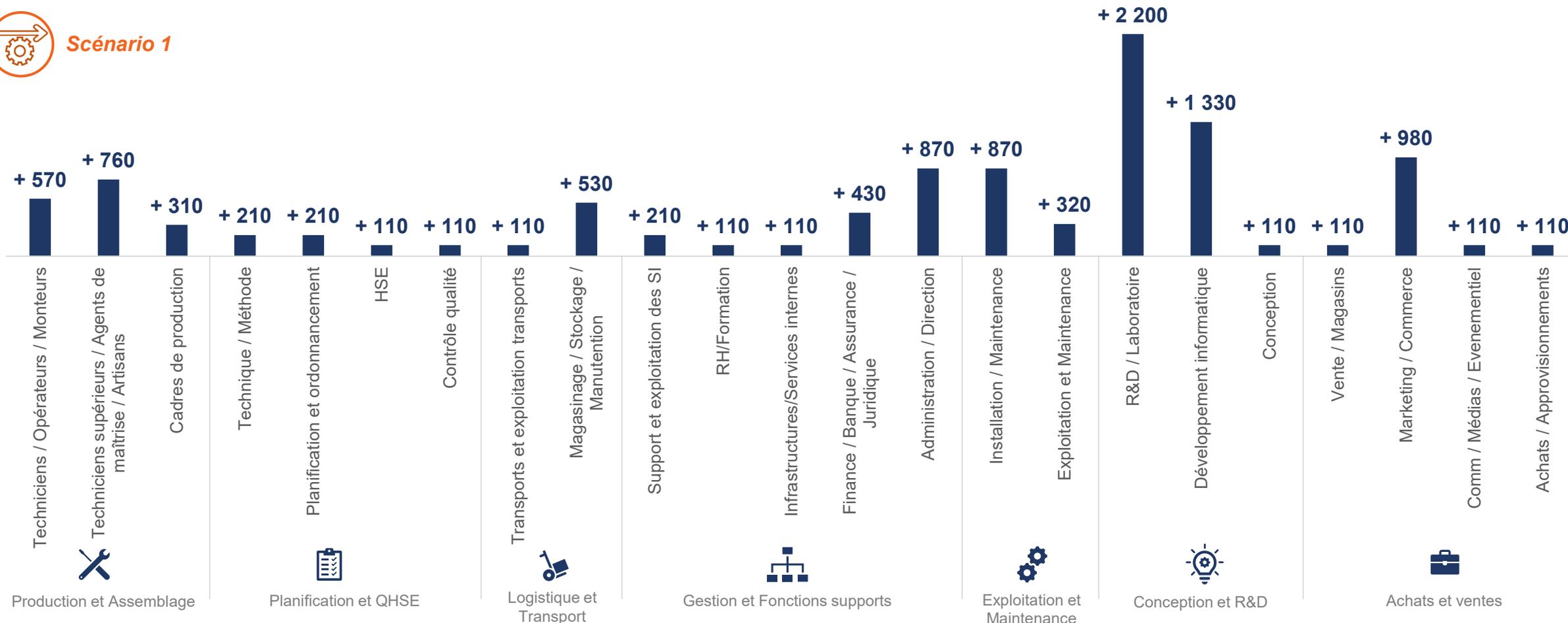
Total 2023 : 479 750
Total 2029 : 490 540

Évolution des effectifs de l'interindustrie à horizon 2030 par famille de métiers (niveau 2)

Sources : Panorama Interindustrie Auvergne Rhône-Alpes (données 2023), estimations Katalyse de l'évolution à 2030 (prévisions Oxford Economics (croissance de la production par activités, hors métallurgie), Observatoire de la Métallurgie (croissance de la production et hausse des gains de productivité dans la métallurgie) et France Stratégie (gains de productivités nuls, hors métallurgie) ; modélisation par familles de métiers Impackt RH Katalyse)



Scénario 1



Note de lecture : augmentation du nombre de techniciens supérieurs / agents de maîtrise / artisans de près de 760 personnes dans l'interindustrie en Auvergne Rhône-Alpes entre 2023 et 2030





Besoins de nouveaux entrants dans l'interindustrie régionale à 2030

Besoins qui se concentrent plus spécifiquement sur les métiers Techniciens/opérateurs/monteurs

Sources : Panorama Interindustrie Auvergne Rhône-Alpes (données 2023), estimations Katalyse de l'évolution à 2030 (prévisions Oxford Economics, Observatoire de la Métallurgie et France Stratégie; modélisation Impact RH Katalyse)

1

2

★

	Effectif salarié 2023	Effectif salarié 2030	Accroissement emploi 2023-2030	Nombre total de départs anticipés dans l'interindustrie régionale à 2030	Dont départs à la retraite	Dont autres mobilités	Besoin total de nouveaux entrants dans l'interindustrie régionale à 2030	Besoins annuels moyens de nouveaux entrants dans l'interindustrie régionale entre 2023 et 2030
TOTAL	479 750	490 540	10 790	382 580	63 530	319 050	393 370	~ 56 200
Techniciens/opérateurs/monteurs	134 330	134 900	570	106 570	17 240	89 330	107 140	~ 15 310
Techniciens supérieurs/agents de maîtrise/artisans	33 580	34 340	760	26 940	4 600	22 340	27 700	~ 3 960
Cadres de production	14 390	14 700	310	11 410	1 840	9 570	11 720	~ 1 670
Exploitation	14 390	14 710	320	10 930	1 360	9 570	11 250	~ 1 610
Installation/maintenance	38 380	39 250	870	30 380	4 860	25 520	31 250	~ 4 460
Administration/direction	38 380	39 250	870	32 320	6 790	25 530	33 190	~ 4 740
Finance/banque/assurance/juridique	19 190	19 620	430	15 570	2 810	12 760	16 000	~ 2 290
RH/formation	4 800	4 910	110	4 000	810	3 190	4 110	~ 590
Support et exploitation des SI	9 590	9 800	210	7 290	910	6 380	7 500	~ 1 070
Infrastructures/services internes	4 800	4 910	110	3 850	660	3 190	3 960	~ 570
R&D/laboratoire	43 170	45 370	2 200	33 350	4 640	28 710	35 550	~ 5 080
Conception	4 800	4 910	110	3 640	450	3 190	3 750	~ 540
Développement informatique	4 800	6 130	1 330	3 700	510	3 190	5 030	~ 720
Magasinage/stockage/manutention	23 990	24 520	530	19 740	3 780	15 960	20 270	~ 2 900
Transports et exploitation transports	4 800	4 910	110	3 980	790	3 190	4 090	~ 580
Achats/approvisionnement	4 800	4 910	110	3 740	550	3 190	3 850	~ 550
Marketing/commerce	43 180	44 160	980	34 840	6 130	28 710	35 820	~ 5 120
Communication/média/événements/publicité	4 800	4 910	110	3 560	370	3 190	3 670	~ 520
Vente/magasins	4 800	4 910	110	3 900	710	3 190	4 010	~ 570
Planification et ordonnancement	9 590	9 800	210	7 580	1 200	6 380	7 790	~ 1 110
Technique/méthode	9 590	9 800	210	7 600	1 220	6 380	7 810	~ 1 120
Contrôle qualité	4 800	4 910	110	3 860	660	3 200	3 970	~ 570
HSE	4 800	4 910	110	3 830	640	3 190	3 940	~ 560



06

01. Introduction
02. Eléments de cadrage régional
03. Portrait de l'interindustrie eu Auvergne Rhône-Alpes
04. Enjeux prospectifs de l'interindustrie
05. Besoins en recrutement
- 06. Besoins en formation**
07. Bilan d'adéquation de l'offre de formation aux besoins

06

06. Besoins en formation

6.1. Thématiques de formation envisagées pour les salariés de l'interindustrie

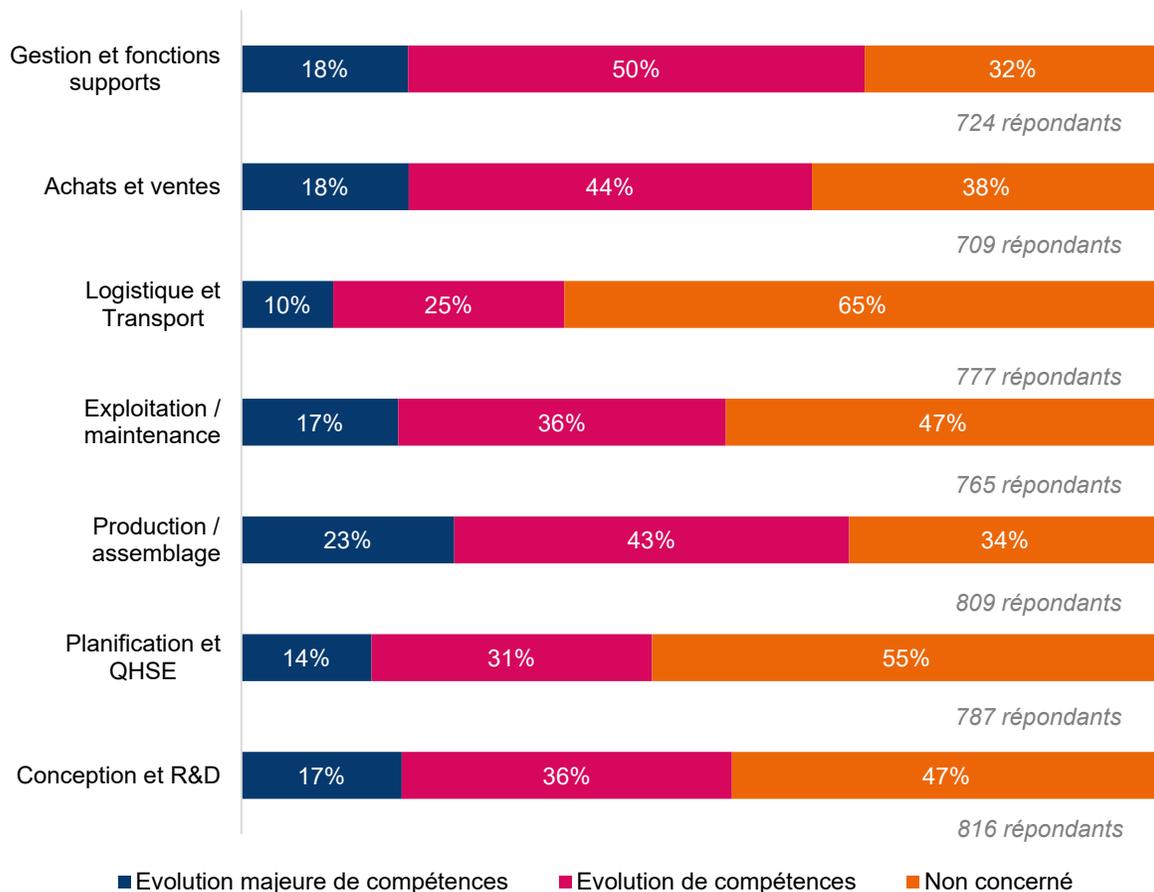
6.2. Recours des entreprises de l'interindustrie à l'alternance et localisation des alternants

Les familles de métiers qui vont le plus évoluer à 3 ans

Perception des entreprises

Évolution qualitative des familles de métiers à 3 ans

Sources : Recueil données terrain ; retraitement Katalyse



Toutes les familles de métiers vont connaître des évolutions de compétences à 3 ans selon les entreprises ; les évolutions sont toutefois plus ou moins marquées selon les familles de métiers, avec de la famille avec le plus d'évolutions attendues à celle avec le moins d'évolutions attendues :

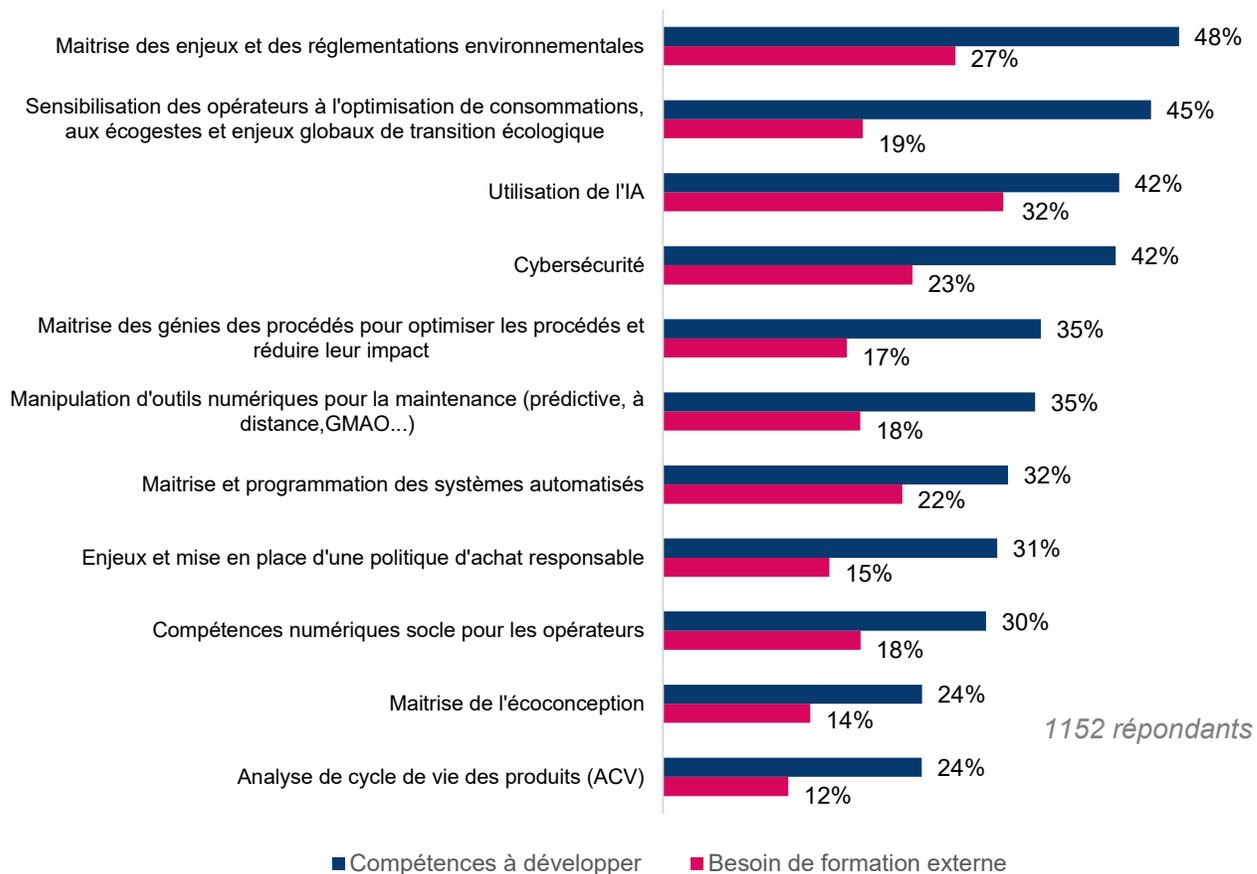
- Production/assemblage : métiers cœurs de l'industrie, ils sont amenés à se transformer en réponse aux enjeux d'évolution des process de production mais également d'évolution et innovation de produits.
- Achats/ventes : les métiers des achats sont ainsi particulièrement impactés par les enjeux de transition écologiques, qui constituent un axe stratégique majeur pour les entreprises régionales
- Fonctions supports : les métiers sont particulièrement impactés par l'usage croissant de l'Intelligence Artificielle, en partie générative qui limite les tâches à faible valeur ajoutée.
- Conception et R&D : intégration de la simulation numérique, nouveaux axes de recherche... engendrent des évolutions de compétences
- Exploitation et maintenance : ces métiers évoluent notamment du fait de l'évolution des équipements toujours plus complexes ; les outils numériques et la télémaintenance se développent également
- Planification et QHSE : les évolutions sont essentiellement liées aux évolutions réglementaires et à l'intégration croissante des sujets sociaux et environnementaux
- Logistique et transport : famille connaissant le moins d'évolution métier



Les compétences des salariés à développer à 3 ans

Compétences à développer à 3 ans et besoin de recours à la formation externe

Sources : Recueil données terrain ; retraitement Katalyse



- En termes d'évolution de compétences des salariés des entreprises de l'interindustrie, **deux thèmes principaux apparaissent** :

- Le développement durable**: Les compétences en environnement (48 %) et en éco-optimisation (45 %) dominent les besoins en compétences. Le critère d'approvisionnement responsable ne semble pas aussi préoccupant avec 31 % des répondants qui souhaitent développer cette compétence.
 - La révolution numérique** : L'IA (42 %) et la cybersécurité (35 %) s'imposent comme seconde priorité, en termes d'évolutions de compétences

- Pour ces deux tendances fortes d'évolution, de nombreux établissements envisagent de faire appel à des formations en externe. Deux thématiques notamment seront concernées par des besoins de formation externe : la maitrise des enjeux et des réglementations environnementales et l'utilisation de l'IA.



06

06. Besoins en formation

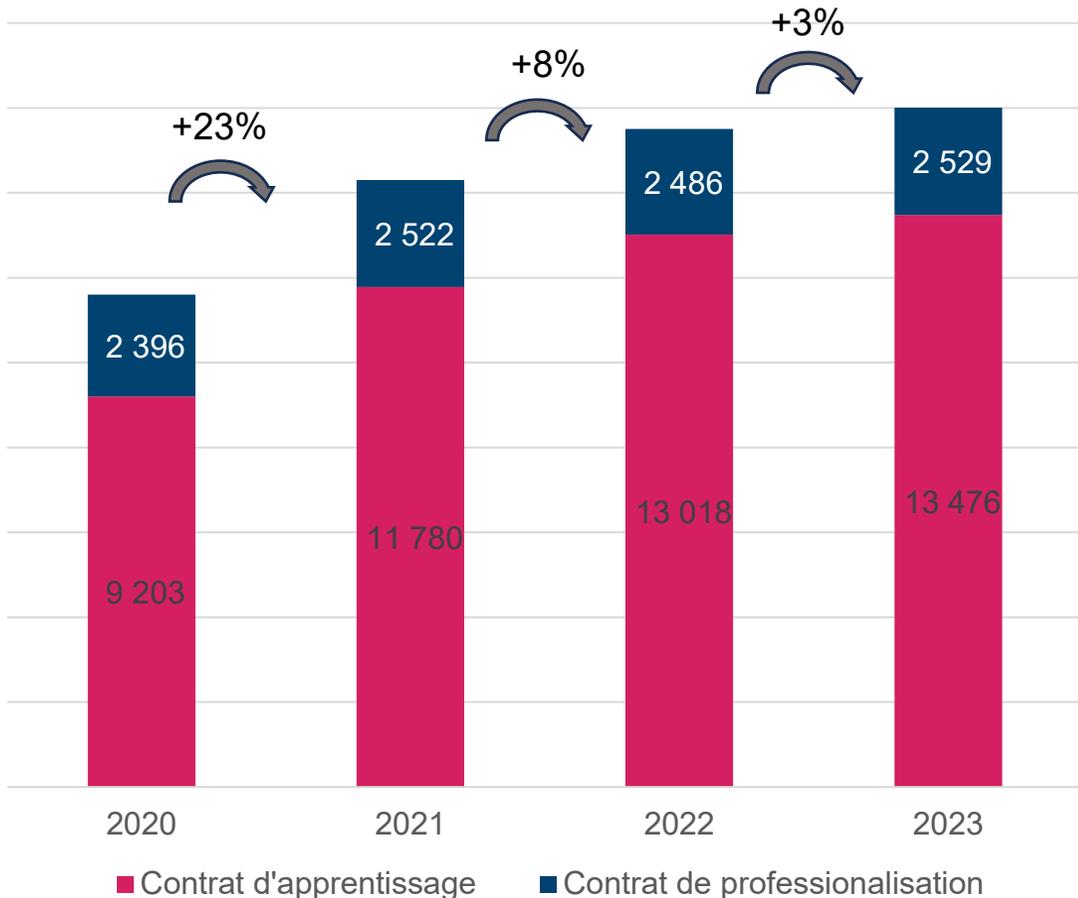
6.1. Thématiques de formation envisagées pour les salariés de l'interindustrie

6.2. Recours des entreprises de l'interindustrie à l'alternance et localisation des alternants

Hausse du nombre de nouveaux alternants dans les entreprises de l'interindustrie en Auvergne Rhône-Alpes

Evolution du nombre de nouveaux alternants des entreprises de l'interindustrie en Auvergne Rhône-Alpes par contrat en 2023

Source : données OPCO2i ; retraitement Katalyse



- En 2023, les établissements de l'interindustrie en Auvergne Rhône-Alpes accueillent **16 005 nouveaux alternants**, 13 476 en contrat d'apprentissage (84% des alternants) et 2 529 en contrat de professionnalisation (16% des alternants).
- Depuis 2020, la région, à l'image du territoire national a connu une **hausse importante du nombre de nouveaux alternants**, celui-ci s'accroissant de 8% entre 2021 et 2022 puis de 3% entre 2022 et 2023.
- **La hausse du nombre d'alternants en contrat d'apprentissage** est particulièrement marquée, favorisée par la réforme de 2018 et les aides financières à l'embauche d'apprentis.

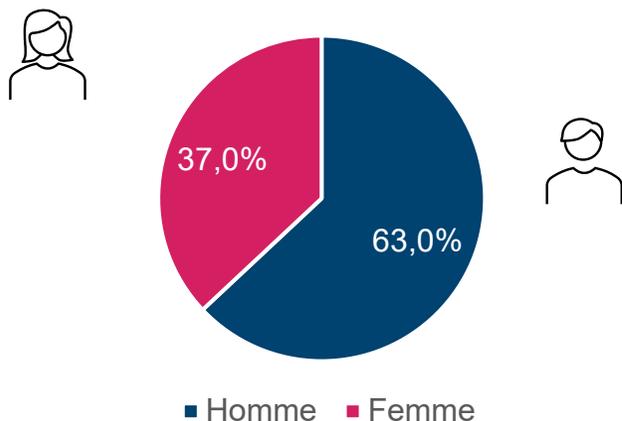


Profil des alternants en 2023

Des alternants plutôt masculins de 22 ans et plus

Répartition des nouveaux alternants des entreprises de l'interindustrie en Auvergne Rhône-Alpes par sexe en 2023

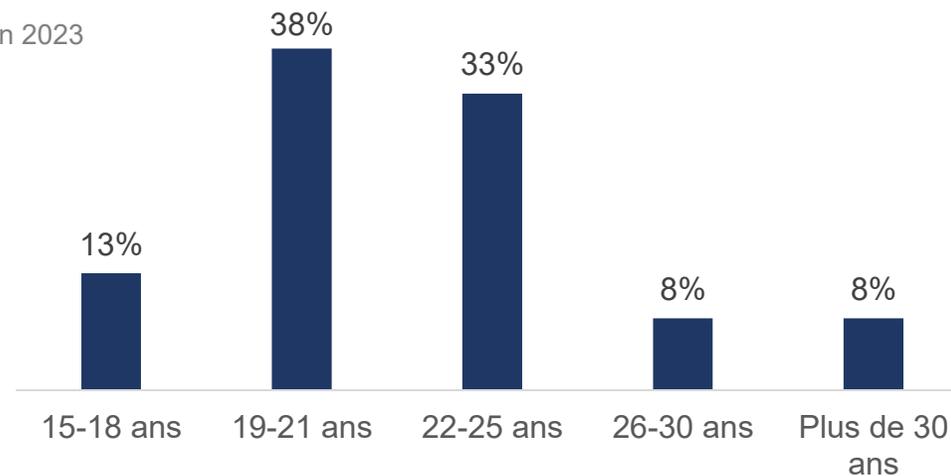
Source : données OPCO2i ; retraitement Katalyse



Total : 16 005 alternants en 2023

Répartition des nouveaux alternants des entreprises de l'interindustrie en Auvergne Rhône-Alpes par âge en 2023

Source : données OPCO2i ; retraitement Katalyse



- Les nouveaux alternants des entreprises de l'interindustrie en Auvergne Rhône-Alpes sont majoritairement **des hommes (63%)**. La part des hommes est toutefois inférieure à ce qu'ils représentent au sein des salariés des entreprises de l'interindustrie (70% des salariés sont des hommes).

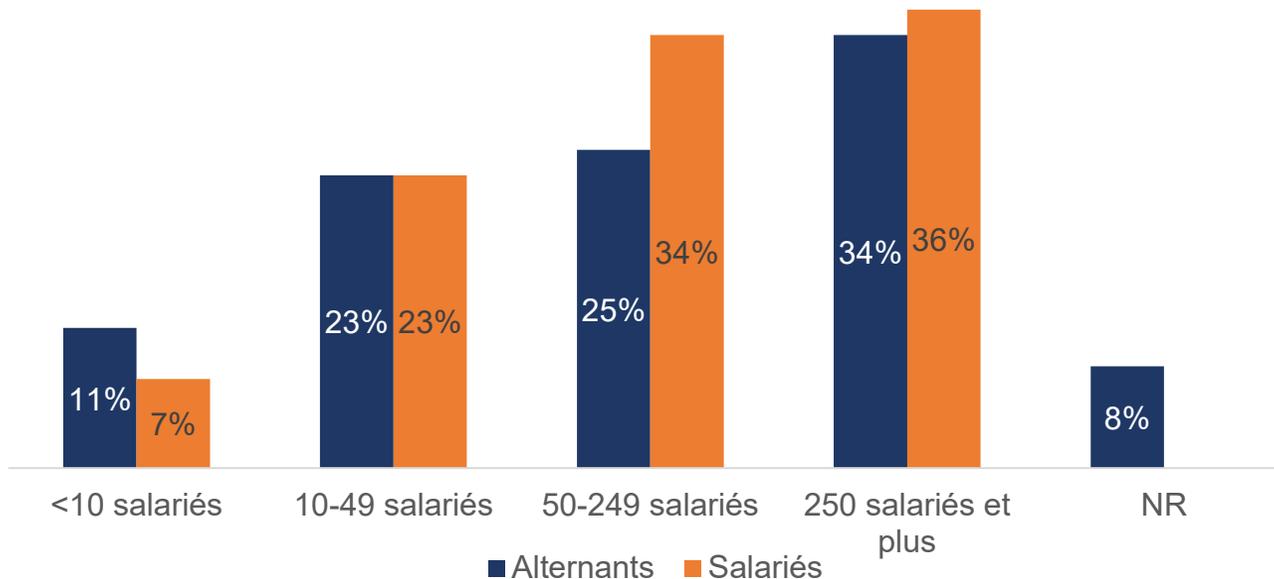
- Les alternants sont jeunes, mais on note un poids important des profils de 22 ans et plus. Ce poids est lié notamment à l'importance des alternants de niveau 7 dans les branches de l'interindustrie.

Caractéristiques des entreprises employant des alternants

Répartition par taille d'entreprises

Répartition des nouveaux alternants et des salariés des établissements de l'interindustrie en Auvergne Rhône-Alpes par tranche d'effectif en 2023

Source : données OPCO2i ; retraitement Katalyse



- La répartition des nouveaux alternants par taille d'établissements est cohérente avec la répartition des effectifs salariés par taille d'établissements.
- On note une légère surreprésentation du poids des établissements de moins de 10 salariés au regard de leur poids dans les effectifs salariés de l'interindustrie.

Caractéristiques des entreprises employant des alternants

Poids des alternants par branche professionnelle



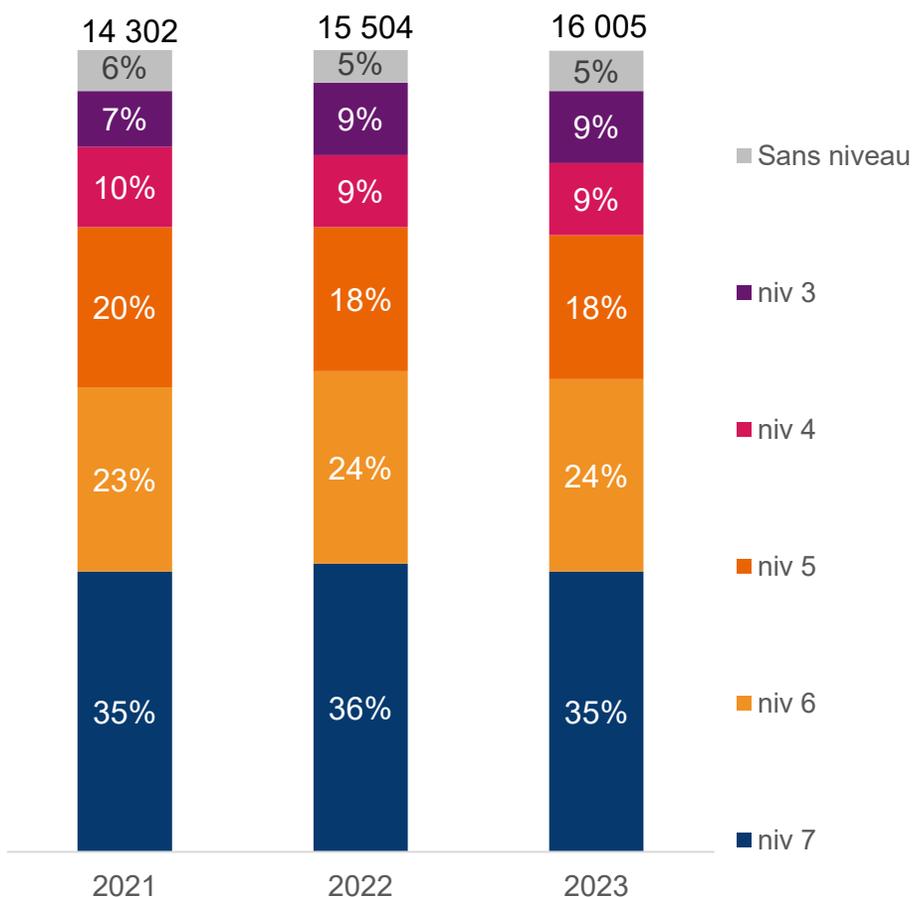
- **La branche de la métallurgie accueille la moitié des alternants** de l'interindustrie en Auvergne Rhône-Alpes (54% des alternants), un poids cohérent avec celui de la branche dans les effectifs salariés de l'interindustrie (55%).
- L'analyse de la répartition des alternants **selon leur poids dans les effectifs salariés** des branches de l'interindustrie met en lumière des pratiques différenciées :
 - Les branches **des industries créatives mode et luxe** ont une pratique marquée de recours à l'alternance, en particulier dans l'habillement (près de 11% des effectifs), la bijouterie, joaillerie, orfèvrerie, horlogerie et maroquinerie. Une partie des métiers de ces branches nécessitent l'acquisition de gestes et de savoir-faire dont la transmission s'effectue plus aisément par la pratique.
 - Les **fabricants d'ameublement** ont également un poids important d'alternants dans leurs effectifs et plus largement l'ensemble des **branches liées au bois**.
 - Viennent ensuite les **métiers de l'énergie** (services d'efficacité énergétique et industries électriques et gazières), les branches **ciments et tuiles et briques**.

Les formations des alternants des entreprises de l'interindustrie

Niveau de formation

Répartition du nombre de nouveaux alternants dans les entreprises de l'interindustrie en Auvergne Rhône-Alpes par niveaux visés

Source : OPCO 2i ; retraitement Katalyse



- Plus de la moitié des alternants (59%) suivent une formation de **niveau supérieur ou égal à 6** (Bac+3 et au-delà), ce qui témoigne d'une forte qualification des alternants en 2023.
- Si ce poids est important, il est aussi **cohérent avec la répartition des effectifs salariés** de l'interindustrie par catégorie socioprofessionnelle. En effet, 53% des effectifs de l'interindustrie sont cadres ou professions intermédiaires, des catégories socio-professionnelles correspondant plutôt à des niveaux 6 et plus (27% des effectifs de l'interindustrie sont cadres et 26% professions intermédiaires).
- Cette répartition par niveau a **peu évolué depuis 2020**, la part des niveau 7 était alors de 34% et celle des niveaux 6 de 22%.
 - L'évolution à la hausse de la part des alternants de niveaux 6 est à rapprocher de la réforme des DUT devenus BUT et passant de 2 à 3 ans (donc de niveau 5 à niveau 6).

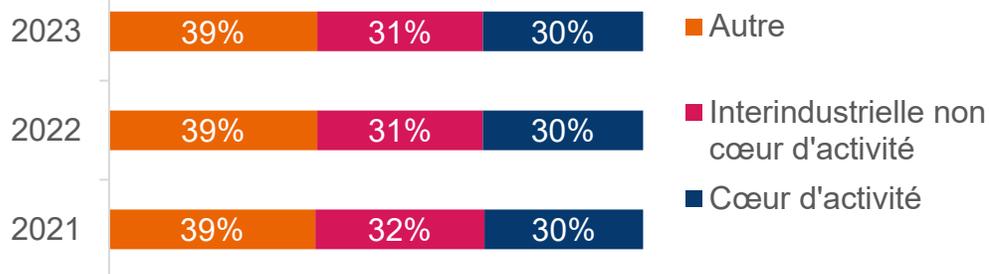


Les formations des alternants des entreprises de l'interindustrie

Thématiques de formation

Répartition des nouveaux alternants Selon la catégorie de certifications visée en 2023

Source : OPCO 2i ; retraitement Katalyse



- En 2023, 61% des alternants suivent une certification qui est soit **cœur d'activité** de la branche dans laquelle ils évoluent soit une **certification interindustrielle** ;
- La répartition entre les catégories de certification est très stable entre 2021 et 2023.
- La liste des 50 premiers libellés de certification ci-contre met en lumière la **diversité des formations suivies** en alternance. La certification la plus suivie est « maintenance des systèmes » et concentre 2,7% des nouveaux alternants.



Répartition des nouveaux alternants dans les entreprises de l'interindustrie en Auvergne Rhône-Alpes sur les 20 libellés RNCP les plus mobilisés en 2023

Source : OPCO 2i ; retraitement Katalyse

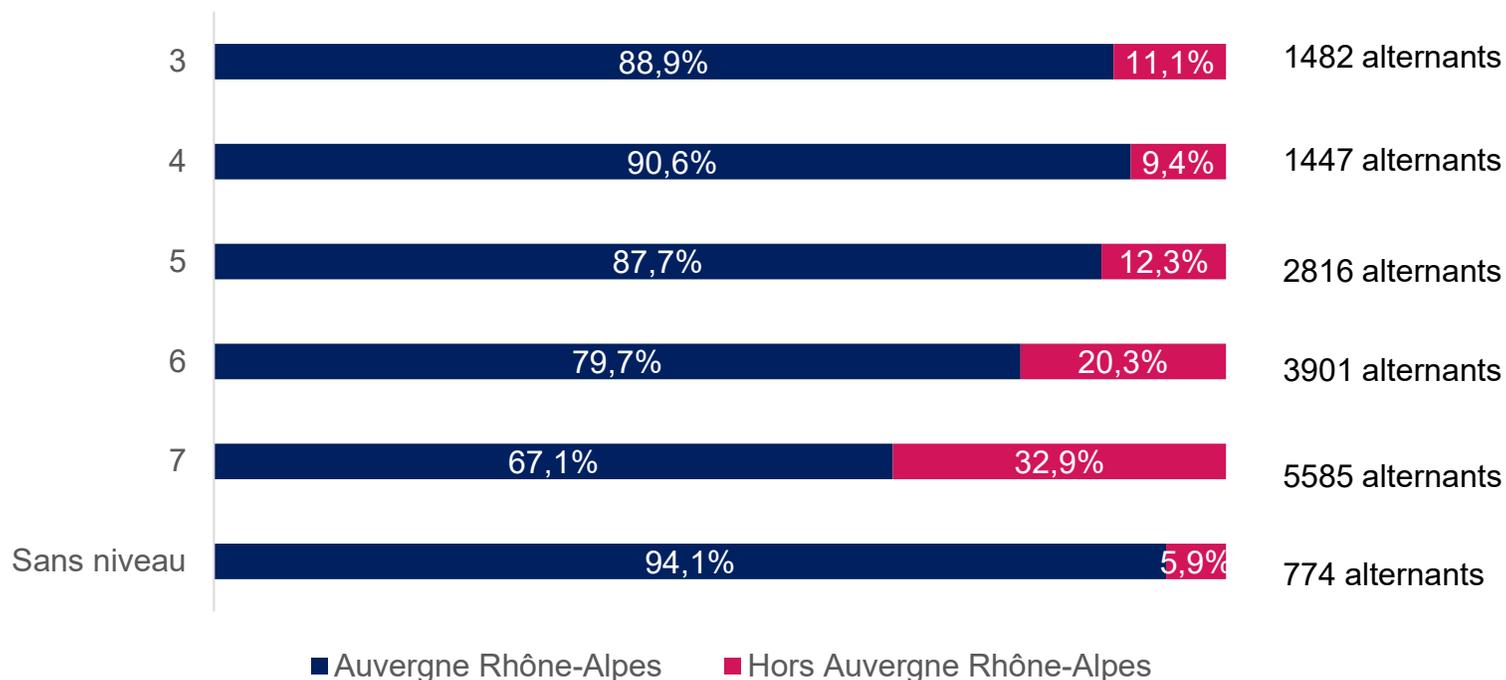


Localisation des organismes de formation

79% des alternants sont formés dans la région

Répartition du nombre d'alternants par niveau visé dans les entreprises de l'interindustrie en Auvergne Rhône-Alpes selon la localisation de l'organisme de formation en 2023

Source : OPCO 2i ; retraitement Katalyse, 16005 alternants en 2023



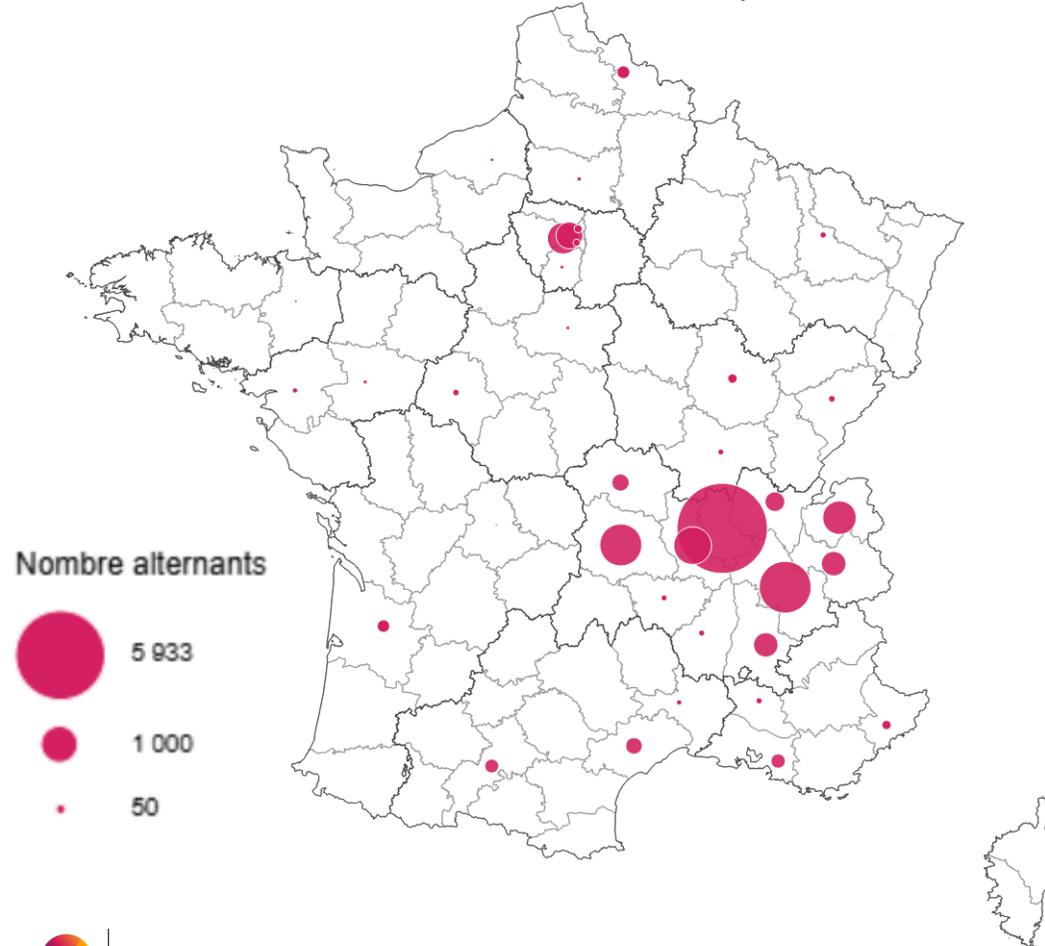
- Les alternants accueillis dans les établissements de l'interindustrie en Auvergne Rhône-Alpes suivent **pour près de 80% d'entre eux une formation dans la région.**
- Cette concentration est particulièrement forte pour les niveaux les moins élevés (sans niveau, niveaux 3 et 4), souvent moins mobiles ; 90% des alternants de ces niveaux étudient et suivent leur alternance dans la région.
- Les alternants de niveaux 7, plus mobiles sont plus répartis en France, mais 67% d'entre eux étudient dans la région.

Localisation des organismes de formation

Zoom sur les départements d'implantation des établissements de formation des alternants

Répartition du nombre d'alternants
dans les entreprises de l'interindustrie en Auvergne Rhône-Alpes
selon leur département de formation en 2023

Source : OPCO 2i ; retraitement Katalyse



- **Des alternants très majoritairement en formation dans des établissements de la région**
 - 80 % des alternants en formation dans l'interindustrie régionale sont rattachés à un organisme de formation de la région
 - Plus du tiers (37 %) sont localisés dans le seul département du Rhône
 - Viennent ensuite l'Isère (12 %), le Puy-de-Dôme (8 %) et la Loire (7 %), soit les départements de localisation des plus grandes métropoles régionales (respectivement Grenoble, Clermont-Ferrand et Saint-Etienne)
- **Alternants dont la formation est extra-régionale principalement localisés en Île-de-France (9 %) Occitanie (3 %) et Provence-Alpes-Côte d'Azur (2 %)**
 - Régions abritant notamment des grandes écoles, qui concernent notamment les profils cadres (notamment Île-de-France) ou bien frontalières de La région Auvergne-Rhône-Alpes (Occitanie et Provence-Alpes-Côte d'Azur)

07

01. Introduction
02. Eléments de cadrage régional
03. Portrait de l'interindustrie eu Auvergne Rhône-Alpes
04. Enjeux prospectifs de l'interindustrie
05. Besoins en recrutement
06. Besoins en formation
- 07. Bilan d'adéquation de l'offre de formation aux besoins**

07

07. Bilan d'adéquation de l'offre de formation aux besoins

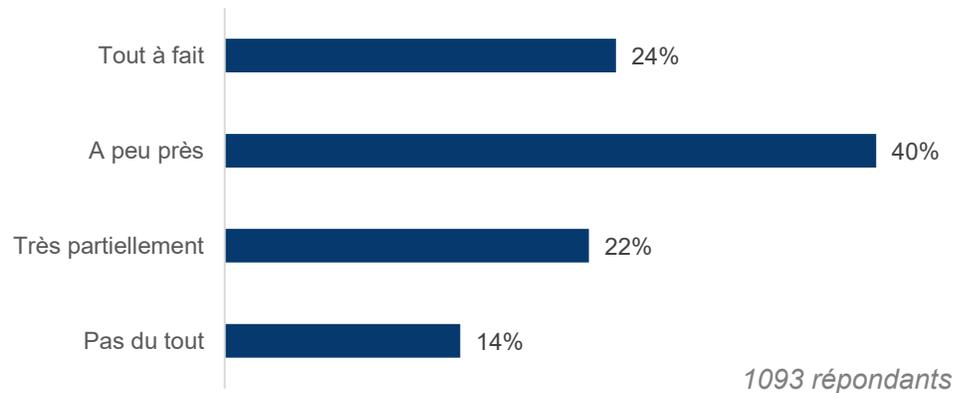
7.1. Perception de l'offre de formation initiale existante par les entreprises

7.2. Synthèse du bilan d'adéquation sur quelques métiers ciblés

Perception de l'offre de formation initiale

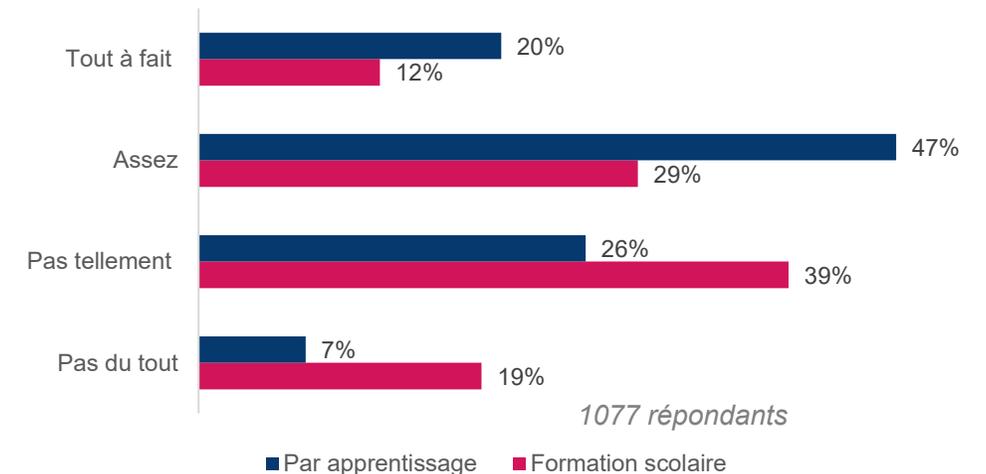
Diriez-vous que l'offre de formation initiale de votre territoire est quantitativement suffisante pour former à vos métiers industriels ?

Sources : Recueil données terrain ; traitement Katalyse



Diriez-vous que l'offre de formation initiale de votre territoire est qualitativement adaptée pour former à vos métiers industriels ?

Sources : Recueil données terrain ; traitement Katalyse

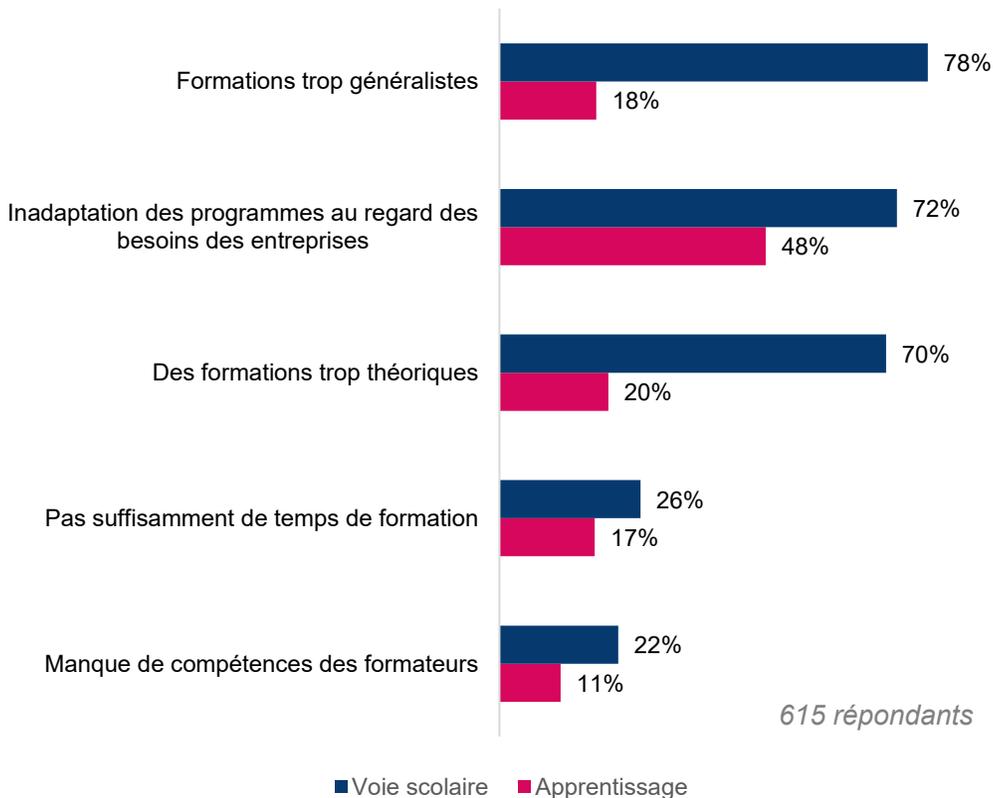


- 64 % des répondants jugent l'offre quantitativement suffisante, mais une part importante (36 %) considère qu'elle reste partiellement ou totalement insuffisante pour former aux métiers industriels du territoire.
- La formation par apprentissage est perçue comme mieux adaptée (67 % d'avis positifs) que la formation scolaire (41 %), soulignant une meilleure adéquation qualitative aux besoins industriels.

Principales causes d'inadéquation de la formation initiale

Principaux problèmes rencontrés

Sources : Recueil données terrain ; retraitement Katalyse



- La formation en apprentissage semble mieux répondre aux besoins des entreprises, avec moins de problèmes signalés, grâce à son caractère plus spécifique et pratique.
- Trois principales causes des problèmes rencontrés avec la formation initiale sont évoquées par les entreprises :
 - Des **formations trop généralistes**, qui ne permettent pas d'acquérir les compétences spécifiques nécessaires aux besoins des entreprises. Cela peut entraîner une faible adéquation entre les profils recrutés et les attentes opérationnelles.
 - Une inadéquation des programmes avec les besoins des entreprises, en raison d'une évolution rapide des exigences techniques et organisationnelles qui n'est pas toujours reflétée dans le contenu pédagogique.
 - Des **formations trop théoriques**, qui manquent de lien pratique avec les réalités du terrain, limitant ainsi la capacité des nouveaux employés à être directement opérationnels.

07

07. Bilan d'adéquation de l'offre de formation aux besoins

7.1. Perception de l'offre de formation initiale existante par les entreprises

7.2. Synthèse du bilan d'adéquation sur quelques métiers ciblés

Rappel des métiers retenus pour l'analyse par métier

Une sélection de 19 métiers réalisée avec la Commission Territoire avec 3 principaux critères de choix :

1. Des **métiers interindustriels** parmi les métiers les plus demandés pour 2024-2025
2. **Quelques métiers rares** plus artisanaux (ciblés sur des activités particulièrement présentes dans le territoire, en particulier dans les industries créatives, mode et luxe) pour comprendre les spécificités des tensions sur ces métiers et identifier des pistes d'actions
3. Des métiers qui évoluent fortement du fait de la **transition écologique et numérique**

Familles de métiers	Métiers proposés	PCS Retenue(s)
Conception et R&D	Technicien bureau d'étude	473B ; 475A
	Ingénieur R&D en énergie renouvelable	386B
Planification & QHSE	Technicien méthodes	474B
	Ingénieur industrialisation	387C
	Ingénieur HSE	387F
Production & Assemblage	Monteur câbleur	622C ; 622D ; 622E
	Soudeur	623D ; 623E
	Technicien qualité	622G ; 624E
	Régleur	628C ; 628D
	Conducteur de ligne	625A ; 626A
	Sertisseur	637B
	Polisseur	624F
	Passementier	
	Souffleur de verre	637A
Exploitation & Maintenance	Technicien de maintenance / électromécanicien	477B ; 477C ; 486B ; 486C ; 486D
	Automaticien	479B
	Ingénieur fluides, énergies, réseaux, environnement	387F
Achats & ventes	Acheteur industriel	387A
Gestion & fonctions supports	Data scientist	388A



Pré-visualisation de l'analyse par métier

Analyse par métier faisant l'objet d'un rapport dédié, et détaillant 19 métiers, via l'étude de 3 volets :

- La caractérisation du métier et de ses besoins (page 1)
- L'analyse des besoins quantitatifs et le bilan d'adéquation avec l'offre de formation existante (page 2)
- L'analyse géographique, mettant en parallèle les besoins exprimés par les entreprises et la localisation géographique des établissements de formation

Métier Technicien Bureau d'Etude

Caractérisation du métier et de ses besoins

Intitulés de métiers retenus : Designer Industriel, Dessinateur Electrotechnique, Dessinateur Mécanique, Projeteur Génie Mécanique, Technicien Bureau d'Etudes, Technicien en Développement de Procédés, Technicien R&D

Présentation du métier
(source : Observatoire national métiers)

Mission principale : partant des cahiers des charges rédigés par les clients, le Technicien Bureau d'Etude dessine et conçoit des plans à modifier, à l'aide notamment d'outils CAO / DAO

Principales activités

- Prendre connaissance du cahier des charges et des documents communiqués par le client
- Analyser le dossier technique du projet et ses contraintes, et élaborer des propositions pour garantir leur faisabilité en tenant compte des contraintes environnementales
- Réaliser des modèles, dessins, plans et schémas en 2D ou en 3D à l'aide notamment d'outils CAO / DAO

Profils recherchés
(source : Jobfeed ; offres d'emploi publiées entre le 31/01/2024 et le 31/01/2025 ; retraitement Katajose)

Total : 806 offres d'emploi

Niveau de formation attendu dans les offres d'emploi

4%	57%	14%	26%
----	-----	-----	-----

■ Bac / Bac Pro ■ Bac +2/3 ■ Bac +5 ■ n.d.

Niveau d'expérience attendu dans les offres d'emploi

23%	13%	1%	63%
-----	-----	----	-----

• Poste de Technicien principalement fleché vers des profils de niveau Bac + 2 ou Bac + 3, toutefois une part non négligeable d'offres d'emploi requièrent un niveau Bac + 5

Panorama emploi, compétences et formation

Intensité de recrutement (source : Jobfeed ; offres d'emploi publiées entre le 31/01/2024 et le 31/01/2025 ; retraitement Katajose)

Le Technicien Bureau d'Etude représente **1,1 %** des offres d'emplois de l'interindustrie

Total offres Interindustrie : 73 271 offres d'emploi
Total offres Technicien Bureau d'Etude en Interindustrie : 806 offres d'emploi

Caractérisation des recruteurs
(source : Jobfeed ; offres d'emploi publiées entre le 31/01/2024 et le 31/01/2025 ; retraitement Katajose)

22% des offres d'emploi sont issues des entreprises de l'interindustrie
(hors offres d'emploi publiées par l'Infiniv, agences de recrutement et secteur non-sous-traité - source : Interindustrie - recrutement par code NAEL)

Métier Technicien Bureau d'Etude

Analyse géographique

Besoins des entreprises interindustrielles
(source : Jobfeed ; retraitement Katajose)

Besoins de recrutement
Retraite : ~ 130
Autres départs : ~ 945

BESOIN DE RECRUTEMENT
~ 1 130 salariés /an

*PCS retenus : 4728 Techniciens de recherche-développement et des méthodes de fabrication en électronique, électromécanique et électronique ; 4754 Techniciens de recherche-développement et des méthodes de production des industries de transformation

• Des offres d'emplois globalement dispersées sur l'ensemble du territoire régional, avec une concentration dans la métropole de Lyon, et, dans une moindre mesure dans le sud de l'Ain et le long de la vallée du Rhône entre la Drôme et l'Ardèche

• Offre de formation fournie, et bien répartie au niveau régional : établissements de formation implantés dans chaque département

• Certaines inadéquations entre l'offre de formation et la demande exprimée par les entreprises avec des besoins exprimés mais peu / moins couverts par la formation, notamment à Lyon

Panorama emploi, compétences et formation de l'interindustrie en Auvergne-Rhône-Alpes | Analyse par métier

Métier Technicien Bureau d'Etude

Analyse quantitative et bilan d'adéquation

ÉVOLUTION DES EFFECTIFS*

2023	9 970	+ 3,8%
2030	10 350	

DÉPARTS ANNUELS ESTIMÉS
Retraite : ~ 130
Autres départs : ~ 945

BESOIN DE RECRUTEMENT
~ 1 130 salariés /an

Offre de formation

Diplômes et certifications retenus (formation au métier)	Taux de remplissage ONIV	Effectifs en dernière année / diplômés 2024 ONIV / INOPIRIUM	Taux de poursuite d'études INOPIRIUM / ADEQUUM
<small>ONIV et Observatoire de l'emploi</small>			
BTS Assistance technique d'ingénieur	43 %	27	39 % (11)
BTS Conception des produits industriels	70 %	144	53 % (75)
BTS Conception et réalisation de systèmes automatisés	74 %	192	29 % (20)
BTS Conception des processus de réalisation de produits	N/D	61	48 % (29)
BUT Génie mécanique et productique parcours innovation pour l'industrie	N/D	N/D	N/D
LP Métiers de l'industrie - conception de produits industriels	N/D	285	19 % (54)
Total		> 619 (dont 200 poursuivent leurs études)	
Zoom Alternance : Nombre d'alternants accueillis dans des entreprises implantées en AuRA en 2023 - source : OPCO2023			Taux de poursuite d'études
BTS Assistance technique d'ingénieur	50	dont 49 formés en AuRA	49 % (18)
BTS Conception des produits industriels	66	dont 64 formés en AuRA	56 % (37)
BTS Conception et réalisation de systèmes automatisés	38	formés en AuRA	48 % (19)
BTS Conception des processus de réalisation de produits	231	dont 226 formés en AuRA	32 % (74)
BUT Génie mécanique et productique parcours innovation pour l'industrie	115	dont 95 formés en AuRA	N/D
LP Métiers de l'industrie - conception de produits industriels	64	dont 57 formés en AuRA	N/D
Total		564 (dont 148 poursuivent leurs études)	

Bilan d'adéquation quantitatif

• Près de 1 200 personnes sortant de formations pouvant conduire au métier de Technicien Bureau d'Etude en 2023, dont 900 qui rentrent sur le marché de l'emploi

• Des formations plutôt orientées vers l'industrie, et destinées à des métiers de la conception, d'où une adéquation plutôt forte entre l'offre de formation et le métier de Technicien Bureau d'Etude. Toutefois, deux formations communes avec le métier de Technicien Méthodes (BTS Conception des processus et LP Métiers de l'industrie, rassemblant près de 350 personnes en formation), limitent ainsi les entrées dans le métier

Inadéquation ↔ **adéquation**

Panorama emploi, compétences et formation de l'interindustrie en Auvergne-Rhône-Alpes | Analyse par métier



Bilan d'adéquation formations / besoins des entreprises, par métier (1/2)

(Conception R&D ; Planification & QHSE ; Exploitation et Maintenance ; Achats & Ventes ; Gestion & Fonctions supports)

Métiers		Adéquation quantitative	Adéquation géographique
Conception et R&D 	Technicien Bureau d'étude		
	Ingénieur R&D en énergies renouvelables		
Planification et QHSE 	Technicien Méthodes		
	Ingénieur Industrialisation		
	Ingénieur HSE		
Exploitation et Maintenance 	Technicien de maintenance / Électromécanicien		
	Automaticien		
	Ingénieur fluides, énergies, réseaux, environnement		
Achats et Ventes 	Acheteur Industriel		
Gestion et Fonctions supports 	Data Scientist		





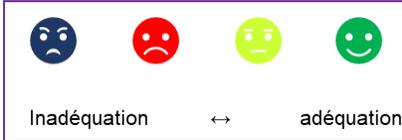

Inadéquation ↔ adéquation



Bilan d'adéquation formations / besoins des entreprises, par métier (2/2)

(Production)

Métiers	Adéquation quantitative	Adéquation géographique
Monteur - Câbleur		
Soudeur		
Technicien qualité		
Régleur		
Polisseur		
Conducteur de ligne		
Sertisseur		
Passementier	/	/
Souffleur de verre		



Inadéquation ↔ adéquation



Enseignements

Inadéquation concernant prioritairement les métiers de la Production / Assemblage

Métiers	Adéquation quantitative	Adéquation géographique
Ingénieur Industrialisation		
Ingénieur HSE		
Technicien de maintenance / Électromécanicien		
Acheteur Industriel		
Monteur - Câbleur		
Technicien qualité		
Régleur		
Polisseur		
Conducteur de ligne		

- Métiers d'**Ingénieur industrialisation** et **Ingénieur HSE** présentant une inadéquation géographique du fait d'une concentration des formations dans les principales métropoles de la région, et de besoins exprimés par un grand nombre d'entreprises régionales, sur l'ensemble du territoire. **Ingénieur HSE** pour lequel un nombre restreint de formation notamment avec un profil technique restreignent les sortants potentiels vers le secteur interindustriels.
- Certains métiers comme le **Technicien de maintenance**, le **Monteur – Câbleur** et le **Régleur** affichent une inadéquation quantitative, du fait des besoins conséquents de recrutement sur ces métiers (notamment **Technicien de maintenance**), d'un nombre insuffisant de sortants de formation (cas du **Régleur** dont une part importante des élèves en formation poursuivent leurs études) ou de formations trop « généralistes » et partagées par plusieurs métiers, de l'interindustrie ou non (ex. : BTS Electrotechnique)
- Une inadéquation géographique pour les métiers de **Technicien qualité** et d'**Acheteur industriel**, du fait des besoins conséquents exprimés par les entreprises, dans une grande partie de la région (métiers « transversal », commun à l'ensemble des branches), et de la concentration des formations (principalement de niveau 6 ou 7) dans les principales villes d'Auvergne Rhône-Alpes
- Polisseur** et **Conducteur de ligne** cumulant une inadéquation quantitative, du fait d'un manque de formations fléchées vers le métier, ou d'un nombre insuffisant de formés entrant sur le marché du travail (Ex. : Bac Pro pilote de ligne de production, 88 diplômés mais 34 poursuivants) ainsi qu'une inadéquation géographique (peu de formations, et ne recoupant pas les besoins géographiques des entreprises)



 [observatoire-competences-industries.fr](https://www.linkedin.com/company/observatoire-competences-industries.fr)
